PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE DE CLASSES

ORGANE MENSUEL DU MARXISME RÉVOLUTIONNAIRE

NUMÉRO 48 - JANVIER 1935

Au Sommaire :

Vers la nouvelle Internationale

L'insurrection espagnole d'Octobre

Flandin et le front populaire

La guerre de demain

Lénine et la question nationale

En Belgique, en Angleterre, etc...

PARIS. En vente à la
Librairie du Travail
17, rue de Sambre-et-Meuse-10e

Abonnements : France : 1 an 20 frs - 6 mois 10 frs
Etranger : 1 an 30 frs - 6 mois 15 frs
Compte Chèque Postal : Naville - 1333-80 - Paris

Le Numéro : 2 francs

La Lutte de Classes

N° 48. Secrétaire général : P. NAVILLE. Janvier 1935

SOMMAIRE

Vers la nouvelle Internationale. — Flandin et le front populaire (*P. Naville*). — La France et l'Europe (*F. Gérard*). — Question militaires : Le général Mordacq et la guerre de demain (*XXX*). — Développement et causes de l'échec de l'insurrection espagnole d'octobre (*Ramon*). — Où va le Parti Socialiste Américain? (*M. S.*). — *Lénine :* La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. — Dans l'Internationale : *Belgique :* De Vandervelde à Spaak (*Elie*). *Angleterre :* Le Labour Party devant la décision. — Les Livres : Au seul d'une révolution, par P. Faure; Le mouvement ouvrier français, par Vidal (*Nadeau*). — A nos lecteurs.

Vers la nouvelle Internationale

C'est depuis l'échec du prolétariat en Allemagne (en 1933) et la venue au pouvoir d'Hitler et de ses bandes qu'on peut dire que non seulement la II[e] Internationale, mais aussi la III[e] Internationale, sont mortes, que les marxistes doivent dire clairement au prolétariat : l'Internationale révolutionnaire, véritablement communiste, est tout entière à reconstruire.

Cette conclusion avait été tirée par l'opposition communiste de gauche au printemps de 1933. Elle prit alors le nom de Ligue Communiste Internationaliste et proclama hautement la nécessité de travailler sans perdre un instant au rassemblement qui constituera la IV[e] Internationale.

Ainsi, depuis l'été 1933 il existe dans le monde non seulement deux Internationales — faillies, mais encore debout — mais aussi l'embryon d'un groupement international qui prépare consciemment les voies à la renaissance du mouvement révolutionnaire que les réformistes et les staliniens sont seulement capables d'enliser et de trahir. (Des millions d'ouvriers en ont fait l'expérience dans les deux dernières années en Allemagne, en Autriche, en Espagne, en Belgique, aux Etats-Unis et ailleurs.)

Nombreux sont les « sceptiques » pour qui il s'agissait là d'une tâche prématurée, et vaine. On n'a pas manqué de se référer d'une manière pédantesque aux exemples historiques de la naissance de la première, de la deuxième, puis de la troisième Internationales. De différents côtés on a affirmé que l'Internationale révolutionnaire du prolétariat ne pouvait être créée qu'au cours d'une offensive ouvrière internationale, et même seulement après une nouvelle révolution prolétarienne dans un ou plusieurs pays. Tel fut l'argument derrière lequel non seulement « l'ultra-gauche », mais aussi naturellement le centrisme dans la social-démocratie, masqua sa passivité devant les grands problèmes, et *l'appel à la lutte*, posés par l'action pour la IV[e] Internationale.

La situation des différentes organisations internationales du prolétariat en 1860, 1890, 1915 et 1933, diffèrent autant que les conditions historiques objectives de ces années. Dans son article connu sur « *la III[e] Internationale et sa place dans l'Histoire* », Lénine écrivait en 1919 :

« La Première Internationale (1864-1872) a posé le fondement de l'organisation universelle des travailleurs pour la préparation de leurs attaques révolutionnaires contre le capital.

« La II[e] Internationale (1889-1914) a été l'organisation des prolétaires de tous les pays se développant en largeur, ce qui ne fut pas sans entraîner un abaissement momentané du niveau révolutionnaire, un accroissement momentané de l'opportunisme qui devait amener à la fin des fins la faillite honteuse de l'Internationale.

« La III[e] Internationale se créa en fait en 1919 à Moscou, quand le processus de longues années de lutte contre l'opportunisme et le social-chauvinisme, surtout pendant la guerre, aboutit, dans une série de pays, à l'organisation de partis communistes. »

A ce moment Lénine donna une caractéristique parfaitement justifiée, non seulement chronologiquement, mais aussi *socialement*. L'état du mouvement ouvrier à ces différentes étapes rend parfaitement compte de l'action des organisations successives du mouvement ouvrier international. La III[e] Internationale elle-même s'est préoccupée (dans ses premiers congrès, et en particulier dans ses statuts ré-

digés en 1920), de préciser les racines objectives, économiques et sociales, de la naissance et de la disparition de la Première Internationale, puis de l'épanouissement de la IIe jusqu'à sa faillite en 1914.

A partir de la guerre impérialiste, le phénomène se complique. En effet la IIe Internationale, *bien que faillie, comme organisation révolutionnaire dirigeante, reste debout.* Il en sera de même dans les années récentes pour la IIIe.

C'est que, depuis 1914, nous sommes entrés dans *une période continue de guerres et de révolutions,* où se décide par les armes le sort de l'humanité toute entière : ou bien, malgré les revers momentanés et douloureux, le prolétariat conduira la société vers le socialisme en écrasant la bourgeoisie capitaliste, ou bien toutes les classes sociales sombreront dans la barbarie, par la guerre, ou autrement.

Dans ce conflit mondial qui embrasse toutes les couches sociales, depuis les classes ouvrières des plus vieux pays industriels, comme l'Angleterre et la France, jusqu'aux masses paysannes misérables de Chine ou d'Amérique latine, une base est fournie *simultanément* pour toutes les gammes, tous les courants, toutes les teintes et toutes les combinaisons, qui ont existé dans le passé de lutte de la classe ouvrière.

Jusqu'au jour de sa victoire décisive, le prolétariat sera aux prises avec le réformisme traître et démoralisateur, avec la corruption de la démocratie petite-bourgeoise. De même, il sera sans cesse travaillé par les courants centristes pseudo-marxistes (comme ceux qui existent actuellement dans la gauche socialiste et dans l'I. C.).

Dans une telle période, c'est *simultanément* que s'épanouissent, à une échelle jamais connue jusqu'à présent, les différents aspects du mouvement ouvrier, ses tares aussi bien que son énergie révolutionnaire, sa volonté d'en finir. Ces tares n'ont plus que leurs côtés négatifs, destructeurs, incompatibles avec la *marche en avant* du prolétariat.

Dans la IIe Internationale d'avant guerre, le réformisme ne signifiait pas seulement l'adaptation des prolétaires au développement « pacifique » du capitalisme, aux surprofits de l'impérialisme à son apogée : il signifiait aussi, comme le dit Lénine, « l'organisation des prolétaires de tous les pays se développant en largeur ». Mais depuis 1914, le réformisme ne signifie plus que la volonté de lier le prolétariat à la « démocratie » bourgeoise en pleine décrépitude, agonisante, laissant la place au fascisme. Il n'a plus qu'une signification contre-révolutionnaire.

La fondation de la Première, puis de la Deuxième Internationale, s'est faite selon des *étapes successives de la dernière période ascendante du capitalisme,* dans laquelle le mouvement ouvrier a en même temps acquis toute son ampleur, toute sa force, et la claire conscience de ses buts révolutionnaires.

Mais depuis la guerre impérialiste, depuis la faillite de la IIe Internationale, la révolution russe et la fondation de l'Internationale Communiste, *le mouvement ouvrier se développe dans l'atmosphère de la décomposition finale du capitalisme,* de ses convulsions révolutionnaires, des efforts suprêmes de l'impérialisme pour la maîtrise de la société. Inutile d'espérer un répit. Pas une époque de l'histoire mondiale n'offre une pareille accumulation d'explosions révolutionnaires, de courage massif et d'héroïsme des classes travailleuses, — et en même temps de fureur contre-révolutionnaire sanglante de la bourgeoisie possédante, ayant rallié autour d'elle les débris des féodaux, — et aussi de lâcheté et de trahison des courants de la démocratie petite-bourgeoise et du réformisme.

La coexistence de ces attitudes des classes en lutte dans l'époque contemporaine explique aussi la coexistence et l'impuissance respective des deux Internationales actuelles.

*

Le sort de l'I. C. s'explique par l'histoire des 10 dernières années. La fondation de l'I.C. en 1919, l'envol puissant du mouvement insurrectionnel en Europe en 1919 et 1920, constituaient la base sur laquelle cette organisation internationale pouvait acquérir la victoire totale.

L'article I des statuts de l'I. C. déclare : « La nouvelle Association Internationale des Travailleurs est fondée dans le but d'organiser une action d'ensemble du prolétariat des différents pays tendant à une seule et même fin, savoir : le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une république internationale des soviets qui permettront d'abolir totalement les classes et de réaliser le socialisme, premier degré de la société communiste. »

Mais 17 ans après la fondation de l'I. C. on est obligé de dire : l'I. C. a, *dans ces dernières années* failli à sa tâche. Non seulement c'est aujourd'hui l'organisation de la IIe qui représente un poids mort, mais c'est aussi l'organisation de la IIIe. Dans l'article déjà cité, Lénine disait : « Il en fut ainsi pour une fois — il va sans dire POUR UN TEMPS TRÈS COURT — : l'hégémonie du mouvement prolétarien international passa aux Russes comme elle appartint à diverses époques du 19e siècle aux Anglais, aux Français, puis aux Allemands. »

Evidemment, Lénine faisait allusion, lorsqu'il parlait du temps TRES COURT pendant lequel l'hégémonie dans le mouvement devait appartenir aux Russes, au fait de la révolution d'Octobre, et de la certitude que la révolution d'Octobre, pour se développer, devait être complétée, élargie, par la révolution internationale. Lénine fondait ainsi son appréciation précisément sur l'inéluctabilité du développement révolutionnaire international et la nécessité pour l'I. C. de ne pas se figer au-

tour de l'hégémonie russe qui, sous l'angle du développement social international, ne pouvait être que temporaire.

Or, par suite d'une série de facteurs, maintes fois soulignés par nous, l'hégémonie de la révolution d'Octobre s'est transformée en l'hégémonie de la bureaucratie nationale soviétique de Staline. L'envers des défaites prolétariennes en Europe et en Asie dans la dernière décade a été la concentration de l'autorité bureaucratique des dirigeants soviétiques, la transformtaion de l'Etat soviétique d'un pôle actif dans la lutte mondiale en un frein de la révolution. La dernière année a apporté le dernier degré d'achèvement à ce processus.

La déification de l'appareil de Staline, son empire incontesté sur ce qui reste de l'I. C., a pour revers l'écrasement du prolétariat en Allemagne, le refoulement complet des P. C. en Autriche, en Bulgarie, en Pologne, leur déconfiture en Espagne, en Angleterre, etc.

Ainsi, l'hégémonie russe dont parle Lénine, loin de se transférer, se prolongeait en une hégémonie stalinienne sur les partis de l'I. C.; et l'I.C. elle-même, ou bien disparaissait de la scène, ou bien devenait le serviteur docile de l'Etat soviétique.

A partir du moment où l'I. C. renonçait en fait, sinon en paroles — et pas moins que la Deuxième — à son but révolutionnaire international, *les conditions étaient données pour la proclamation de la nécessité d'une nouvelle Internationale*, LA QUATRIÈME. C'est ce que constata la L. C. I. dans cette courte phrase : « Prolétaires du monde entier, la Première Internationale vous a donné un programme et un drapeau, la IIe Internationale a dressé sur leurs pieds de grandes masses, la IIIe Internationale a donné l'exemple d'action révolutionnaire. La IVe Internationale vous donnera la victoire mondiale! » (*Manifeste de Mars* 1934).

Malgré l'extraordinaire rapidité du développement du conflit des classes et de l'évolution des organisations ouvrières dans notre époque de soubresauts et de virages abrupts, les masses prolétariennes restent encore dans leur majorité sous la domination des différentes variétés du centrisme et du réformisme. L'ombre immense — mais l'ombre seulement — de la révolution d'Octobre plane encore sur l'action de l'I. C. C'est la raison pour laquelle, malgré les échecs répétés des deux Internationales, l'espoir de la classe ouvrière se tourne encore vers elles.

Déduire de là que l'époque n'est pas venue de la lutte ouverte pour la IVe Internationale, c'est précisément se tromper sur le caractère de notre époque, et la rapprocher arbitrairement de l'époque d'avant-guerre. Lorsque Lénine et les spartakistes proclamèrent la scission d'avec le réformisme, et levèrent le drapeau de la nouvelle Internationale en 1915, ils n'agissaient encore que comme les représentants de toutes petites minorités. Zimmerwald fut déjà l'embryon de la nouvelle Internationale à l'époque d'une grande désorientation des masses. Cependant ces minorités devaient ensuite devenir des majorités dans une partie considérable de l'ancien continent.

Selon toute probabilité les minorités qui proclament à l'heure actuelle la nécessité d'une IVe Internationale, qui proclament déchus et qui dénoncent devant le prolétariat les méfaits de ceux qui supportent la responsabilité des défaites prolétariennes depuis 10 ans, seront suivies et rejointes *par des courants massifs d'une puissance sans exemple non seulement en Europe, mais en Amérique du Nord et du Sud, et en Asie.*

⁂

Les pourparlers qui se sont récemment déroulés entre les représentants de l'I. C. et de l'I. O. S. (15 octobre 1934), n'ont pu que décevoir ceux qui «espèrent» quelque chose de l'union de l'I.C. et de l'I.O.S. Ils ont donné une nouvelle illustration de la fable de l'aveugle et du paraytique. Thorez et Cachin, dont la politique contribua à la stagnation du communisme en Espagne et par suite au progrès de la réaction cléricalo-fasciste, sont venus demander à Bruxelles l'appui de l'I. O. S. afin de faire de grands meetings en faveur des insurgés espagnols et contre la répression qui s'abattait sur eux.

Avec ce prétexte, l'I. C. espérait engager des pourparlers diplomatiques avec l'I. O. S. Le paralytique de l'I. C. abordait l'aveugle réformiste, en lui demandant le secours de ses « solides » jambes. Ces pourparlers se sont déroulés précisément dans l'atmosphère de conciliabules d'éclopés, et non comme la discussion et la confrontation de représentants conscients des classes révolutionnaires.

Il ne s'agissait là en fin de compte que d'une tentative un peu plus étendue que celle qui fut faite au beau temps d'Amsterdam et des visites de Barbusse à Fritz Adler, dans le dos des organisations ouvrières. Qu'étaient en effet les personnages en présence?

L'I. C. est définitivement réduite au rôle d'un appendice diplomatique de l'Etat soviétique, là où elle existe encore comme une force réelle. Sa plate-forme officielle, celle *qu'elle met en application journellement*, c'est le pacifisme borné, la « lutte pour la paix » par le moyen de la S. D. N., d'un maintien du *statu quo* en Europe, de l'étouffement des minorités nationales, le recul pas à pas devant les fascistes derrière le paravent de la démocratie bourgeoise, l'étranglement des organisations par le carcan de la bureaucratie. C'est la démagogie réformiste cachée derrière les phrases révolutionnaires.

L'assemblée générale des communistes de Paris déclare en 1935 : « Nous sommes fiers *d'être des staliniste*s » (*sic*). Marx et Lénine sont remplacés par l'appareil administratif. Au marxisme, au léninisme, s'est substituée cette grossière contre-façon nationale petite-

bourgeoise : le stalinisme. Lénine et Trotsky avaient donné Octobre; Staline a donné Tchang-Kai-Chek, Hitler, Dollfuss, Gil Robles. Une tradition plutôt qu'une impulsion actuelle, groupe encore dans quelques pays — on les compte sur les doigts — les ouvriers autour du P. C. Mais déjà, et c'est le cas en France, ils n'y jouent plus qu'un rôle d'appoint. Leurs luttes ne sont plus que le complément de l'agitation des chancelleries, des coulisses, des salons, du journalisme libéral. Depuis 1928, l'I. C. n'a même plus connu de Congrès. A quoi bon? Une réunion purement décorative prévue pour la moitié de 1934 n'a pas eu lieu. On annonce pour 1935 un Congrès qui, de toute évidence, est subordonné, non à la préparation des plans offensifs d'un état-major prolétarien, mais au climat des relations avec l'I. O. S. et avec le Quai d'Orsay.

L'I. O. S. a regagné autant que l'I. C. a perdu. Fanatiquement accrochée à la démocratie bourgeoise malgré un nouvel afflux d'éléments ouvriers dans ses rangs, sa direction continue d'agir dans la tradition qui fut la sienne après la guerre. Elle espère discrètement dans la reprise économique, elle encense tous les rebouteux, de Roosevelt à Flandin, à condition qu'ils fassent une part, même modeste, au réformisme. Elle ne dirige pas l'activité des partis, mais laisse chaque parti s'adapter aux conditions nationales, en espérant que les choses s'arrangeront...

Les nouvelles relations établies entre l'I. C. et l'I. O. S. l'ont été sur le terrain de la politesse, de discussions ambiguës, de demi-mots, de l'esprit de « non-agression ». Qu'on en juge par cette déclaration de Cachin lors de l'entrevue de Bruxelles : « A l'heure actuelle, quand nous nous réunissons chaque semaine, souvent davantage, qu'arrive-t-il? C'est tantôt Maurice Thorez qui présente les résolutions. C'est le plus souvent Léon Blum qui lui demande : cela vous va? Telle est la pratique de l'accord. Voilà dans la vie concrète ce que deviennent les anciennes méfiances. » C'est ainsi que la vie concrète de la lutte marxiste est remplacée par celle du tapis vert. Et encore : *Adler* déclare : « Dans notre Internationale, la situation est un peu plus démocratique que dans la vôtre. Si vous recevez un ordre de Moscou, tout est réglé. Chez nous, les membres de notre Exécutif ont souvent le besoin de conférer avec leur parti respectif ». — *Cachin :* « Nous aussi, camarade ». *Thorez :* « Nous aussi nous conférons, mais il se trouve qu'en général nous sommes d'accord. » *Adler :* « C'est l'harmonie préétablie chez vous. (*Sourires*) »

♣

Edifiant tableau!

Nous ne séparons pas la lutte pour la IVe Internationale des conditions dans lesquelles elle peut s'exercer. Seuls des réformateurs en chambre pourraient s'imaginer qu'il suffit de proclamer la nécessité d'une nouvelle Internationale et de l'attendre tranquillement.

Le manifeste de la L. C. I. de mars 1934 déclarait : « Il faut que l'avant-garde de l'avant-garde serre dès aujourd'hui ses rangs sur l'arène internationale. Les masses ébranlées, alarmées par les calamités et les dangers attendent une réponse et réclament une direction ».

Cette direction, il faut la créer. Cela se fera dans deux directions. Premièrement par la liaison étroite avec les luttes révolutionnaires du prolétariat, où qu'elles s'exercent. Deuxièmement, par la mise à jour des principes et de la stratégie marxistes de la nouvelle Internationale, qui doivent dériver de ceux qui présidèrent à la fondation de la troisième.

(*à suivre*)

DEMANDEZ LE

PROGRAMME D'ACTION

adopté par la Ligue Communiste en Juin 1934

Prix de l'exemplaire ..... 0 fr. 50

Par 10 exemplaires ..... 4 fr.

En vente à la Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse.

Le ministère Flandin et le « front populaire »

Le ministère Flandin a interrompu la monotonie du développement continu du ministère Doumergue. Doumergue représentait directement, sinon exclusivement, l'équipe du 6 Février. Il s'était développé en s'appuyant ouvertement sur les Ligues fascistes, en opérant sur le Parlement le chantage à la dissolution. Cependant, il n'osa pas le dissoudre, et en fin de compte il s'éclipsa devant la résistance du Sénat, sans que le Front unique ait esquissé le moindre geste pour l'abattre.

Les menaces de révision constitutionnelle, d'institution d'un régime légal de bonapartisme avaient suscité les résistances du Sénat et de la grande majorité de la Chambre. Mais ces résistances devinrent efficaces lorsque Germain-Martin et Flandin, d'accord avec les ministres radicaux refusèrent à Doumergue les douzièmes provisoires qu'il demandait, désirant avoir les mains libres. Seule la résistance d'une partie de la bourgeoisie, irritée et inquiète du chômage croissant, du marasme ininterrompu des affaires et de la nullité frappante de Doumergue comme exorciseur de la crise économique, décida les ministres radicaux à faire échec à Doumergue. Ce n'est pas pris au collet par les ouvriers que les radicaux résistèrent; c'est en s'épaulant sur la droite. Telle est la raison pour laquelle, après la chute de Doumergue, ils n'eurent même pas envie de répondre aux invites faites par le groupe parlementaire socialiste et aussi la direction staliniste, mais constituèrent un bloc nouveau avec la grande bourgeoisie. La comédie entre Herriot et Flandin, axes du nouveau gouvernement, sous l'égide des grandes banques, était bien règlée. La grande presse, stylée, se tut. Le Front National et les Croix de Feu en furent réduit à défiler la mort dans l'âme sous les fenêtres de Doumergue : où ils virent du reste une occasion de plus de faire sonner leur éperons sur le pavé de Paris, comme signe d'avertissement.

⁂

Dès la chute de Doumergue, le groupe parlementaire socialiste, vota en commun avec la C.A.P. une résolution dans laquelle elle offrait sa participation aux radicaux, sous la forme suivante : « Si devant le péril couru par les libertés publiques et les libertés ouvrières, devant les ravages de plus en plus douloureux exercés par le chômage et la détresse paysanne, des *républicains, sentant à leur tour le caractère exceptionnel des circonstances,* se déterminent à opposer à la violence fasciste la *force républicaine* (?), et constituent un gouvernement de combat pour la sauvegarde des libertés démocratiques et contre la crise, elle déclare ne poser d'avance *aucune limite* au concours que leur apporterait le Parti. »

La constitution du gouvernement Flandin le jour même de la chute de Doumergue ne laissa pas à cette résolution le temps de produire tous ses effets désastreux. Cependant, elle marquait dans les sommets du Parti socialiste un état d'esprit inconciliable avec des préoccupations révolutionnaires, et qui rejoignaient l'attitude nouvelle des staliniste dans le « front populaire ». Depuis, on fait volontiers le silence sur cet épisode. Cependant, il a eu un caractère si révélateur qu'il faut au contraire y insister.

Que signifie, à l'heure de la chute de Doumergue, cette résolution du groupe parlementaire et de la C.A.P., également responsables? *Elle signifie la répétition exacte de la position du Parti en* 1924, *en* 1932, *et en Février* 1934, *vis-à-vis du gouvernement Daladier.* Autrement dit : la masse du Parti, elle, a commencé d'apprendre quelque chose de l'expérience de l'année écoulée; la direction, reflet du passé, elle, n'a rien appris.

Il n'est pas besoin de regarder de très près pour comprendre immédiatement de quoi il s'agit. Il s'agit tout simplement d'une offre de participation ministérielle. Les phrases dont cette offre s'entoure ne changent pas grand'chose à l'affaire. Le Parti socialiste offrait tout simplement de constituer avec les radicaux, *et avec d'autres éléments placés à leur droite,* un gouvernement purement traditionnel dont l'appui n'eut pas résidé dans l'action hardie et autonome de la classe ouvrière, mais sur ce que la résolution appelle la « force républicaine » et qui ne peut pas signifier autre chose que la « *garde républicaine* » !

En un mot, devant une répétition du 6 Février de la part des Ligues fascistes, le gouvernement radical et socialiste, même qualifié de « combat », se serait trouvé placé exactement dans la même nécessité que Daladier en Février dernier : s'abriter derrière le rempart de la garde mobile. Et après? Ou bien armer sur le champ la classe ouvrière qui seule pourrait balayer la canaille fasciste déchaînée, ou bien faire comme Daladier : démissionner sous prétexte de « ne pas faire couler le sang ».

Cela n'eut pas signifié dans les circonstances actuelles autre chose qu'une lamentable et criminelle concession aux illusions de la démocratie parlementaire, une trahison pure et simple des intérêts du prolétariat.

D'où vient que le groupe parlementaire socialiste se soit livré à cette démonstration, qui du reste suscita une certaine réaction dans les rangs prolétariens du Parti? Parlons sans fard : des membres du groupe parlementaire n'hésitèrent pas à alléguer sans détour la crainte des députés terrorisés par les menaces fascistes. Autrement dit, le groupe parlemnetaire subit l'influence des déclarations de Marchandeau, ministre radical de l'Intérieur, lequel, pour essayer de contraindre le Parti radical à respecter son bloc avec Doumergue, argua des renseignements qu'il avait, de par sa fonction, au sujet des préparatifs des ligues fascistes.

Cet esprit de panique se communiqua du groupe parlementaire radical au groupe socialiste, et ce dernier déteignit finalement sur la C.A.P. du Parti. Ainsi la logique de la situation mit en pleine lumière le fait que les travailleurs ne peuvent en rien compter sur leurs représentants parlementaires surtout dans les cas des conflits aigus d'hier et de demain.

⁂

Mais le Parti communiste dira-t-on?

Précisément, sous une forme atténuée, le Parti communiste observa dans cette crise une position analogue à celle de la direction socialiste. Toute son attitude fut inspirée des pires illusions parlementaires. A la veille de la crise, pendant le Congrès de Nantes du Parti radical, Thorez fit dans un meeting tenu à Nantes des propositions en faveur d'un large « front populaire ».

C'est là pour la première fois que le Parti communiste développa son programme de revendications immédiates, dont le caractère principal est de préparer un pont aux radicaux. Dans ce discours, après avoir développé le programme nouveau, il déclara : « *nous sommes prêts à nous engager de toutes nos forces dans cette action et à soutenir ces revendications avec une telle force* QU'ELLES POURRONT ABOUTIR MEME SUR LE TERRAIN PARLEMENTAIRE. » Cette déclaration sensationnelle, inspira toute la politique suivie depuis ce moment et jusqu'à présent par le Parti communiste.

Les phrases ronflantes semées ici et là n'en altèrent pas le caractère bien précis. Thorez déclara qu'un programme favorable à la classe ouvrière et comportant des revendications, même ultra-modérées, est capable d'aboutir sur le terrain parlementaire. En langage clair cela signifie qu'à la Chambre on peut trouver une majorité pour voter le programme minimum du Parti communiste. Cela signifie qu'un bloc des communistes, pupistes, socialistes et radicaux socialistes peut imposer sa loi, non seulement à la droite de la Chambre, mais aussi aux Ligues fascistes et à la bourgeoisie qui, elle, depuis le 6 Février a rompu délibérément avec l'hypocrisie parlementaire qu'elle abandonne comme un vieil os aux charlatans illusionnistes du centrisme.

Thorez n'en fit pas mystère. Il déclara textuellement dans le discours qu'il prononça à la Chambre lors de la présentation du gouvernement Flandin : « J'ose dire qu'il (notre programme) pourrait trouver dans cette Chambre une majorité qui en exige l'application si les élus obéissaient à la volonté de leurs électeurs. »

« Crétinisme parlementaire », telle est l'expression de Marx, qui convient à de telles affirmations.

On comprend dans ces conditions pourquoi ni Thorez, ni Cachin, ni le Comité Central du Parti communiste n'ont soulevé la moindre objection aux propositions du groupe parlementaire socialiste. N'y a-t-il même pas lieu de supposer que c'est avec l'accord tacite des députés communistes que Blum et Paul Faure se sont engagés dans cette voie?

En résumé, à la veille de la crise et pendant la crise, au moment où des divergences de vues sérieuses agitaient la bourgeoisie dirigeante et ses clans poli-

tiques, le P. C. et le P. S., par leurs représentants dirigeants, réveillaient le pire fétichisme parlementaire, donnaient à la bourgeoisie la possibilité de liquider cette crise dans les conditions les plus faciles, abandonnaient une fois de plus au fascisme l'initiative d'une riposte et de l'orientation ultérieure des événements, jetaient dans la classe ouvrière le flottement, l'irrésolution, l'esprit de conciliation et en fin de compte, sous prétexte de gagner les radicaux à leur cause, poussaient les radicaux dans les bras de la droite en préparant un amalgame d'une nouvelle sorte représentée par Flandin et l'appui qu'il a trouvé dans les milieux de gauche. Telle fut le développement logique de la situation.

L'équipe Flandin ne trouvant aucune résistance à gauche, mit debout un ministère qui trouva à la Chambre un accueil inespéré, prélude de nouvelles contradictions. « La République respire », déclara L. Blum, couvrant ainsi devant le prolétariat le gouvernement Flandin.

♣

Quelle aurait dû être, quelle devra être l'attitude d'une direction révolutionnaire des partis ouvriers dans un tel cas? Elle aurait dû se tourner vers les masses travailleuses du pays et leur dire clairement : « Doumergue est ébranlé; l'insuffisance notoire de son action économique, jointe aux provocations de sa réforme constitutionnelle bonapartiste, préparent une explosion; vous préparez votre résistance. Dans les rangs de nos ennemis se font jour des divergences de vues, des frictions, des divisions. Doumergue, monté sur le pavois grâce à l'émeute du 6 Février entend y rester par le même moyen. C'est donc dans la rue, c'est de l'action des Ligues fascistes armées que dépend la solution de cette crise. Mais elle peut dépendre de nous si nous nous plaçons sur le même terrain. Préparons-nous, nous, partis ouvriers. Exigeons le départ du gouvernement Doumergue et refusons d'avoir quoi que ce soit à faire avec un gouvernement ou des partis qui se placent sur le même terrain. Nous disons à la classe ouvrière, c'est d'elle seule et de l'action extra-parlementaire de ses propres organisations, que doit surgir la résistance et le salut. C'est de la force des masses travailleuses dressées *immédiatement sur pied de guerre*, dans des comités réunissant toutes ses forces, groupant des délégations populaires d'usine, de maisons, etc... que doit venir le salut. *Dès à présent, Partis et centrales syndicales constituent un comité d'action qui doit siéger en permanence.* L'action des députés socialistes et communistes devra être subordonnée étroitement à l'action de ce Comité. Les groupements de base doivent prendre la liaison immédiate avec lui. Face aux nouveaux Versaillais, face à Doumergue et à ses Ligues, nous dressons la direction du prolétariat. »

On peut être sûr qu'une telle attitude aurait rendu immédiatement confiance aux travailleurs. Elle leur aurait ouvert une voie; elle aurait modifié considérablement l'évolution ultérieure, car dans ce cas, les éléments hésitants, flottants, loin de se trouver suspendus aux basques de la grande bourgeoisie, seraient venus appuyer avec confiance cette nouvelle autorité qui surgissait *dans les faits*, sans attendre des consécrations parlementaires qui ne signifient plus rien aujourd'hui aux yeux des classes en lutte. Mais nous voilà bien loin du discours de Thorez à Nantes!

Le fait que Flandin résolut sur le champ la crise en donnant tout apaisement aux radicaux relativement au voyage à Versailles, le fait que Doumergue n'osait pas demander la dissolution de la Chambre comme il l'avait annoncé, ni déclencher l'action des bandes fascistes, n'enlève rien à la justesse de nos critiques. Les partis ouvriers n'ont pas le droit de se revendiquer des flottements passagers de l'ennemi pour se vanter de succès qu'ils n'ont pas obtenus.

En voilà assez pour qualifier les rodomontades qui attribuent la chute de Doumergue aux articles leader du *Populaire* ou à l'action de meetings réglementés du front unique.

♣

Que représente Flandin? Au premier abord le ministère Flandin fut salué par toute la démocratie petite bourgeoise comme un ministère de détente politique, de « retour à la légalité » parlementaire. Les cercles dirigeants de la banque et de l'industrie qui, pour une part décisive, sont aujourd'hui derrière Flandin comme ils étaient derrière Dou-

mergue, ont estimé que le moment était venu de faire procéder à la bonapartisation accentuée du régime par une action économique qui lui donnerait l'emprise et les assises dans les masses populaires, que la propagande des Ligues n'avait pu acquérir.

Bien entendu ce besoin est lui-même lié à la nécessité de faire face aux contradictions croissantes de la crise économique. C'est pourquoi Flandin, présentant son programme, se plaça sous le signe 1° de l'autorité de fait, qui n'exige pas de nouvelle consécration constitutionnelle, 2° de la « lutte contre la misère » par la mise en action d'un plan de rénovation inspiré du plan d'expansion monétaire de la bourgeoisie belge et dans une certaine mesure de la N.R.A. de Roosevelt.

Ainsi s'ouvrait une nouvelle période dans laquelle la bourgeoisie développant inlassablement l'action et les manœuvres de ses troupes extra-parlementaires, va tenter un large mouvement « d'assainissement » économique dont les classes travailleuses seront seules à supporter le poids; car Flandin veut bien réglementer la production et augmenter les crédits mis à la disposition des producteurs capitalistes, mais il ne songe pas un instant à réglementer la consommation des masses dont il prend au contraire le bas niveau sans cesse abaissé comme étiage principal de ses réformes. Nous examinerons ultérieurement les détails de ce plan présenté par Flandin, mais nous constaterons tout de suite qu'ils ont pour premier résultat de semer le plus grand désarroi dans les partis et les syndicats ouvriers.

C'est que ceux-ci se sont montré aussi inférieurs à leur tâche dans la question du *programme d'action* que dans les questions de leur attitude combative contre les bandes fascistes.

Depuis près de trois mois, Parti communiste et Parti socialiste poursuivent des pourparlers diplomatiques — auxquels la base du Parti n'a pas été appelée à participer — au sujet du programme d'action, sans aboutir. La C.G.T. et une série de satellites « planistes », développent un programme qui lui aussi reste en dehors des préoccupations actives du prolétariat.

Les grandes organisations ouvrières semblent avoir pour objectif de *laisser le terrain libre aux expériences Flandin.* A cette situation il faut mettre fin sans délai. Nous nous proposons de revenir sans délai sur ce problème.

PIERRE NAVILLE.

« Dépérissement » de l'Etat et révolution violente

Le texte que nous publions ci-dessous est extrait du livre de Lénine, l'Etat et la Révolution.

Les paroles d'Engels sur le « dépérissement » de l'Etat jouissent d'une telle célébrité, elles sont si souvent citées, elles mettent si bien en relief le fond de la falsification opportuniste du marxisme, qu'il est nécessaire de s'y arrêter. Nous citerons tout le passage d'où elles sont tirées :

« Le prolétariat s'empare de la puissance de l'Etat et transforme tout d'abord les moyens de production en propriété de l'Etat. Par là il se détruit lui-même en tant que prolétariat, il abolit toutes les différences de classe et tous les antagonismes de classe, et en même temps aussi l'Etat, en tant qu'Etat. L'ancienne société, qui se mouvait à travers les antagonismes de classe, avait besoin de l'Etat, c'est-à-dire d'une organisation de la classe exploiteuse à chaque époque en vue de maintenir ses conditions extérieures de production, en vue notamment de maintenir par la force la classe exploitée dans les conditions d'oppression exigées par le mode de production existant (esclavage, servage, travail salarié). L'Etat était le représentant officiel de la société tout entière, sa synthèse en un corps visible, mais il n'était tel que dans la mesure où il était l'Etat de la classe qui elle-même représentait en son temps la société tout entière : Etat des citoyens propriétaires d'esclaves de l'antiquité, Etat de la noblesse féodale au moyen âge, Etat de la bourgeoisie de nos jours. Mais en devenant enfin le représentant effectif de la société tout entière, il se rend lui-même superflu. Dès qu'il n'y a plus de classe sociale à maintenir opprimée; dès que sont supprimés, en même temps que la souveraineté de classe et la lutte pour l'existence individuelle fondée sur l'ancienne anarchie de la production, les collisions et les excès qui en résultaient, il n'y a plus rien à réprimer, et un pouvoir spécial de répression, un Etat, cesse d'être nécessaire.

« Le premier acte par lequel l'Etat se manifeste réellement comme représentant de la société tout entière, à savoir la prise de possession des moyens de production au nom de la société, est en même temps le dernier acte propre de l'Etat. L'intervention de l'Etat dans les affaires sociales devient superflue sur un terrain après l'autre et s'endort ensuite d'-elle-même. Au

gouvernement des personnes se substituent l'administration des choses et la direction du processus de production. L'Etat n'est pas « aboli »; il meurt. C'est de ce point de vue qu'il convient d'apprécier le mot d'ordre d' « Etat libre du peuple », tant dans son intérêt passager pour l'agitation que dans son insuffisance scientifique définitive; de ce point de vue également la revendication de ceux qu'on appelle les anarchistes, qui veulent que l'Etat soit aboli du jour au lendemain. »

On peut dire sans crainte de se tromper que tout ce raisonnement d'Engels, d'une remarquable richesse de pensée, n'a laissé d'autre véritable acquisition de la pensée socialiste dans les partis socialistes d'aujourd'hui que la formule de Marx, d'après laquelle l'Etat « meurt », contrairement à la doctrine anarchiste de l' « abolition » de l'Etat. Amputer ainsi le marxisme, c'est le réduire à l'opportunisme, car il ne reste, après un « commentaire » de ce genre, que la conception vague d'un changement lent, égal, progressif, sans soubresaut ni tempête, sans révolution. L' « extinction » de l'Etat, dans la conception courante, répandue, populaire si l'on peut dire, c'est, sans aucun doute, l'effacement sinon la négation, de la révolution.

1° Tout au début même de son raisonnement, Engels dit qu'en s'emparant du pouvoir, le prolétariat « par là même abolit l'Etat en tant qu'Etat ». « Il n'est pas reçu » d'approfondir ce que cela veut dire. D'ordinaire, on néglige complètement cette pensée, ou bien l'on y voit, de la part d'Engels, comme une sorte de « faiblesse hégélienne ». En fait, ces mots expriment en raccourci l'expérience d'une des plus grandes révolutions prolétariennes, l'expérience de la Commune de Paris de 1871, dont nous parlerons plus longuement en son lieu. En fait, Engels parle de l' « abolition » de l'Etat bourgeois par la révolution prolétarienne, tandis que le mot sur le dépérissement et la « mort » de l'Etat concerne les vestiges de l'Etat *prolétarien* subsistant *après* la révolution socialiste. L'Etat bourgeois, selon Engels, ne « meurt » pas; il est « *anéanti* » par le prolétariat au cours de la révolution. Ce qui meurt après cette révolution, c'est l'Etat prolétarien ou demi-Etat.

2° L'Etat est une « force spéciale de répression ». Cette définition remarquable et profonde d'Engels est d'une entière clarté. Il en découle que cette « force spéciale de répression » du prolétariat par la bourgeoisie, de millions de travailleurs par une poignée de riches, doit-être remplacée par une « force spéciale de répression » de la bourgeoisie par le prolétariat (la dictature du prolétariat). C'est en cela que consiste l' « acte » de prise de possession des moyens de production au nom de la société. Il va de soi que ce remplacement d'une « force spéciale » (celle de la bourgeoisie) par une autre force spéciale (celle du prolétariat) ne peut équivaloir pour la première à un « dépérissement ».

3° Ce « dépérissement » ou, pour parler avec plus de relief et de couleur, cette « léthargie », Engels la rapporte clairement à la période *qui suit* la « prise « mort » de l'Etat concerne les vestiges de l'Etat nom de la société », donc à la période *qui suit* la révolution socialiste...

4° En énonçant sa fameuse formule : « L'Etat meurt », Engels se hâte de préciser que cette formule est dirigée contre les opportunistes et contre les anarchistes. Et il donne la première place à celui des corrolaires qui vise les opportunistes...

5° Le même ouvrage d'Engels, dont tout le monde se rappelle le raisonnement sur le dépérissement de l'Etat, contient un développement sur la signification de la révolution violente. L'appréciation historique de son rôle devient chez Engels un véritable panégyrique de la révolution. Nul ne « s'en souvient »; et il est de mode, dans les partis socialistes contemporains, de n'en parler jamais et même de n'y jamais penser; ces idées ne jouent aucun rôle dans la propagande et l'agitation quotidiennes parmi les masses. Elles sont pourtant indissolublement liées à l'idée du « dépérissement » de l'Etat, avec laquelle elles forment un tout.

Voici ce développement d'Engels :

« Mais la violence joue encore un autre rôle dans l'histoire, un rôle révolutionnaire; elle est, suivant le mot de Marx, l'accoucheuse de toute vieille société grosse d'une société nouvelle, l'instrument à l'aide duquel le mouvement social se fait place et brise des formes politiques mortes et figées : de tout cela, M. Dühring ne dit mot. Ce n'est qu'avec des soupirs et des gémissements qu'il veut bien admettre comme possible que la violence soit peut-être nécessaire pour détruire l'exploitation économique... Malheureusement! car la violence, dit-il, démoralise toujours quiconque en fait usage. Et cela quand on sait quel grand essor moral et intellectuel a suivi toute révolution victorieuse! Et cela en Allemagne, où le choc violent auquel le peuple pourrait être contraint aurait du moins l'avantage de détruire la servilité qui a pénétré la conscience nationale par suite de l'abaissement de la guerre de Trente ans. »

Comment concilier dans une même doctrine ce panégyrique de la révolution violente, instamment répété par Engels aux social-démocrates allemands de 1878 à sa mort (1895), avec la théorie du « dépérissement » de l'Etat?

...Nous avons déjà dit et nous démontrerons plus en détail dans la suite que la doctrine de Marx et d'Engels sur la nécessité de la révolution violente concerne l'Etat bourgeois. Celui-ci ne peut, en règle générale, céder la place à l'Etat prolétarien (dictature du prolétariat) que par la révolution violente, *et non* par voie de « dépérissement ». Le panégyrique qu'Engels fait de la révolution violente s'accorde pleinement avec les nombreuses déclarations, fières et catégoriques, de Marx (rappelons-nous la fin de la *Misère de la philosophie* et le *Manifeste communiste*) sur l'inévitabilité de la révolution violente; rappelons-nous la critique du programme de Gotha en 1875, près de trente ans plus tard, et comment Marx y flagelle impitoyablement l'opportunisme. Ce panégyrique d'Engels n'est certes pas l'effet d'un « emballement », ni des besoins de la déclamation ou de la polémique. La nécessité d'inculquer systématiquement aux masses *cette* idée de la révolution violente, fait le fond de *toute* la doctrine de Marx et d'Engels. C'est dans l'omission de *cette* propagande, de cette agitation, que se marque avec le plus de relief la trahison doctrinale des tendances social-chauvines et kautskistes.

Le remplacement de l'Etat bourgeois par l'Etat prolétarien n'est pas possible sans révolution violente. L'abolition de l'Etat prolétarien, c'est-à-dire l'abolition de tout l'Etat, n'est possible que par voie de « dépérissement ».

PROBLÈMES MILITAIRES

Nous avons l'intention de consacrer dans la LUTTE DE CLASSES, une partie croissante de nos efforts à l'examen des problèmes militaires (histoire, technique, stratégie et tactique) posés par le développement de la lutte de classe internationale et française, avant tout dans la période actuelle.

Il revient à l'I. C., et avant tout à ses chefs, Lénine et Trotsky, fidèles disciples de Marx et d'Engels, l'honneur principal d'avoir mis au premier plan des préoccupations actives du prolétariat, les problèmes de la lutte armée dans l'action des partis prolétariens. Dans la Deuxième Internationale cette question était reléguée à l'arrière-plan. Seul faisait exception le Parti bolchevik russe et dans une certaine mesure la gauche radicale allemande. Cependant, dès les années 1912-13, *qui furent avec la guerre italo-turque et la guerre des Balkans le véritable prologue du conflit mondial de* 1914-18, *l'humanité entière, et par conséquent aussi, le prolétariat et ses organisations, entrait dans une période dans laquelle nous nous trouvons toujours, où le destin des classes ne se tranche pas par la propagande et le vote, mais par l'usage des armes.*

Dans une récente interview, M. Flandin, héros momentané de la bourgeoisie française, vient de déclarer (Candide *du 3 janvier* 1935) : *« Je me demande quelle nation, dans cette période de remise en équilibre, peut se déclarer assez sûre de son destin et de son système de gouvernement,* pour remettre à tous ses nationaux les armes dont ils pourraient ne pas se borner à faire usage contre les ennemis de l'extérieur. »

En effet, la guerre impérialiste de 1914 *à donné à la bourgeoisie mondiale cette grande leçon. C'est que lorsque, pour les besoins de sa politique nationaliste de rapine, elle place entre les mains des prolétaires qu'elle exploite, des armes et des munitions, elle est moins certaine que jamais de voir ces grandes masses restées soumises à sa direction. Ainsi la crainte de Flandin révèle la justesse des directives de Lénine.*

Pendant les deux premières années de la dernière guerre impérialiste, les prolétaires abandonnés par leurs organisations et leurs chefs, s'entretuèrent sans protester. Comme l'enseignait déjà Clausewitz, la guerre n'est que la continuation de la politique, mais par d'autres moyens. L'impérialisme continuait sa politique de guerre économique par l'agression militaire pure et simple. Elle continuait son œuvre de décomposition opportuniste de la classe ouvrière par l'envoûtement et l'enchaînement des prolétaires sous l'égide de l'union sacrée, de la défense du droit, etc...

1917 *marque un point tournant de cette politique. Les travailleurs enlisés, massacrés, sans espoir, se réveillent. En Russie ils jettent bas le tzarisme. En Allemagne, les premières révoltes de matelots, de soldats, des grèves surgissent, prélude de la révolution de* 1918. *En Angleterre des grèves politiques massives dirigées par des soviets se déroulent. En France des régiments entiers se mutinent. A partir de ce moment la politique prolétarienne de lutte contre la guerre, de défaitisme national, allait à son tour se transformer, se continuer par d'autres moyens, ceux de la guerre civile ouverte. C'est ainsi que la révolution d'Octobre en Russie, la lutte des Conseils ouvriers et soldats en Allemagne, en Hongrie, en Autriche, en Italie, s'appuie sur la force des armes restées entre les mains des soldats. La guerre impérialiste se transformait inéluctablement en une guerre civile.*

Depuis 20 *ans, malgré les illusions de quelques années de « prospérité » et de « pacifisme » en Europe, la lutte de classes internationale n'a pas quitté le terrain de la guerre civile. Partout où le chloroforme du réformisme a momentanément fait croire aux travailleurs que les temps bénis du développement pacifique étaient revenus, c'est le capitalisme lui-même qui s'est chargé de répondre. Dictature féodale-militaire, fasciste, policière, toutes les variétés de l'Etat capitaliste se sont acharnées à réduire à merci les masses prolétariennes soulevées, au moyen de la terreur. Qu'on prenne le globe entier : comme l'I. C. l'avait proclamé en* 1919, *contrairement au réformisme, la paix des Etats, la paix des nations épuisées n'avait fait que se transformer en une guerre ouverte des classes pour toute une période. Nous sommes entrés dans une période de guerres et de révolutions incessantes.*

Plus une année ne s'est écoulée sans que sur un point quelconque du globe la lutte de classe n'atteigne son point d'intensité maximum dans la lutte armée.

Qu'il s'agisse des conflits impérialistes dans lesquels la bourgeoisie entraîne les travailleurs, qu'il s'agisse de guerres de libération révolutionnaires, qu'il s'agisse de la lutte armée du prolétariat contre la bourgeoisie nationale, ou bien de la terreur fasciste contre la classe ouvrière, sur tous les terrains les luttes armées sont les moments décisifs de l'évolution de toute la société.

Voilà pourquoi sont criminels ceux qui laissent à la bourgeoisie le monopole non seulement de l'action militairement organisée, mais aussi de l'étude des conditions et des modalités de cette action. Voilà pourquoi, dans LA LUTTE DE CLASSES, nous nous efforcerons de traiter toutes les questions intéressant la politique militaire de la bourgeoisie et celle du prolétariat. Nous le ferons avec le souci de fournir aux militants des matériaux, des informations, des directives.

Nul doute que cette rubrique ne prenne une importance de plus en plus grande avec le développement des luttes en France dans le sens où nous les voyons maintenant engagées.

Le général Mordacq et la guerre de demain

I

Dans un petit livre dont le titre indique suffisamment le programme (*Les leçons de 1914 et la prochaine guerre*, Flammarion éd.) le général Mordacq a voulu exposer dans leur ensemble les données d'une nouvelle guerre mondiale.

Nous ne ferons pas une analyse détaillée de son livre, qui compile un nombre considérable de faits relatifs à la conduite de la guerre de 1914-18 et à la préparation de la prochaine. Retenons simplement les conceptions centrales, les « enseignements », les conclusions.

Avant tout, il faut une *direction de la guerre* ferme et unifiée. La politique commandant la stratégie, un « homme politique » et un général doivent concentrer tout le pouvoir effectif, sans restriction, entre leurs mains. Ensuite, il ne faut pas perdre de vue le principe fondamental : le principe *de la destruction totale* : « Ce n'est qu'en poussant la guerre jusqu'au bout, c'est-à-dire en détruisant complètement les armées de l'ennemi que l'on obtient des résultats décisifs; d'où une bonne paix, une paix susceptible de durer de très longues années » (p. 195). Il faut y ajouter maintenant la destruction des centres vitaux de l'ennemi, « grandes villes, gares, dépôts de munitions, usines ».

Mordacq recommande aux dirigeants de « signer, dès que les hostilités commencent, des accords fixant nettement les buts de guerre particuliers à chaque peuple »... Et comme dans la prochaine guerre *il ne pourra pas y avoir de neutres*, il faut aussitôt, par la force, exiger qu'ils choisissent : « avec nous ou contre nous ».

A l'intérieur, « une poigne » : « Ce serait presque la dictature qui serait nécessaire, mais que l'on ne peut cependant instaurer avec un régime parlementaire. En tout cas, il faut limiter au minimum les inconvénients inhérents à la démocratie » (p. 200).

En ce qui concerne les conditions économiques, voici les idées du général. D'abord beaucoup d'argent : la France par conséquent « doit inspirer confiance aux autres peuples susceptibles de lui ouvrir ce crédit ». Ensuite « étant donné le caractère de durée et de masses qu'a révélé la guerre du 20e siècle », il faut préparer soigneusement un vaste plan de mobilisation industrielle.

Puis le général Mordacq recommande de suivre de près l'évolution des pays voisins, de mêler les grands chefs militaires à la vie politique; enfin le gouvernement doit être un *gouvernement de guerre* sans fissures.

En ce qui concerne les enseignements d'ordre stratégique, il se borne à demander un commandement suprême et unique, l'organisation de « groupes d'armées », qui unifient l'action des armées, un ministère de la défense nationale, enfin une éducation stratégique très poussée du commandement, afin d'apprendre à tous les échelons à mettre des masses en mouvement, et en mouvement rapide. Et le général Mordacq réclame ainsi les principes stratégiques dont il ne faut pas s'écarter : « l'offensive stratégique, l'économie des forces, la sûreté stratégique ou liberté d'action, la masse, la vitesse, la destruction ». Les dernières remarques de Mordacq concernant les hommes et le matériel, l'utilisation de l'aviation, des chemins de fer, des camions, des chars de combat, des gaz, de la flotte, sont banales. On note simplement qu'aucune allusion n'est faite à la guerre bactériologique.

⁂

L'ouvrage de Mordacq étant fait pour le grand public, on pouvait s'attendre à n'y pas trouver d'innovations. Son but est surtout de « préparer les esprits », de développer la propagande chauvine, d'intéresser la multitude aux problèmes généraux de la conduite de la prochaine guerre impérialiste.

Mais précisément sur ce point, les insuffisances du livre, qui réflètent pour une part l'incertitude du grand Etat-Major, sont particulièrement sensibles. La raison fondamentale en est que Mordacq prend *étroitement* comme base de raisonnement l'expérience de 1914-18, ce qui le met considérablement en retard sur les expériences vraiment modernes qui, bien que n'ayant pas le caractère de mas-

ses du dernier conflit mondial, ont cependant, dans les questions de l'armement et de l'interpénétration de la politique et de la stratégie, apporté des nouvelles données. (Guerres en Chine, fascisme européen, guerre du Maroc, etc., etc...).

Comme règle générale, au cours du 19e siècle et au début du 20e, on pouvait dire que chaque guerre nouvelle prenait son point de départ, sous l'angle de la technique et de la stratégie, *à peu près* au point de perfectionnement où s'était arrêtée la précédente guerre. Seul le nouveau choc armé remettait en branle le foudroyant progrès de la technique de destruction militaire. Ainsi, il y avait une plus grande distance entre le début et la fin de la guerre de 1914-18, qu'entre la fin de la guerre de 1870 et le début de celle de 1914.

Mais pourquoi en était-il ainsi, particulièrement avant 1914? Il y a d'abord une cause générale et permanente : c'est que l'exercice continu de la guerre entraine automatiquement un développement rapide de la technique. Aux innovations répondent les parades de l'adversaire, elles-mêmes surmontées par une nouvelle avance de la technique et des méthodes.

Pendant la guerre, *toute* l'industrie nationale est concentrée vers ce seul objectif : accroître sans fin la puissance de destruction des armées. Bien entendu, ce développement industriel particulier a un caractère morbide : mais il est la condition fondamentale du perfectionnement des méthodes de guerre.

Tant que le capitalisme conservait un caractère progressif, l'économie nationale en temps de paix ne consacrait qu'une part déterminée — quoique énorme et croissante comme en fait foi l'augmentation des budgets de guerre avant 1914 — de ses forces au développement du militarisme : d'où stagnation, ou tout au moins développement très lent, de l'appareil militaire entre deux guerres. Le développement de la technique — et par conséquent de la stratégie — militaires, ne suivait pas le développement industriel grandiose de l'impérialisme sur tous les terrains. Telle est la seconde cause.

Mais aussitôt la guerre entrée dans la phase active, la puissance déchaînée des techniques de destruction rejoint rapidement le niveau général du développement industriel du pays : et désormais, ils progressent étroitement unis, solidaires l'un de l'autre.

Cependant, depuis la dernière guerre, cet état de choses s'est sensiblement modifié; en effet, la crise générale du capitalisme a poussé toujours plus l'économie internationale vers la compartimentation nationale. « L'autarchie » est devenue le fin mot des formules économiques de la bourgeoisie aux abois. Dans *son organisation du temps de paix, l'économie nationale de tous les pays capitalistes tend à reproduire les formes de l'économie de guerre :* centralisation, possession des matières premières fondamentales, unité du but. Le phénomène est patent en Allemagne. Il ne l'est pas moins aux Etats-Unis, au Japon et en France.

En outre, depuis 1918, la guerre n'a cessé d'être à l'ordre du jour. A proprement parler elle n'a cessé d'exister, comme un feu couvant sous la cendre ranimant ça et là des brandons. Depuis 1918, guerre contre la Russie, guerre en Asie Mineure, guerre en Arabie, guerre en Syrie, guerre en Chine, guerre en Mandchourie, guerre en Amérique Centrale, guerre au Maroc, guerre au Chaco, au Chili... L'appareil technique n'a cessé de prendre une extension croissante en corrélation avec les expériences en cours sur différents points du globe.

En un mot, depuis 1918, et malgré la pseudo-paix, les progrès de l'armement et du militarisme ont presque constamment suivi le développement de l'économie elle-même. Au point que depuis la crise qui a diminué la production, le commerce et la consommation mondiale de produits dans une proportion de 30 à 40 %, l'industrie de guerre, liée intimément à tout le complexe de l'économie nationale, reste une des plus prospères, et tient toujours la première place dans les budgets.

Voilà pourquoi le général Mordacq fait preuve d'un esprit routinier lorsqu'il se borne au fond à préconiser, en vue de la prochaine guerre, des mesures qui puissent empêcher les erreurs qui furent commises en 1914. Mais les marchands de canons, l'état-major, les cercles militaires fascistes, veillent... Nous examinerons donc les véritables innovations qui sont en projet et en cours de réalisation, et qui dépassent le cadre des recommandations de l'ancien lieutenant de Clemenceau.

XXX.

AU PROCHAIN NUMERO :

Enquête sur l' « unité organique »

Lénine, Liebknecht, Luxembourg

La Roque et la guerre civile

ABONNEZ-VOUS AUJOURD'HUI !

La France et l'Europe

I. — LA BOURGEOISIE FRANÇAISE DEVANT L'EUROPE

La dégénérescence du continent européen se traduit par des ébranlements de plus en plus violents aussi bien dans l'équilibre interne des nations d'Europe que dans le système de leurs relations extérieures. Dans « l'Europe inquiète » de Laval, les conflits et les manœuvres se nouent et se dénouent à un rythme accéléré.

La bourgeoisie française se défend contre le dépérissement du traité de Versailles. La politique briandiste prolongeant Locarno par une combinaison politique et économique avec la bourgeoisie allemande, caractérisée par la tentative d'organisation pan-européenne, l'évacuation des zones, etc., avait échoué sur le relèvement énergique de la bourgeoisie allemande passée aux formes de combat du national-socialisme, revendiquant l'égalité des armements et les aménagements territoriaux, la Sarre et l'Anschluss, brisant brutalement avec la S. D. N. Contre elle et malgré la pression violente de l'impérialisme yankee qui imposa la remise des dettes allemandes, Tardieu-Laval tentèrent une politique de résistance : face à l'impérialisme américain, basée sur le franc-or et face à l'Europe, en s'appuyant sur la fidèle Petite-Entente, création du traité de Versailles. Cette politique « énergique » d'opposition à l'Anschluss, de refus des propositions de désarmement, (qui se prolongea par la campagne contre le pacte à quatre proposé par l'Italie), aboutit à une nouvelle édition du « splendide isolement ». Et la nouvelle édition du cartel en 1932 dut s'employer à faire sortir la bourgeoisie française de son isolement : la politique extérieure de l'impérialisme français s'orienta vers l'URSS et l'Italie.

L'orientation vers l'URSS et l'Italie

L'avènement d'Hitler et sa politique extérieure donnèrent les bases de ces rapprochements. Depuis qu'elle était devenue un facteur du « concert européen » (et cet événement précède de beaucoup l'entrée dans la S. D. N.) la politique extérieure de l'Union Soviétique prolongeait le soutien, préconisé par Lénine, aux masses ouvrières et paysannes allemandes pillées tant par leur bourgeoisie que par les vainqueurs de Versailles. Cette politique dirigée contre le bloc anglo-français se plaçait sous le signe de la lutte contre le traité de Versailles. Mais à mesure que la bourgeoisie allemande liquidait les formes démocratiques de son pouvoir pour adopter la forme historique du gouvernement de l'agression de classe contre le prolétariat et le marxisme, la politique de Rapallo allait dépérissant. Avec Hitler, la bourgeoisie allemande a marqué que la voie de son rétablissement sur le marché européen passait par une politique d'agression contre l'Etat ouvrier et paysan (plan Rosenberg de dépècement de l'Ukraine). Barthou fut l'artisan de l'entrée de l'U. R. S. S. dans la Société des Nations désertée par l'Allemagne et le Japon qui menaient l'U. R. S. S. de leur agression.

Quant à l'Italie, sa politique extérieure depuis les traités de paix fut guidée par la lutte contre la Yougoslavie. La création du royaume yougoslave par l'impérialisme français frustrait l'Italie de ses espoirs de rapines conçus dans les conseils secrets de la guerre où les diplomates alliés se partageaient en promesses l'Europe. Elle s'employa à encercler en Albanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Autriche, sa rivale de l'Adriatique. Cette politique fit d'elle le soutien des revisionnistes d'Europe Centrale, l'adversaire de la Petite-Entente et en fin de compte, elle ajouta à ses différends nord-africains avec la France, un antagonisme beaucoup plus aigu contre la créatrice et la tutrice de la Petite-Entente.

Durant toute cette période, dans la question des armements de l'Allemagne et, finalement, dans sa proposition du pacte à quatre, l'Italie jouait contre la France. Le rétablissement de la bourgeoisie allemande et ses visées annexionnistes sur l'Autriche repoussèrent l'Italie, placée devant la menace de l'expansion allemande vers l'Adriatique et la Méditerranée.

Telles furent les bases de l'orientation de la bourgeoisie française, d'Herriot à Barthou, vers l'encerclement de l'Allemagne hitlérienne.

La lutte pour l'influence en Europe centrale

Les effets de la crise économique, le recul continu de l'hégémonie française, lié à la dégradation du traité de Versailles (clauses financières et militaires), avait desserré les liens de la bourgeoisie française avec les vassaux de Roumanie, de Pologne, de Tchécoslovaquie et de Yougoslavie. Le fascisme allemand s'attaqua systématiquement à la pénétration de l'Europe centrale — et des pays agricoles du Danube. Le commerce allemand s'appliqua à évincer l'expansion française en Yougoslavie. Un accord commercial important fut conclu en juillet 1934.

En Roumanie, la « Garde de Fer » fasciste n'était pas le seul agent d'influence allemand. En Autriche, la lutte se poursuit depuis des années entre les camps fascistes noir et vert. Enfin en Pologne, traditionnelle alliée de la France, le rapprochement franco-soviétique fut exploité par l'impérialisme allemand pour obtenir la « renonciation aux anciennes amitiés ».

Dans le camp adverse, Barthou opérait la tournée des capitales de la Petite Entente, en évitant diplomatiquement Moscou, pour couronner la politique française de son dernier et difficile fleuron : le rapprochement de l'Italie et de la Yougoslavie réconciliés sous l'égide de l'impérialisme français.

« On a tiré sur la Paix »

L'attentat de Marseille éclatait en octobre et frappait deux protagonistes principaux de cette grande opération politique. La cause fondamentale de l'attentat fut sans contredit l'atroce oppression que la dynastie de « l'unificateur » faisait peser sur les millions de paysans serbes ruinés et les opprimés croates placés sous son sceptre par l'impérialisme français. Mais autour de l'irrédentisme national, les intrigues des rivaux impérialistes étaient nouées. Déjà pendant la guerre, les impérialismes rivaux se faisaient les hardis champions des minorités nationales opprimées par l'adversaire et appelaient à mourir sur les champs de bataille français des légionnaires tchèques et sur les champs de bataille allemands des légionnaires irlandais. Ainsi l'Italie et la Hongrie couvaient les organisations terroristes croates, de même que la Yougoslavie les nazis autrichiens.

La recherche des responsabilités éclaira d'un jour cru la lutte pour l'influence en Europe Centrale. La France devait se faire le champion de la Yougoslavie sans cependant compromettre la politique de ralliement avec l'Italie. L'Allemagne tenta d'exploiter la faille que le sang du roi creusait dans l'alliance franco-serbe : Gœhring se fit recevoir royalement à Belgrade et posant la candidature allemande au soutien intérieur et extérieur de la Yougoslavie déclarait que « la côte orientale de l'Adriatique est au moins aussi belle que l'autre » et que l'Allemagne « pour le maintien de la paix, désirait une Yougoslavie forte ».

Cependant la Hongrie revisionniste devenait le foyer de deux groupements. Elle resserrait ses liens avec la Pologne des colonels qui, devant le rapprochement franco-soviétique, déclarait ne pas vouloir servir de passage aux armées russes contre l'Allemagne. S'appuyant sur l'Allemagne (1), ce bloc ne dissimulait pas ses visées contre la Tchécoslovaquie (réalisation d'une frontière commune au détriment de la Tchécoslovaquie), contre les pays baltes — et finalement pour le dépècement de l'Ukraine soviétique. Sur cette base prometteuse, Gomboes pouvait fêter à Varsovie les deux pays : « avant-postes de la civilisation occidentale et chrétienne ».

D'autre part, la Hongrie resserrait le groupement Rome-Vienne-Budapest fondé sur la défense du revisionnisme et de l'indépendance autrichienne, c'est-à-dire en réalité de la colonisation italienne, et dirigé contre la Petite Entente et les pays danubiens.

Ces deux groupements se rejoignaient ou s'affrontaient en Autriche. Lors du putsch de juillet et du meurtre de Dollfuss, le contact avait été assez rude. Depuis, l'émissaire d'Hitler, von Papen, s'était employé à réaliser l'Anschluss invisible et les nazis autrichiens, forts de la crise sociale, s'efforçaient de gagner la partie par l'intérieur du ministère Schussnig.

Devant cette situation, la bourgeoisie française avec Laval, après avoir usé sans grands résultats d'injonctions et de menaces envers la Pologne, prolongeait son influence sur la Petite Entente au moyen d'un bloc des pays baltes, menacés par la politique polonaise, et du conseil des Pays Balkaniques avec la Grèce et la Turquie, grâce à l'influence de l'Union Soviétique.

Que cette politique d'alliance soit placée sous le titre du pacte oriental, de pactes régionaux de non-agression, cela ne représente guère qu'une acquisition de vocabulaire, la conquête la plus marquante du pacifisme wilsonien pour les masses travailleuses de l'Europe balkanisée.

L'Angleterre

Le champ d'horizon de l'Angleterre domine l'Europe. Pendant que ces conflits agitent le continent, le vieil impérialisme déclinant est mêlé à une discussion, beaucoup plus grave pour lui, qui, sur le terrain des armements navals, oppose les Etats-Unis et le Japon. L'Angleterre n'a pas voulu se lier les mains en Europe. Le réarmement de la bourgeoisie allemande lui a servi à justifier le renforcement de sa flotte aérienne. Mais est-ce contre l'Allemagne?

L'Angleterre poursuit-elle la constitution d'un bloc continental? La ligne de sa politique actuelle passe par l'Allemagne et le Japon. Lors de la seule phase chaude du conflit franco-allemand autour du plébiscite sarrois, elle a refréné la perspective d'une intervention des forces françaises. Dans la question du réarmement de l'Allemagne, elle paralyse en fait l'intervention française. Dans l'affaire de la plainte yougoslave contre la Hongrie, elle a imposé l'équilibre entre les deux antagonistes. Enfin lorsque le rapporteur du budget de la guerre à la Chambre française, Archimbaud, a révélé l'existence d'une alliance militaire franco-soviétique et a parlé de « *l'armée considérable, bien équipée, bien instruite que l'URSS offre à la France en cas de conflit avec l'Allemagne* », la désapprobation anglaise a été nette.

Du conflit de la Sarre à la plainte yougoslave

Les bourgeoisies française et allemande demeurent les protagonistes principaux de la lutte sur le continent. Leur opposition dans la période actuelle s'est manifestée sur trois points. Le principal est le réarmement de fait de l'Allemagne auquel la France n'a pu ou voulu s'opposer. Il s'est traduit en France par de nouveaux crédits militaires, l'annonce de la loi de deux ans et une militarisation qui sert la bourgeoisie française autant dans ses buts extérieurs que dans ses plans intérieurs.

(1) Ici, envers la Pologne, l'attitude est si nette qu'aux premiers jours du rapprochement franco-soviétique, lorsqu'il semblait que la Pologne suivrait le courant, Radek faisait hommage de documents au « vieux révolutionnaire » Pilsudski. Aujourd'hui, devant les projets de dépècement de l'Ukraine, il stigmatise « les rêves insensés des vieux aurochs de Vilna ».

L'approche du plébiscite sarrois avait déterminé une grande excitation chauvine. Il s'agissait moins pour la bourgeoisie française du sort de 800.000 hommes que d'un marché commercial, des intérêts complexes des magnats du fer et du charbon, et de la vente des mines domaniales acquises à la France. Le marchandage s'est conclu sur le dos des prolétaires sarrois. Et le front unique des travailleurs socialistes, communistes et chrétiens en lutte contre le joug hitlérien, après avoir été prôné et soutenu par l'impérialisme français, a été voué par lui aux égorgeurs fascistes. Laval a consommé le marchandage et le crime sous le couvert d'une phraséologie pacifiste impudente et cynique.

L'affaire de la painte yougoslave contre la Hongrie a été liquidée après une comédie génevoise où les grandes puissances ont trafiqué de « l'honneur » des deux dictatures de sang et de boue. L'attitude de l'Angleterre s'opposant à l'exploitation de l'attentat par la Petite Entente et la volonté de la France de rallier l'Italie ont imposé une solution aux deux vassaux déchaînés.

L'impérialisme français poursuit son plan de rapprochement avec l'Italie. Il ne ménage pas pour cela le « déplacement de bornes-frontières en Afrique ». Quelques concessions en Tunisie, en Lybie et dans les Somalis ne font pas disparaître la pierre d'achoppement constituée par le problème de la Petite Entente. L'opération qui consisterait à faire entrer la Hongrie et l'Autriche dans le concert des pays danubiens vassaux de la France est une ample et difficile opération. Sur ce point, l'Italie a toujours opposé à la solution française l'extension à de nouveaux pays des accords qui la lient aux petits Etats revisionnistes. L'impérialisme français présente la pénible solution de l'affaire de la plainte yougoslave comme le premier pas dans la voie de sa réussite.

Sur de nouveaux rails?

Le fascisme allemand n'a pas dissimulé son espoir de voir l'arrivée de Laval marquer la fin de la politique d'encerclement de l'Allemagne.

Du côté de l'URSS la politique française ne rencontre aucun obstacle. L'URSS recherche dans sa politique extérieure actuelle la défense contre les agresseurs, le maintien de la paix à l'abri de laquelle elle veut fortifier sa base économique industrielle et paysanne.

Le fascisme allemand a multiplié les offres de collaboration pacifique avec la France. L'Allemagne déclare provisoirement la paix à l'Ouest. A l'Est les questions se posent autrement. Le candidat au rôle de super-Wrangel de la bourgeoisie internationale poursuit la voie du rétablissement de l'impérialisme allemand au travers du dépècement de l'Etat soviétique.

Dans quelle mesure la politique de la bourgeoisie française s'infléchit-elle? Après les missions de Goy et Monnier, après les tractations réussies sur la Sarre, viennent les voyages de Ribbentropp et de Hess. Du discours ampoulé de Laval à la Chambre il ressort bien l'affirmation qu'il maintiendra sa politique dans le cadre des instruments du traité de Versailles : la S. D. N. Mais plus nettement encore l'affirmation que la politique française ne sera pas poursuivie uniquement *bilatéralement* avec l'URSS. Et l'accord Laval-Litvinov qui comporte une échéance prochaine au seul tête à tête souligne encore cette affirmation.

Cependant que les coups de la crise ébranlent toujours plus brutalement les bourgeoisies dominatrices, cependant que les fascismes allemand et italien défendent avec peine les positions critiques du mark et de la lire, toute une aile de la bourgeoisie réactionnaire française se prononce pour un accord avec la réaction allemande. A l'équilibre des deux blocs renouvelé de l'avant-guerre, elle préfère l'orientation plus actuelle vers le front de classe des réactions bourgeoises. La politique de rapprochement franco-soviétique connaîtra-t-elle au travers de la crise de régime français le sort du rapprochement germano-soviétique au cours de la transformation de l'Allemagne de Muller en Allemagne hitlérienne?

Dans l'Europe qui sombre, au travers de la crise économique, dans la transformation des démocraties bourgeoises en régimes bonapartistes ou fascistes, devant les coffre-forts vides, devant la menace de la guerre civile, dans les alliances précaires et instables des vassaux ruinés, les questions de la guerre et de la paix ne se posent plus comme lors de la croissance des impérialismes vers le partage du monde. Pour les masses travailleuses, la menace de guerre ne se présente plus comme le conflit de blocs nationaux puissants et constitués engageant des luttes d'envergure. Dans l'Europe dominée de plus en plus par des conflits qui la dépassent, la menace de guerre est la fièvre permanente des nations bourgeoises en décadence. C'est sous cet aspect que se présentent les intrigues menaçantes et difficiles de la bourgeoisie française en Europe.

II. — LES PARTIS OUVRIERS DEVANT LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE

Devant les intrigues nouées et dénouées par l'impérialisme français, quelle a été la position des partis ouvriers? Dans une telle époque l'attitude du prolétariat devant la politique extérieure de sa bourgeoisie prépare sa position devant la guerre.

Le rapprochement franco-soviétique et l'entrée de l'URSS dans la S.D.N.

Le parti socialiste français avait soutenu, contre l'aile Laval-Tardieu, la politique du briandisme — et, plus généralement, le pacifisme dans le cadre de la Société des Nations, des conférences du Désarmement, etc.

Lorsqu'après la victoire d'Hitler et la menace d'agression allemande, la diplomatie soviétique dut se tourner vers la France, le Parti communiste épousa les intérêts immédiats de la diplomatie de l'Etat soviétique. Fidèle à la politique du prestige de l'I. C., il présenta l'entrée de l'URSS dans la « caverne des brigands anglo-français » comme un triomphe.

C'est-à-dire que le Parti communiste renonçait à dénoncer la duperie pacifiste, à condamner l'instrument de domination impérialiste anti-ouvrière et colonialiste des vainqueurs de Versailles. Léon Blum et Zyromsky tirèrent ouvertement les leçons de ce « *double triomphe* » : c'est-à-dire, à côté du triomphe relatif remporté sur la bourgeoisie française, le triomphe du pacifisme wilsonien sur l'internationalisme révolutionnaire.

Ainsi — bien plus clairement que dans les cadres de la lutte intérieure à la France — se précisait le terrain politique sur lequel s'opérait la conjugaison des partis communiste et socialiste.

La théorie des deux forces

Si les intérêts immédiats de l'Etat ouvrier et paysan isolé dans un monde ennemi lui ont prescrit l'utilisation des contradictions entre les pays impérialistes, il n'en reste pas moins que le prolétariat international doit rester fondamentalement hostile aux intrigues des bourgeoisies rivales. L'Internationale Communiste a subordonné l'action du prolétariat aux intérêts temporaires de la diplomatie soviétique. Avant la victoire d'Hitler, en prolongation de la lutte de Lénine pour les ouvriers et les paysans allemands victimes de Versailles, et du traité de Rapallo, l'Internationale Communiste plaçait son action sous le mot d'ordre : « A bas le traité de Versailles ». Après la victoire d'Hitler et devant la menace d'agression hitlérienne, l'Internationale Communiste se prononçait « contre les forces qui travaillent à faire sauter l'équilibre précaire qui existe en Europe » (*Radek*, dans les Izvestia).

En même temps que les leaders du Parti français découvraient qu'ils « aimaient leur pays », la presse de l'Internationale Communiste popularisait dans les masses travailleuses la scabreuse distinction des deux blocs : « En définitive, deux forces s'opposent en Europe : d'une part les forces de ceux qui veulent par la guerre reviser l'ordre de 1919 et dont l'ambition implique le dépeçage des terres soviétiques; d'autre part, les forces de ceux qui veulent maintenir le *statu quo* et que cette préoccupation contraint à ne pas favoriser les aventures antisoviétiques » (*Humanité* du 21 octobre). Au nom des intérêts transitoires de la diplomatie de l'Etat ouvrier, le Parti communiste se trouvait réduit à distinguer entre les impérialismes « fauteurs de guerre » et les autres — c'est-à-dire notre impérialisme, décidé à maintenir et à développer par la force les rapines du traité de Versailles.

Les « responsables » se trouvaient dans le camp des bourreaux serbes, agents de l'impérialisme français, puis dans les blocs impérialistes rivaux acharnés à préparer les nouveaux conflits européens. Or le Parti socialiste mena campagne contre le bloc des dictatures soutien des terrorismes, Italie-Allemagne-Hongrie. Le Parti communiste accentua sa campagne contre le bloc des « impérialismes fauteurs de guerre » — c'est-à-dire les vaincus de Versailles — ou plus exactement le bloc des impérialismes actuellement le plus véhémentement hostiles à l'URSS — Allemagne - Pologne (1). Et l'*Humanité* alla si loin dans la dangereuse intégration des forces de l'impérialisme français et des intérêts prolétariens qu'elle qualifia, sinon le régicide, du moins le meurtre de Barthou d' « attentat anti-soviétique » (*Humanité* du 22 octobre).

« Nous ne venons pas ici pour demander une concession pétrolifère. Nous ne sollicitons pas un mandat sur une colonie » déclaraient les émissaires yougoslaves à Genève. Nous avons dit comment autour de l'affaire de la plainte yougoslave s'affrontaient les forces impérialistes en présence et quelle opération de manœuvre diplomatique représente la tragicomédie de Genève; de nouvelles constellations impérialistes se nouent et se dénouent, voilà ce qu'apportent au prolétariat et aux travailleurs les intrigues de l'impérialisme français.

Approbation entière

Sur la Sarre et sur l'affaire de la plainte, *Léon Blum* écrit : « Dans ce double événement, M. Laval a tenu un rôle que nous n'éprouvons aucun embarras à approuver. Il a été assez longtemps socialiste pour n'avoir pas oublié

La lutte des prolétaires sarrois contre le joug hitlérien et le *statu quo*, le front unique socialiste - communiste - chrétien furent patronnés et soutenus par le chauvinisme français. Un grand meeting eut lieu à Paris à l'époque même où le gouvernement traquait les étrangers. Il fut ensuite sacrifié aux marchandages de l'impérialisme. Les partis ouvriers français n'ont pas soutenu l'action de classe du prolétariat sarrois, réclamé pour lui le droit à l'armement. Ils présentèrent sa défense devant l'aréopage diplomatique des bourgeoisies impérialistes (listes électorales du plébiscite, organisation de la police, etc.). Cette action fut incapable de défendre le prolétariat sarrois ni contre l'impérialisme allemand ni contre l'impérialisme français. Quand le maquignonnage des deux bourgeoisies fut conclu sur le dos des mineurs sarrois, agrémenté des hypocrites déclarations de Pierre Laval, le *Populaire* du 7 décembre « souscrivit sans réserves » aux « solutions les plus heureuses » apportées à ce conflit.

(1) Les difficulté relatives à Dantzig et au couloir polonais sont provisoirement apaisées. La politique allemande travaillerait de plus à la construction d'un bloc scandinave englobant la Finlande et dirigé contre l'U.R.S.S.

ce que signifie ce mot : la Paix ». (12 décembre). Il faut ajouter que l'*Humanité* apporte son entier concours à cette solidarisation avec la politique de la bourgeoisie française et de son agent le rénégat, l'ex-stockholmiste Laval : « Il faut reconnaître que dans l'affaire du plébiscite sarrois et dans celle du conflit suscité par l'attentat de Marseille, la Société des Nations vient au contraire d'obtenir deux résultats importants » (Daniel Renoult, 12 déc.).

Cela dans un temps où les partis ouvriers ne subissent pas la pression matérielle et morale liée à l'immédiat avant-guerre et à la guerre.

Non-agression et désarmement

Malgré l'aggravation des rapports entre les impérialismes et la victoire de gouvernements militaristes ou fascistes, le Parti socialiste français n'a pas modifié sa position : la revendication inlassable du désarmement. C'est de moins en moins que les bourgeoisies recourent à ces conférences stériles dont elles ont usé comme procédé de contrôle des vaincus, moyen de rationalisation de la course aux armements et tromperie pacifiste. Elles en avaient fait des arènes de leur lutte diplomatique ou militaire.

Chacun des « méandres » de la politique impérialiste quand sa courbe s'oriente dans la direction pacifiste reçoit le soutien du Parti socialiste. Il ne s'agit pourtant que des manœuvres de l'impérialisme qui utilise aussi bien la paix — et même le pacifisme — que la guerre pour fortifier ses positions, mais dont les positions sont systématiquement renforcées en considération, proche ou lointaine, de la phase décisive et fatale du règlement : les carnages interimpérialistes.

En ce moment cette politique reçoit l'appui du Parti communiste. A la politique socialiste réclamant de l'impérialisme français la mise en quarantaine de l'hitlérisme, les conventions générales de désarmement, le Parti communiste ajoute la revendication d'un désarmement complet et contrôlé, de pactes de non-agression ouverts, etc. Le Parti communiste demande lui aussi à l'impérialisme français une « politique vraiment pacifiste ». Après avoir dit au sujet de la politique tardieusarde de sabotage des conférences du désarmement : « Cette politique, nous n'y souscrivons pas », Gabriel Péri ajoute à la Chambre le 30 novembre : « Qu'on nous apporte un pacte de non agression signé par les deux parties (Hitler et Laval) : qu'on nous propose un désarmement complet et contrôlé : nous en sommes » (1).

(1) Le même Péri écrit : « Il y a une politique de sécurité véritable, c'est la politique de pacte de non-agression ouvert à tous et préparant le désarmement pour tous » (28 novembre). Si bien qu'un correspondant s'étonne qu'il n'estime pas les négociations Goy-Hitler d'excellentes initiatives pour le développement de la paix.

Devant les oscillations de la politique française

En présence des oscillations inéluctables de la politique extérieure française tiraillée par les partisans de l'accord allemand, Jacques Sadoul reproduit dans les *Izvestia* : « Tant que Laval et Herriot resteront aux côtés de Flandin, nul ne songera à chercher une autre voie ni à créer une autre méthode pour continuer l'œuvre pacifique entreprise en collaboration étroite avec les amis et *les alliés* de la France ». Mais les journalistes du Parti communiste ne sont pas toujours aussi rassurés sur le sort de cette œuvre recommandable et vont jusqu'à reprocher à l'impérialisme français sa politique « indécise » vis-à-vis des armements allemands. « Nous ne dissimulons pas notre inquiétude. La politique française est aussi zigzagante que possible... Le système d'alliance de la France ne nous inspire que suspicion (hum!) mais nous ne voyons pas ce que la paix gagnerait à substituer à un système d'alliance un autre système guidé par l'Allemagne hitlérienne ». Et la conclusion : « Eh bien, nous ne marchons pas dans cette combinaison », nous inspire une inquiétude sérieuse sur celle dans laquelle l'*Humanité* marche (6 déc.).

L'internationalisme prolétarien

Plus que jamais, devant les intrigues de la politique de Laval au travers de la crise européenne, la position du prolétariat et de son parti doit être d'opposition irréductible, d'antagonisme déclaré à la politique de sa bourgeoisie. Nous avons vu comment dans le camp bourgeois la politique intérieure de réaction et la politique extérieure de militarisation et d'alliances s'interpénètrent. Dans le camp du prolétariat aussi la politique du soutien pacifiste est liée à la politique de défensive démocratique : une seule et même politique qui court un seul et même péril.

Avec la politique extérieure de son impérialisme, le prolétariat ne peut avoir aucune solidarité. La politique contraire s'est révélée incapable de défendre le prolétariat sarrois : elle peut réserver les mêmes périls au prolétariat russe — et aux prolétaires de ce pays.

Dans l'Europe en crise, la solution prolétarienne de libération et de « sécurité véritable » demeure : « les Etat unis' soviétiques d'Europe », Les victoires du fascisme, les reculs ou les fautes des partis prolétariens peuvent avoir éloigné la perspective présentée par ce mot d'ordre : c'est toujours la solution du prolétariat aux déchirements du continent qui sombre. Dans cette voie, le prolétariat s'avance en développant son action de classe.

Mais aux agents de l'impérialisme français, incapables même d'assurer cette paix d'exploitation et de misère, travaillant à la préparation de la réaction et de la guerre, en aucun cas, le prolétariat ne peut se lier. La politique extérieure du prolétariat s'incarne dans son internationalisme révolutionnaire. Dans la pé-

riode actuelle, il puise sa source dans les luttes d'Autriche et des Asturies. Face aux intrigues et aux complots des impérialismes, il marque le lien vivant qui l'unit aux prolétaires sarrois, aux prolétaires croates, aux prolétaires allemands, aux prolétaires espagnols, aux prolétaires russes.

Dans le parti unique qui est à l'ordre du jour, dans la préparation de l'Internationale prolétarienne nécessaire, c'est cet internationalisme prolétarien qui devra se dégager et se forger. Dans ces temps troubles et difficiles, la leçon de Lénine, à l'épreuve de la guerre et des révolutions d'après guerre, n'est pas perdue.

FRANCIS GERARD.

*P. S. — Depuis que cet article a été écrit, l'accord franco-italien a été laborieusement échafaudé. Chacun des deux protagonistes s'est efforcé de disjoindre à son profit le système des Etats vassaux du partenaire : Etats sortis du traité de Versailles ou Etats revisionnistes. La situation intérieure de l'Italie a pressé la conclusion de l'accord. La traite de nègres africains et la conclusion d'un emprunt en sont les premiers fruits; il s'accompagne d'une tension entre l'Italie et l'URSS. Le rapprochement s'est effectué face à l'expansion de l'Allemagne en Europe Centrale. Mais son orientation dernière ne paraît pas dirigée contre l'Allemagne. Et les pacifistes de l'*Humanité*, à la remorque des événements, en sont réduits à des plaintes : « Mais encore un coup, à qui fera-t-on croire que ces compromis sont générateurs de paix? A qui fera-t-on croire que la paix peut sortir d'un encouragement indirect accordé à l'Allemagne hitlérienne? »*

Développement et causes de l'échec de l'insurrection espagnole d'Octobre

L'article que nous publions ci-dessous a été écrit à la prison de Madrid par un camarade appartenant à la Gauche communiste espagnole, *adhérente à la Ligue Communiste Internationaliste. Il constitue une première vue d'ensemble sur le mouvement révolutionnaire d'Octobre que toutes les informations et les faits — que nous mettrons à jour dans le prochain numéro — survenus depuis, confirment remarquablement dans son ensemble.*

Il est aujourd'hui évident que l'évolution d'une partie considérable du P. S. espagnol (et spécifiquement des adhérents ouvriers et paysans pauvres et des Jeunesses) met à l'ordre du jour le problème de la refonte d'un parti révolutionnaire en Espagne. C'est là la condition essentielle de la victoire ultérieure. Des propositions dans ce sens ont été faites par les Jeunesses Socialistes espagnoles à la Gauche communiste, et sont discutées dans le Parti Communiste, sur la base de « la répudiation du réformisme et du stalinisme. » Nous y reviendrons.

L'entrée des chrétiens-fascistes de Gil Robles dans le gouvernement fut pour la classe ouvrière espagnole le signal de l'insurrection. Instruite par les récentes expériences internationales, et particulièrement par l'expérience autrichienne, elle comprit qu'elle n'avait aucune illusion à se faire. L'heure de la lutte armée avait sonné. La retarder sous un prétexte quelconque équivaudrait à se placer dans des conditions pires, en donnant à l'ennemi le temps de se prémunir mieux, et aurait ainsi semé la démoralisation dans la classe ouvrière, dont l'esprit de lutte était arrivé à sa tension maxima.

La réaction et le gouvernement, bien qu'ils eussent de nombreux indices (les récentes découvertes d'armes, l'attitude chaque jour plus résolue de la presse socialiste...) n'attendait une riposte si rapide, ni de si grande ampleur. Le gouvernement majoritaire se constitua à 6 heures du soir le 4 octobre, et la grève commença à minuit.

La bourgeoisie ne prit jamais tout à fait au sérieux les menaces révolutionnaires des socialistes. Elle connaissait leur prudente histoire de collaboration, et savait aussi que leur révolutionnarisme de réunion publique, quand ils y faisaient appel, avait pour but de couvrir d'un voile épais de réthorique les hontes de leur action. Cependant, en même temps, le socialisme commença à prêcher une position trop intransigeante, fruit de son manque de décision et de son incapacité à formuler clairement son attitude devant la si-

tuation politique. Position en contradiction ouverte avec son activité quotidienne, et qui, logiquement, inspirait les plus grands doutes.

Depuis sa sortie du gouvernement (après les élections de mai 1933) il annonça qu'il entrait en plein dans la vie révolutionnaire, et que désormais, le cours que pourrait suivre la politique républicaine ne l'intéressait plus, car c'était une politique bourgeoise; il se considérait ainsi comme appartenant à un monde auquel le parti socialiste se déclarait depuis ce moment complètement étranger.

Ainsi, il feignit un dédain qu'il était très loin d'éprouver, et qu'il trahissait à chaque pas, pour l'action des partis républicains, pour les changements possibles de gouvernement, pour les questions électorales. Comme, malgré cette intransigeance verbale, la législation républicaine-socialiste fut abrogée sans que le parti oppose autre chose que les gestes et attitudes usuels en pareil cas, la bourgeoisie continua à s'imaginer que ces divagations révolutionnaires étaient le produit de l'amour propre, blessé d'avoir été chassé du pouvoir, ou bien cherchaient à l'intimider, ou bien étaient des phrases de propagande pure destinées à attirer les masses, mais sans conséquence révolutionnaire sérieuse. Les récentes découvertes d'armes, dont beaucoup furent faites au domicile d'éléments très responsables, jetèrent l'alarme dans le camp de la bourgeoisie au moment où elle croyait le danger d'une révolution socialiste dissipé.

Mais celui qui connait de près le mouvement socialiste, peut, malgré son action équivoque, se former une idée du sens de sa politique, plus claire que celle même que se forment ses propres dirigeants, qui n'ont pas de positions arrêtées dans la majeure partie des questions. C'est du reste de là que vient le scepticisme pédantesque des éléments doctrinaires du mouvement ouvrier, qui persistent dans une attitude totalement négative envers la social-démocratie, et la réserve ironique avec laquelle les éléments les plus conscients de la bourgeoisie ont accueilli la nouvelle de la révolution. Mais à mesure que la situation allait en s'aggravant, *il devenait plus clair que le parti socialiste était fermement disposé à ne pas se laisser battre par le fascisme.* C'était la seule chose claire; quant à la gesticulation révolutionnaire, elle n'avait rien cristallisé de concret et de définitif.

Les éléments les plus jeunes et les plus enthousiastes se formaient très volontiers une idée exagérée de l'évolution du parti, dont ils supposaient qu'il avait rompu pour toujours avec le réformisme. L'évolution vers la gauche qui s'est manifestée dans la social-démocratie internationale depuis le triomphe de la contre-révolution en Allemagne et en Autriche, a acquis en Espagne, étant donné la situation politique spéciale du pays, un caractère plus accusé que nulle part ailleurs, mais sans en différer essentiellement. Nous savons bien que dans les circonstances actuelles du mouvement ouvrier les possibilités de victoire sur le fascisme dépendent en premier lieu de l'ampleur que prendra l'évolution à gauche de la social-démocratie, alors qu'on ne peut rien espérer de l'I. C., appendice atrophié de la politique diplomatique de l'U. R. S. S., peut-être en voie de disparition de l'arène politique. Ce serait toutefois une erreur de supposer que la social-démocratie puisse se transformer par voie d'évolution interne en un parti révolutionnaire conséquent.

Si l'avance de la réaction s'était ralentie, la radicalisation du parti socialiste espagnol se serait réduite à la diversité d'opinions et de tendances au sein d'un parti pratiquement stagnant dans un réformisme traditionnel. *En même temps qu'il se préparait avec énergie à s'opposer au fascisme, il maintint ouverte jusqu'au bout la petite porte qui lui aurait permis de se réfugier dans une solution démocratique.* C'est donc là que nous devons chercher les causes prochaines et concrètes de l'échec de l'insurrection du 5 octobre.

C'est là qu'il faut chercher la solution, et non dans la supposition que l'insurrection aurait été tardive, comme à Vienne, ou qu'il y aurait eu trahison de la part de l'organisation responsable du mouvement. Si un parti réformiste, à cause de son réformisme, ne se décide pas pour l'insurrection avant de voir l'ennemi au pied du pouvoir, cela ne veut pas dire qu'un parti révolutionnaire à la place du parti réformiste aurait dû se soulever auparavant. Mais ce qu'un parti révolutionnaire aurait pu éviter, c'est que l'insurrection n'éclate dans des conditions si désavantageuses, en utilisant à bloc tous les recours dont il disposait pour changer le cours de la politique, sans oublier en ce qui le concerne de se préparer pour le moment où l'insurrection serait inévitable. Le parti socialiste espagnol, quoiqu'en progrès à ce sujet sur ses collègues internationaux, laissa passer les mois passivement en négligeant des occasions excellentes, ou même décisives, pour le cours immédiat de la politique nationale et pour l'avenir de la révolution.

Mais la nécessité des luttes partielles ne pouvait être comprise d'aucun des points de vue qui l'emportaient dans le parti socialiste. Ceux qui jouaient avec une formule de concorde démocratique craignaient de compromettre cette solution en se dressant audacieusement contre les droites, et ceux qui jouaient avec la révolution en la résumant dans le seul mot de « insurrection », regardaient avec dédain du haut de leur rêve les luttes partielles, les considérant comme une question de peu d'importance. Ils les repoussaient aussi parce qu'ils croyaient qu'elles pourraient compromettre le succès de la lutte finale.

Mais, au point où en était déjà arrivée la réaction, il n'y avait plus d'autre issue que l'insurrection armée. A cet égard, on ne peut accuser le parti socialiste, ni d'avoir anticipé, ni d'avoir reculé. Si la révolution échoua, ou plutôt, si sur le point décisif, à Madrid, on ne parvint pas jusqu'à l'insurrection — ce qui,

selon toute probabilité aurait assuré la victoire, — c'est parce que la politique socialiste, oscillant toujours entre l'insurrection et l'espérance d'un miracle qui permettrait d'établir un équilibre démocratique, eut dans les derniers moments des conséquences catastrophiques.

⁂

Le parti socialiste manquait de l'ample conception révolutionnaire du marxisme : il canalisa tout le mouvement révolutionnaire vers le terrain de la conspiration, le réduisant uniquement et exclusivement à la préparation secrète et méticuleuse d'un coup de main. Toutes les raisons que nous avons examinées empêchaient d'aboutir dans cette voie.

Cette inclination naturelle fut encore stimulée par un des plus brillants joyaux de la littérature internationale à sensation, qui mit le comble à la conception étroite que le P. S. avait de la révolution. Nous voulons parler du livre de l'écrivain fasciste Curzio Malaparte, *Technique du coup d'Etat*. La thèse selon laquelle pour la conquête de l'Etat moderne il suffit d'une minorité spécialement instruite, qui s'empare de certains points fondamentaux, vint ajouter à une idée déjà par elle-même très étroite de la révolution une idée encore plus étroite de l'insurrection. Les socialistes s'inspirèrent de ce texte — vue des recettes « techniques » qui ont éclairé leur pensée actuelle — en croyant qu'ils étaient en possession de la « technique de Trotsky », comme ils disaient; car Malaparte attribue à Trotsky la découverte de la recette qui permet à une minorité de faire triompher les révolutions sans se préoccuper de la situation politique et des masses!

La « technique » malapartiste n'a eu, et ne pouvait évidemment avoir aucune conséquence au moment décisif. Si nous nous y référons, c'est uniquement pour montrer l'importance qu'avaient acquises les idées conspiratives sur les conceptions plus solides de la révolution sociale. Naturellement personne ne peut nier la nécessité de cadres instruits pour des objectifs précis. Si l'insurrection avait eu lieu à Madrid, les Milices auraient été l'élément principal de la lutte armée, quoiqu'elles n'auraient pas rendu superflue l'intervention des grandes masses. La question était de savoir pourquoi, ayant prévu une insurrection, tout s'est réduit à Madrid à une grève générale avec des escarmouches, destinée à un échec inévitable.

A la direction, immédiatement, l'énergie manqua, et on n'osa pas déclancher le mouvement avec une pleine intensité. En lançant l'ordre de grève, on déclara qu'elle devait se dérouler pacifiquement pour aller plus tard vers l'insurrection. Un ordre semblable ne pouvait répondre à aucune considération technique, qui serait stupide, mais réflétait un moment de faiblesse de la direction. Cependant, cet ordre surgi à la dernière heure, on peut croire qu'il n'aurait pas eu grande conséquence si les milices avaient été en condition d'agir. Comme il était en complet désaccord avec le plan, il les aurait atteint trop tard pour influer sur leur attitude.

Mais les milices étaient désarmées. Le parti conserva les armes jusqu'au dernier instant, avec l'espoir que la crise gouvernementale se résoudrait sans l'entrée au sein du gouvernement des chrétiens-fascistes, ce qui ne l'aurait pas obligé à marcher au combat. Les raisons qui permettaient s'espérer que la crise se résoudrait défavorablement pour les droites étaient nombreuses, quoique peu fussent sérieuses. Le parti socialiste se plaça dans une position expectative, conditionnant le mouvement à la solution que trouverait la crise, sans rien faire, d'autre part, pour influer sur elle.

Lorsqu'à la fin la solution fut connue, le mouvement fut décidé. Mais la tâche d'armer les gens à ce moment là, en quelques heures, devenait, nous ne dirons pas impossible, mais très difficile, surtout pour une direction qui hésitait dans la puissance à donner à l'attaque. Il a suffi que les forces de l'Etat occupent les rues, fouillant des milliers de passants et de véhicules, pour désarticuler le mouvement. L'insurrection fut réduite à Madrid à une large grève soutenue avec un enthousiasme et un esprit de discipline exemplaires par le prolétariat.

⁂

En même temps, dans la province des Asturies, les mineurs procédaient avec une rapidité et une énergie extraordinaires, semant la démoralisation et la panique parmi la bourgeoisie, et dominant en fait toute la province. Sauf les inévitables malhabiletés, la révolution dans les Asturies n'eut rien de chaotique, c'est-à-dire qu'elle ne fut pas un mouvement précipité débordant ses objectifs. Non, les ouvriers asturiens se limitèrent à faire triompher la révolution dans leur région. Si Madrid avait répondu d'une façon analogue, le mouvement, appuyé par la grève générale dans la majeure partie des villes, aurait gagné toujours plus en extension et en profondeur. Les probabilités de victoire seraient devenues considérables.

Ce qui est arrivé ne peut être attribué à autre chose qu'à la crainte de ne plus retenir le prolétariat armé, en cas d'une solution démocratique, si la direction avait renoncé à la lutte. Cette position tenacement maintenue et poussée à bout finit par avoir des conséquences catastrophiques.

L'activité du parti socialiste dans la préparation de la lutte armée était partagée, à tout moment, entre la préoccupation, de s'assurer la retraite si s'était nécessaire, et de s'assurer la victoire si la lutte était imposée. L'incertitude craintive vis-à-vis des masses inspira toute sa tactique. D'où son exclusivisme obsédant en matière de direction, son souci démesuré de contrôle, poussé au point de prétendre contrôler ce qu'on ne peut pas contrôler en pareil cas, c'est-à-dire la matière du risque, ce qui reste forcément la part du destin.

Le zèle que mit le parti à ne laisser aucune voie ouverte à l'esprit révolutionnaire du prolétariat, au cas ou il aurait voulu se reposer à l'ombre de quelque formule de concorde, finit par fermer les portes de la victoire au moment ou le choc devint inévitable.

Nous sommes certains que de nombreux socialistes se refuseront à accepter cette explication. Mais alors, comment expliquer ce qui s'est passé? Comment se fait-il que l'insurrection se soit réduite à une grève, si le mouvement s'est developpé dans les conditions prévues par la direction, et que la masse ouvrière a répondu à l'appel avec une unanimité irréprochable? Quel ressort a faibli? A ces questions on ne pourra répondre qu'avec les lieux communs de rigueur dans toutes les conspirations avortées : la trahison des uns, la désertion des autres.

Si les choses s'étaient produites ainsi, si l'échec était survenu parce que les ordres de la direction n'avaient pas été appliqués, il résulterait qu'une des parties les plus importantes du mécanisme aurait manqué. Mais chacun sait que de telles trahisons n'ont pas eu lieu. La classe ouvrière n'a pu agir parce qu'elle n'a pas été en condition de le faire avec la préparation nécessaire. Si nous ajoutons à cela les faiblesses de la dernière heure dans la direction, qu'elle aurait peut être surmonté en d'autres circonstances, nous avons l'explication exacte du triste tabeau offert par la révolution à Madrid.

Les événements de Catalogne

Les événements de Catalogne méritent d'être traités à part. Là, c'est le gouvernement autonome qui avait la direction. Entre les organisations ouvrières, et surtout entre les organisations ouvrières catalanes et le gouvernement, il n'y avait aucune relation. Le mouvement ouvrier catalan était à son tour divisé en deux grands groupes : celui des organisations qui composaient l'Alliance Ouvrière, et la Confédération Nationale du Travail. Cette dernière resta volontairement en marge du conflit.

Les relations entre le gouvernement autonome et le pouvoir central étaient rompues, quoique dans certains domaines on maintenait une apparence de discipline, par suite de la loi agraire que le parlement catalan avait votée. La bourgeoisie de cette région se prévalait du pouvoir central pour annuler la loi, que le gouvernement de Catalogne, négligeant les ordres de Madrid, essayait d'appliquer. La magnifique intransigeance de la Catalogne créa une situation que seule la violence, ou un déplacement des droites à Madrid retablissant l'entente entre les deux pouvoirs, pouvait résoudre.

Objectivement, la Catalogne était le point le plus redoutable pour la réaction espagnole; elle la craignait plus que le mouvement ouvrier lui-même, car dans ce cas l'ennemi était un gouvernement qui avait l'appui de la petite-bourgeoisie de la ville; des paysans qui étaient son plus puissant appui; du prolétariat, qui bien que non attaché au gouvernement catalan, était dévoué à la révolution; et tous les moyens matériels et moraux que suppose la possesion du pouvoir. Disposant de la force officielle qui était à ses ordres, de l'appui de la plus grande partie de la population et de la facilité qu'elle avait, au gouvernement, de se préparer, la révolution en Catalogne aurait du être invincible. La composition petite-bourgeoise du gouvernement fut la raison pour laquelle la Catalogne, rempart de la révolution, fut aussi la première à succomber avec la moindre résistance.

Tant que le conflit ne sortit pas des limites d'une discussion sur les juridictions d'un pouvoir et de l'autre, d'une dispute d'avocats, le gouvernement catalan maintint fermement ses positions. Mais sans organiser en même temps la lutte allant inévitablement éclater, pour qu'on ne puisse pas l'accuser de se livrer à une activité révolutionnaire et d'adopter une attitude subversive. En cela, il se séparait totolement du parti socialiste. Celui-ci depuis de longs mois se préparait à la lutte, bien qu'il ait fait une utilisation si déplorable de cette préparation, une fois la lutte arrivée. A tout moment le gouvernement catalan se sépara nettement des organisations ouvrières et même de l'organisation paysanne qui lui était complètement attachée, et dont les revendications les plus extrêmes ne pouvaient lui être odieuses puisqu'elles se limitaient à exproprier la terre sans indemnité; le gouvernement déclara aux paysans qu'ils devaient se borner à lui faire confiance.

Sur qui donc le gouvernement pensait-il s'appuyer? La réponse n'est pas difficile : sur les forces officielles qu'il avait sous ses ordres, et dans l'espoir — fondé sur quoi? — que l'armée, bras du pouvoir central, lui prêterait appui. C'est seulement de cette façon qu'on peut expliquer une situation qui aurait été comique en d'autres circonstances.

Le gouvernement au complet, réuni dans sa résidence officielle, proclama dans la soirée du 5 octobre la République Fédérale Catalane... et il resta là, comme s'il se trouvait dans l'exercice normal du pouvoir, lançant des appels par la radio à un peuple qu'il n'avait par armé, et que même à ce moment il ne voulait pas armer pour livrer bataille.

On déclara l'état de guerre et l'armée fut chargée de réprimer le mouvement; celle-ci se dirigea vers la résidence du gouvernement en lui ordonnant de se rendre. Celui-ci refusa. Sans se presser, le chef de la force publique répondit qu'au point du jour il bombarderait la résidence officielle et, en effet, il le fit. Le gouvernement, comprenant l'inutilité et le ridicule de sa résistance, finit par se rendre. Sur différents points de la ville se livrèrent quelques escarmouches qui firent quelques victimes. Ainsi fut étouffée la protestation de la Catalogne.

Le rôle des organisations ouvrières

Il nous reste à examiner le rôle qu'ont joué les autres organisations ouvrières. Etant donné le caractère du mouvement, c'est-à-dire, étant donné l'hégémonie absolue que le parti socialiste exerça sur lui, et qu'il n'était disposé ni à céder ni à partager, le dilemme était clair pour tous les autres : il ne restait qu'à s'y joindre, en essayant de le fortifier et de l'impulser, — ou l'empêcher, ce qui aurait équivalu à la trahison pure et simple.

Les deux cas se sont présentés. Le premier cas fut celui des Alliances Ouvrières, et le second, celui de la Confédération Nationale du Travail, absente partout des Alliances Ouvrières, sauf dans les Asturies.

Pourquoi les Alliances Ouvrières n'ont-elles pas joué un rôle plus important, et ont-elles été obligées de se borner à suivre le parti socialiste? Les doctrinaires de tous les pays nous ont souvent accusé (et par malheur ils n'étaient pas d'accord entre eux), de jouer un rôle non seulement triste, mais aussi funeste en exaltant certaines Alliances qui, en général, manquaient de force et d'indépendance vis-à-vis du parti socialiste. Aucun de ceux qui participaient aux Alliances n'ignorait cela. Mais ils savaient aussi qu'il n'y avait qu'un moyen de surmonter cet état de dépendance. C'était d'impulser le développement de ces Alliances, tout en connaissant les concessions qui seraient imposées par les rapport des forces, mais de ne retarder en aucune manière leur formation par de stériles déclarations de principe.

Peu à peu, les adversaires des Alliances se sont convaincus de la justesse de cette position. Après avoir dirigé tout son feu contre les Alliances et avoir essayé de passer par dessus elles, *le parti stalinien finit par y entrer quelques jours avant l'insurrection*, lors de la formation du front unique entre les socialistes et les communistes français, en prétendant aussi en Espagne réduire le front unique à un pacte direct entre les staliniens et les socialistes.

La position de la C. N. T. était analogue, avec cette seule différence qu'elle avait adapté un langage anarchiste au même sectarisme. Elle condamna d'abord les Alliances comme un pacte entre « politiciens » pour gagner les masses; plus tard elle se montra inclinée à céder, à condition que le front unique fût réduit aux organisations syndicales, à l'exclusion des partis politiques.

Son intransigeance du début inclinait visiblement vers une formule juridique, vers un artifice verbal, qui servait de voile à l'abandon d'une position erronée. Le courant en faveur des Alliances gagnait du terrain de jour en jour dans la C. N. T. Dans les Asturies, la C. N. T., malgré l'avis des organismes supérieurs, entra dans l'Alliance Ouvrière. Si toute l'organisation avait fait de même à l'échelle nationale, et si elle l'avait fait à temps, le rôle joué par les Alliances aurait certainement été tout autre, ou, dans le pire des cas, la C. N. T. aurait été empêchée d'écrire la page de honte qu'elle écrivit — à l'exception des anarchistes asturiens — lors des derniers événements.

Les socialistes acceptaient les alliances comme moyen d'augmenter leur autorité parmi les masses sans hypotéquer leur indépendance politique. La majorité du prolétariat était dans ses rangs, de telle sorte que pour eux les Alliances ne pouvaient être qu'un appoint qui augmentait leur prestige.

Essayer, d'autre part, de modifier le rapport des forces existant, en rompant le contact avec le parti socialiste, parce que celui-ci posait la question du front unique dans des conditions inacceptables pour eux, aurait été perdre du temps au grand préjudice du mouvement révolutionnaire. L'expérience de ceux qui l'ont essayé est concluante. Nous sommes certains que les choses n'auraient pas changé, même s'ils avaient mieux fait leur propagande.

Le parti socialiste, fort de sa supériorité organique, n'avait aucun intérêt à pousser le mouvement de l'Alliance jusqu'à ses dernières conséquences, le front unique national; mais la dispersion des Alliances lui servit à utiliser l'appui des autres tendances sans faire de concession dans le commandement suprême. Le seul moyen d'arriver à imposer aux socialistes le front unique national, avec tout l'appareil que cela aurait entraîné, c'était de fortifier les Alliances sur la base qu'elles acceptaient : locale et régionale. Alors le front unique national viendrait par-dessus les Alliances elles-mêmes et le moment serait venu de dire le dernier mot sur la façon dont il serait définitivement organisé : par un Congrès National des Alliances ouvrières, ou par un accord des comités nationaux des organisations.

Ainsi serait arrivé le moment où, par suite de leur propre développement et leur enracinement parmi les ouvriers, on n'aurait plus pu briser les Alliances ouvrières; aucun parti, même le plus fort, n'aurait pu se dresser contre elles sans être profondément ébranlé. Mais l'impulsion ne pouvait venir que de l'effort uni de l'aile gauche, et les Alliances ne pouvaient pas se trouver en condition de jouer un rôle important dans la récente insurrection car elles durent passer leurs neuf ou dix mois d'existence à se défendre contre les coups que lui portait la partie la plus considérable de l'aile gauche elle-même : les anarchistes et les staliniens. Les socialistes se limitaient à rendre compte des décisions les plus importantes aux Alliances, à écouter leur opinion, en réservant toujours leur droit de les accepter ou repousser. Dans les Alliances où la prédominance des points de vue de l'Alliance était plus forte, ce qui ne l'emportait pas par échange amical de points de vue, ne l'emportait pas dans les votes.

Cependant, cela ne veut pas dire que le rôle des Alliances Ouvrières ait été nul ou sans intérêt. Elles ont contribué puissamment à

élever le moral du prolétariat en lui donnant une idée concrète et croissante de l'unité d'action; tout ce qui a été fait, en Catalogne, comme action ouvrière consciente, et qui assura le contact avec le reste du mouvement ouvrier du pays, est dû à l'Alliance ouvrière; l'influence élargie que les Alliances ont eue sur l'action du parti socialiste a toujours été avantageuse, en aidant à l'éloigner des plus dangereuses attitudes dans lesquelles il persévérait. Enfin, il ne restait de fait, en marge des Alliances que la C. N. T., dont l'éloignement fut trop suspect pour que nous ne terminions pas cet article sans nous en occuper.

La C. N. T. traversa cette époque le dos tourné au danger de droite, à combattre le gouvernement catalan et les socialistes. Ne se préoccupant que de la répression dont ils étaient l'objet en Catalogne et des persécutions dont ils avaient souffertdans la première période de la république, ils se transformèrent en un instrument manié au bénéfice de la réaction.

On ne peut nier que les plus influents et les plus inconscients éléments de la C. N. T. préféraient la politique de Lerroux à la situation politique antérieure, quoiqu'ils masquaient cette préférence en disant qu'ils repoussaient également « tous les politiciens ».

Profondément ébranlée par son action antérieure, la C. N. T. avait cessé d'être un danger pour la réaction, dont l'objet principal était de vaincre le socialisme, qui était à ce moment le point de convergence de la masse des forces ouvrières. Le régime de relative tempérance que la réaction de droite lui accorda, en pleine connaissance de cause, servit à démontrer les préférences mal dissimulées de la C. N. T. Là où elle était forte elle se limita à donner un appui tiède à l'insurrection. Mais là ou elle était forte, l'inhibition fut totale. L'enjeu de la lutte n'était pas pour elle la vie ou la mort du mouvement ouvrier, mais seulement le sort du « mouvement socialiste ».

Pour comble, après avoir eu cette attitude, la C. N. T. essaya, le 7 novembre, de déclarer une grève générale, pacifique et limitée à 24 heures, pour protester contre deux exécutions capitales faites dans les Asturies. Cette grève n'eut et ne pouvait avoir aucune importance étant donné l'affaiblissement de l'organisation. Mais la date de la grève fut précisément celle de l'échéance du délai légal où devait être levé l'état de guerre. Le gouvernement prit prétexte de cette grève sans efficacité pour proroger l'état de guerre d'un mois.

On ne peut encore émettre un jugement définitif sur certains détails de l'attitude anarchiste; mais il est hors de doute que durant cette période, l'organisation anarchiste a été le champ certain des plus criminelles spéculations de la réaction.

⁂

L'insurrection écrasée a créé dans le pays une situation transitoire qui ne tardera pas à se décider. La défaite de la classe ouvrière ne se traduit pas immédiatement par le triomphe complet de la réaction, comme cela serait arrivé si l'insurrection avait tardé. La victoire du gouvernement a été accueillie d'une manière glaciale. Cette situation tout à fait particulière doit être expliquée, mais il est impossible de le faire dans le présent article.

12 *novembre. Prison de Madrid.*

RAMON.

Les armes et l'organisation, voilà l'élément décisif du progrès, le moyen sérieux d'en finir avec la misère.

Qui a du fer a du pain.

On se prosterne devant les baïonnettes, on balaye les cohues désarmées. La France, hérissée de travailleurs en armes, c'est l'avènement du socialisme.

En présence des prolétaires armés, obstacles, résistances, impossibilités, tout disparaîtra.

Mais pour les prolétaires qui se laissent amuser par des promenades ridicules dans les rues, par les plantations d'arbres de liberté, par des phrases sonores d'avocat, il y aura de l'eau bénite d'abord; des injures ensuite, enfin de la mitraille; de la misère toujours.

Que le peuple choisisse!

L.-A. BLANQUI, Février 1851.

Où va le Parti Socialiste Américain ?

Par 5.993 voix contre 4.872 la Déclaration de Principes adoptée par le congrès de Detroit du Parti Socialiste a été ratifiée par les membres dans un referendum national. Ce fait marque une nouvelle étape dans l'évolution du P. S. L'aile d'extrême-droite a été formellement battue et le groupe Militant (1), maintenant à la tête du Parti, a été approuvé. (2)

Il est instructif d'examiner de plus près les résultats du referendum général. Le trait le plus saillant en est le nombre étonnamment petit d'adhérents ayant voté dans un sens ou dans un autre. Le *Service de Presse* officiel du Parti (19 octobre 1934) remarque : « Les votes émis représentent environ un tiers des effectifs du Parti ». En d'autres termes, 66 % des effectifs — deux membres sur trois — n'ont pas manifesté un intérêt suffisant dans la discussion qui, selon les affirmations des deux ailes, déciderait du sort du Parti, pour participer au scrutin.

Bien que l'enjeu fût vital — quoiqu'obscurci et rendu confus par les deux antagonistes — la grande masse des adhérents est restée étrangement indifférente quant à ce résultat. Même si on tient compte du fait qu'un grand nombre de nouveaux adhérents n'avaient pas le droit de vote, il n'en reste pas moins qu'une fraction considérable de ce Parti, que dans certains milieux on considère comme la véritable organisation révolutionnaire des Etats-Unis, n'est pas encore parvenu au niveau d'une conscience socialiste active. En tout cas, des milliers de membres du Parti n'ont fait preuve d'aucune conscience socialiste dans la discussion présente.

En outre, la victoire des défenseurs de la Déclaration fut surtout remportée dans les Etats où la classe ouvrière, le mouvement ouvrier et le Parti socialiste lui-même, sont relativement insignifiants. Les Militants ont subi une défaite dans la plupart des centres prolétariens et politiques décisifs du pays. Il serait absurde de déduire de là que la fraction prolétarienne du Parti serait pour la position de l'aile droite, au contraire : la force réelle dont jouissent les Militants est grandement due au fait que le Parti socialiste a réussi au cours des dernières années à attirer dans ses rangs de nouveaux éléments de la classe laborieuse.

Cependant, les résultats montrent que dans les principaux centres la bureaucratie droitière et ses adhérents petits-bourgeois sont bien plus forts qu'il ne plait à beaucoup de le penser. Sa force ne vient pas non plus du fait que les Militants ont de tout temps adopté une attitude pusillanime alors qu'il fallait montrer de l'audace, et opposé une politique de confusion à la politique droitière de ses adversaires, en montrant constamment une disposition à capituler sous une pression vigoureuse. Si nous faisons une statistique des résultats obtenus dans les principaux Etats en ne comptant que ceux où 200 suffrages ou plus ont été prononcés, nous obtenons le tableau intéressant que voici :

	POUR	CONTRE
Californie	109	114
Connecticut	164	189
Illinois	454	181
Indiana	100	221
Massachusetts	257	450
Michigan	316	130
Missouri	224	40
New Jersey	330	251
New-York	1.189	1.537
Ohio	228	255
Pennsylvania	546	771
Wisconsin	1.032	169
Total	4.949	4.308

Notre position en face de ce chef-d'œuvre de verbiage ambigu et de non-sens centriste, qu'on est en train de faire passer pour une déclaration de principes « révolutionnaire » est trop connue pour qu'il soit nécessaire de l'exposer ici. Le fait que Wisconsin, la forteresse principale des pires manœuvres droitières, n'a trouvé aucune difficulté à brandir le drapeau des Militants, ne fait que renforcer notre opinion sur le caractère illusoire de ce document. Le fief classique du Bergerisme, qui a mené une lutte « révolutionnaire » aussi active au Congrès de Milwaukee en 1932 en faveur de Daniel Hoan comme président du Parti au lieu de Morris Hillquit, parce que ce dernier était venu aux Etats-Unis quelques bateaux plus tard que les ancêtres de Daniel Hoan ou Norman Thomas, ont voté « Militant ». C'est la preuve qu'un tel vote ne signifie pas nécessairement que le réformisme a été battu dans le Parti, mais seulement qu'il est possible de voter « Militant » sans perdre un seul œil réformiste. Dans les principaux centres, y compris certainement le Wisconsin, l'aile droite, si elle n'a pas une influence décisive est du moins un facteur très puissant. Le mouvement de gauche dans le parti socialiste ne s'est pas révélé assez fort pour porter un coup décisif au réformisme, et encore moins pour se donner une direction capable de le porter.

Bien qu'un vote acquis dans un comté obscur

(1) Le groupe qu'on appelle « Militant » représente l'aile gauche qui s'est dégagée du P. S. depuis un an.

(2) Le Congrès de Détroit s'est tenu au mois de juillet 1934. Il a adopté à sa grande majorité une Déclaration de Principes, très vague, et « pacifiste ». Néanmoins l'extrême droite, qu'on appelle aussi la Vieille Garde, refusa de s'y associer.

compte autant qu'un vote acquis n'importe où ailleurs, la déclaration de Detroit fut approuvée. Et ensuite? Si le document était un véritable document de principes, et si ses défenseurs étaient un groupe homogène de marxistes résolus et cohérents, l'appui officiel que vient de leur donner la base serait un mandat d'agir maintenant avec détermination. Certaines conséquences logiques et inévitables s'imposeraient à eux. Il faudrait prendre certaines mesures élémentaires, telles que d'éloigner du parti des social-patriotes aussi impudents que Joseph Sharts, des petits-bourgeois libéraux incorrigibles comme Louis Waldman et sa clique de New-York, et des anti-révolutionnaires organiques comme Abraham Cahan, et autres du même genre.

Mais les prémices d'une telle action font défaut. Ni le document, ni ses avocats ne méritent le nom de « révolutionnaires ». Mais, aussi timide et confus qu'il soit, on pourrait supposer qu'il est pris au sérieux. Il n'en est rien. Le premier acte de la nouvelle direction du Parti, juste après l'annonce de cette victoire, a été de se dépêcher de faire imprimer une invitation chaleureuse aux droitiers à rester dans le parti, avec le plein droit d'y propager leurs doctrines anti-socialistes. Ceux qui n'ont même pas eu le courage de voter pour le front unique avec le Parti stalinien à leur Comité National, de peur de ce que Cahan ou Waldman pourraient dire, se sont hâtés d'assurer à ceux-ci qu'ils sont désireux et même anxieux de demeurer sous le même toit.

« *Quel que soit le vote* », plaide Norman Thomas, « *la seule chose que nous, socialistes, ne pouvons pas lui permettre, c'est d'entraîner la rupture de notre unité, de détruire notre discipline, ou de continuer à distraire notre énergie. Nous avons trop à faire, et trop de choses dépendent de la manière dont nous le ferons. Il y a place, dans le parti socialiste, pour des divergences de vues considérables sur certaines questions, si nous voulons travailler pour le socialisme. Pour des raisons que j'ai souvent exposées, je suis partisan de la Déclaration de Principes, et je crois qu'en général elle affermira notre position socialiste. Mais ni son adoption ni son rejet, ne gagnera par soi-même l'Amérique au socialisme; or, tel est notre but.* » (*New Leader*, 10 octobre 1934).

Vacillements, manque de principes, mollesse, équivoque, disposition à la capitulation, — toutes ces qualités propres au centrisme, en tant qu'il se distingue du marxisme révolutionnaire, sont parfaitement condensées dans ces cinq mots. Le désir croissant des ouvriers militants (sans un grand M!) du parti, de rompre avec le réformisme banqueroutier, désir excité par les tragiques défaites d'Europe, doit être satisfait avant de mener à une conclusion logique et consciente. Les dirigeants des « Militants », dont beaucoup vivaient en parfaite harmonie avec Waldman et Cie jusqu'à hier, jetèrent un os aux ouvriers avec la déclaration de Detroit. Mais, ils ne voulaient pas brûler les ponts derrière eux, ni briser avec ceux qui bafouaient ouvertement la déclaration et les décisions du parti et qui défiaient les nouveaux dirigeants de les exclure. L'aile droite prit l'offensive sur toute la ligne. La pseudo-aile gauche se terra.

Nous n'avons pas l'intention de faire une réalité vivante de cette Déclaration, expliquèrent les Militants. Elle ne signifie pas réellement une lutte sérieuse contre vous, assurèrent-ils à l'aile droite. Ne nous abandonnez pas, nous avons besoin de vous; il y a place dans le parti pour « des divergences de vues considérables ». L'opinion de Shart est que nous devons défendre le capitalisme américain lors de la prochaine guerre impérialiste, alors que d'autres pensent que nous ne le devons pas. D'après Cahan, le bolchevisme et le fascisme sont la même chose, mais d'autres pensent qu'ils sont aux antipodes; selon Waldman nos problèmes économiques et sociaux peuvent être résolus par des procédés pacifiques et démocratiques, et d'autres ont l'opinion opposée. D'après Oneal, la Déclaration représente le Satan anarcho-communiste, mais d'autres pensent qu'elle est la bonne social-démocratie. Thomas pense que la « démocratie ouvrière » n'est *pas* la dictature du prolétariat, mais d'autres pensent qu'ils sont une seule et même chose. — Mais cela nous empêchera-t-il de travailler « pour le socialisme »? Continuera-t-on encore à disperser nos forces « sur de pareilles questions »? Nous fera-t-on perdre notre temps à savoir si la Déclaration a été adoptée ou non? Les principes sont une bonne chose à leur place et en leur temps, mais est-ce une raison pour se séparer parce que nous avons des divergences sur les principes? Au diable ceux qui le pensent!

Mais ces assurances pacifiques modèrent-elles l'intransigeance de l'aile droite? Acceptera-t-elle cette invitation pleurnicharde? C'est tout à fait improbable. L'aile droite n'a pas encore joué toutes ses cartes, ni même ses atouts. Elle connaît sa propre force, qui réside non seulement dans sa fermeté, son audace et sa détermination qui contrastent avec les qualités exactement opposées dans les rangs de ses adversaires, mais aussi dans le grand pouvoir qu'elle détient encore grâce au contrôle de toutes les institutions puissantes, prospères et « respectables », qui entourent le parti. Elle attend seulement les élections de Novembre pour engager la lutte et porter la guerre chez ses adversaires (1).

Dans l'association « En avant », on a déjà procédé à une revision des statuts; on n'exige plus maintenant des adhérents d'être membres ou sympathisants du parti socialiste, mais seulement sympathisants à... la IIe Internationale. Cela signifie que *la droite se prépare à faire une scission et à organiser un parti indépendant*. Et, en fait, c'est le secret de polichi-

(1) C'est ce qui s'est passé. Nous publierons dans le prochain N° une chronique relatant les derniers événements.

nelle que les chefs de l'aile droite ont décidé de scinder le parti et ont ramené en ligne tous ceux qui hésitaient. Au directeur de la Rand School on a fait comprendre qu'il ne devrait pas abandonner à la légère les profits de son poste. Des pressions du même genre ont été faites sur l'historien connu qui occupe la direction du *New Leader* (organe du Parti Socialiste).

On ne peut dire si le conflit aboutira réellement à la scission. Ce n'est pas qu'il subsiste le moindre doute sur l'attitude de l'aile droite, mais il est difficile de se prononcer sur celle du groupe si timoré des « Militants », dont le drapeau n'est jamais complètement déployé. On peut compter sur la fermeté de l'aile droite; mais on ne peut dire de même pour l'aile gauche. La question n'est donc pas tant : « l'aile droite fera-t-elle une scission? » que : « les « Militants » reculeront-ils devant le chantage à la scission des droites? » Les semaines à venir apporteront la réponse.

L'aile droite commence à réorganiser le parti dans les Etats qu'elle contrôle; elle fait le travail préparatoire à une scission. Elle s'attache à conserver de son côté non seulement des institutions et des contacts comme *En avant*, la Rand School, le *New Leader*, le Cercle des Travailleurs, mais aussi des porte-paroles « éminents » du parti, les chefs des syndicats socialistes, l'appareil du parti, son influence électorale, ses ressources financières. Cela suffit à jeter les Militants, ou une partie d'entre eux, dans la consternation. Ils font des efforts désespérés pour se réconcilier avec l'aile droite; ils font des concessions d'une nature inacceptable; ils abandonnent chaque question l'une après l'autre, et sont même prêts à convoquer un Congrès extraordinaire du Parti, auquel l'aile droite reprendra le contrôle ou imposera une déclaration et une direction favorables à ses vues.

Ou bien alors l'aile droite se scindera. La pression dans les rangs des Militants venant de l'aile gauche est assez forte pour empêcher les leaders de capituler devant les scissionistes. Deux réactions se produiront alors avec le départ de l'aile droite. Les éléments vacillants du groupe Militant auront tendance à se cristalliser plus clairement et pleureront sur la perte de leur frère siamois et des institutions et liaisons si profitables, en réclamant la « réunification du Parti », « dans lequel il y a place pour des divergences de vue considérables ». Les éléments révolutionnaires du groupe Militant, qui veulent sérieusement une rupture nette avec le réformisme décrépit, se cristalliseront en une aile gauche véritable, peu à peu débarrassée de toute scorie centriste.

Dans un cas comme dans l'autre, un regroupement dans le Parti socialiste est à l'ordre du jour. Une aile marxiste en sortira, avec son propre programme et sa voix authentique. Du point de vue révolutionnaire c'est là la perspective la plus sérieuse et la plus réconfortante dans le développement prochain du Parti socialiste.

⁂

Quelle position cette perspective dicte-t-elle aux forces communistes, extérieures au Parti socialiste, et spécifiquement à ceux qui travaillent à jeter fondations qui serviront de base au nouveau Parti révolutionnaire des Etats-Unis? Ce serait, à notre avis, une erreur de demander aux révolutionnaires du Parti socialiste de le quitter actuellement. Mais ce serait une plus grande erreur de demander aux révolutionnaires qui ne sont pas dans le P. S. de rejoindre ses rangs. Le Comité National du P. S. a adopté une déclaration, proposée par Norman Thomas, dans laquelle une invitation est faite à tous les ouvriers de rejoindre le Parti, avec une sollicitude particulière pour les anciens membres du Parti communiste.

« *Certains d'entre vous*, y lit-on, *ont été membres de différents partis que vous avez été obligés d'abandonner, parce que leur tactique ne correspondait pas du tout à la poursuite du grand but que vous vous proposiez. Certains d'entre vous n'étaient plus, depuis quelques années, membres d'aucun parti. Vous étiez des sans foyer. Le Parti socialiste vous souhaite la bienvenue, non comme groupe ou fraction en puissance, mais comme camarades loyaux dans la grande cause de la réalisation du socialisme dans notre temps. Il vous invite dans la fraternité où la libre discussion et la critique des divergences d'opinions et de points de vue sont encouragés, avec le souci de maintenir la discussion dans la limite de la discipline du parti.* » (*New Leader*, 27 octobre 1934).

L'invitation qui s'adressait évidemment aux ex-membres du Parti communiste, est en même temps un avertissement. Alors qu'ils ne lèvent pas le petit doigt contre l'aile droite lorsqu'elle attaque le Parti, le Congrès et ses décisions dans la presse capitaliste, et déclare ouvertement qu'elle est prête à violer la discipline du Parti, les leaders Militants affichent l'intention de renforcer leur conception de la discipline contre tout communiste qui s'aventurerait jusqu'à accepter leur invitation.

De même, tandis que l'aile droite peut organiser impunément son groupe fractionnel, tandis que les Militants ont aussi leur propre fraction avec leurs propres réunions préparatoires et leur discipline intérieure, les communistes indépendants que l'on invite si magnanimement à entrer dans le Parti n'auraient pas le droit de propager leurs idées sous une forme organisée. Tel est, pour ainsi dire l'aspect « technique » de l'invitation aux sans-foyer politiques à rejoindre la nouvelle maison; il est tout à fait caractéristique de l'attitude différente des centristes envers l'aile droite et l'aile gauche. Du point de vue politique la question est encore pire.

Comme on sait, l'invitation fut avidement

acceptée par Ben Gitlow (1) et une poignée de ses partisans; son chemin a été aussi suivi par le « trotskyste » exclu Albert Goldman. Gitlow, on se le rappelle, a dirigé le « Comité d'organisation pour un nouveau Parti révolutionnaire », peu glorieux et qui n'eut qu'une courte vie. Sa seule activité paraissait être la critique des « trotskystes » parce qu'ils ne formaient pas le nouveau parti assez rapidement à leur gré. L'attitude de Gitlow n'est pas autre chose qu'une capitulation devant le Parti socialiste, dans lequel il est prêt à entrer sans programme, sans drapeau, sans groupe. *Prêt* à entrer seulement, car en dépit de leur Déclaration de Principes « révolutionnaire », les chefs « révolutionnaires » Militants ont trop peur de l'hostilité de l'aile droite pour permettre à Gitlow d'adhérer à New-York.

Gitlow et les autres « communistes » connus apprendront la signification réelle de l'invitation de Thomas, en allant adhérer au P. S. à New-Jersey, où ils seront pour cela obligés d'habiter, avec l'espoir « d'établir » le contact avec les masses socialistes de la ville de New-York à travers le Holland Tunnel! Cependant, il n'est pas improbable que sous la pression de l'aile droite, qui a annoncé qu'elle combattrait avec bec et ongles l'adhésion de « communistes », les Militants exigent même de Gitlow plus de garanties de bonne tenue qu'il n'en a donné jusqu'à présent. Ceux qui ne tiennent pas debout sur leurs pieds, mais se traînent sur les genoux, ne doivent pas s'étonner de recevoir des coups de pied quelque part.

La tâche urgente pour les marxistes révolutionnaires est actuellement la construction du nouveau parti et de la IVe Internationale. *Aux Etats-Unis, il est possible d'accomplir cette tâche directement et immédiatement.* La fusion imminente des forces de la Ligue Communiste d'Amérique et du Parti Ouvrier Américain signifiera que le nouveau parti est établi dans ce pays, c'est-à-dire que sa pierre de fondation principale a été posée. Devant cette perspective d'une création immédiate du nouveau parti, on ne peut considérer que comme une désertion et une capitulation devant le réformisme l'adhésion au P. S.

Le devoir de tout révolutionnaire est de construire le nouveau parti, de le renforcer, d'augmenter sa capacité de participer activement à la lutte de classes aux Etats-Unis comme une force indépendante, et d'attirer dans ses rangs les milliers de travailleurs américains qui se déplacent vers la gauche. Même du point de vue de l'évolution des véritables militants dans le P. S., la formation et la création du nouveau parti sera un des facteurs les plus effectifs de l'éclaircissement et du raffermissement de leurs rangs. L'effet objectif de la désertion du mouvement pour le nouveau parti pour l'entrée dans le P. S. est d'obscurcir et d'obstruer le développement des éléments révolutionnaires dans un sens logique et conséquent, de semer de nouvelles illusions dans leur esprit et d'augmenter la confusion. Heureusement, les capitulards sont en trop petit nombre et ont trop peu d'influence pour empêcher sérieusement le mouvement progressif pour le nouveau parti et la nouvelle Internationale, dans le Parti socialiste ou hors de lui.

Les forces qui se rejoignent afin de fonder le nouveau parti peuvent envisager avec confiance le développement futur dans le P. S. Le discrédit extraordinaire dans lequel est tombé internationalement le réformisme et son ombre le centrisme, a aussi ses répercussions en Amérique. Aujourd'hui, des centaines, demain des milliers de socialistes américains rompront les liens les unissaient à la social-démocratie. Ils s'orientent vers la lutte révolutionnaire sur la base d'un programme révolutionnaire. On voit de mieux en mieux que cette aspiration ne pourra être satisfaite que grâce à la rupture avec toutes les variétés de réformisme, comme prémices à l'instauration d'une véritable unité prolétarienne sous le drapeau d'un parti révolutionnaire uni. Si ce n'est pas aujourd'hui, ce sera demain — sinon demain, le surlendemain, que les véritables militants socialistes comprendront clairement ce qu'ont déjà compris les marxistes qui préparent actuellement les bases du nouveau parti. C'est à ceux-ci de faciliter l'évolution de l'aile gauche socialiste dans cette direction.

M. S.

L'article ci-dessus est reproduit d'après le n° 4 de *The New International*, revue théorique du Parti Ouvrier des Etats-Unis, récemment né de la fusion de la Ligue Communiste d'Amérique et du Parti Ouvrier d'Amérique. Dans notre prochain numéro nous apporterons des informations plus complètes sur la plate-forme et l'action du Parti Ouvrier des Etats-Unis, dont la création constitue une étape importante sur la voie révolutionnaire de la classe ouvrière américaine.

Dans le premier numéro du *New Militant*, journal hebdomadaire du Parti Ouvrier (15 décembre 1934), nous trouvons les informations suivantes sur la situation du parti socialiste américain, qui complètent l'analyse donnée dans l'article précédent.

Lors de la dernière session du Comité National Exécutif à Boston, le Parti Socialiste exécuta un brutal tournant à droite. Six mois de pression persistante des éléments extrémistes de droite produisirent leurs effets. Sur les 10 membres du C. N. élus sur la plate-forme « Militant », dans un amalgame hétérogène rallié autour de la Déclaration de Principes centriste lors du congrès de juin, 7 passèrent du côté de l'aile droite, tandis que les trois autres se dérobaient devant l'attaque de l'aile droite à chaque occasion.

L'aile droite du C. N. réorganisée se démas-

(1) Gitlow, ancien membre dirigeant du Parti Communiste, fut exclu pour appartenance à l'aile droite (Lovestone). Il quitta ensuite le groupe Lovestone et tenta de se rapprocher de la Ligue Communiste.

qua immédiatement en acceptant dans l'essentiel la position de la combinaison Waldman-Salomon-Limbach de l'Etat de New-York et Pennsylvania, sur les trois points les plus importants.

Les négociations en vue du front unique furent repoussées par le C. N. Le porte-parole reconnu des réactionnaires de New-York-Pennsylvania, James Oneal, fut appuyé par quatre élus « Militant », pour une motion rejetant catégoriquement et sans équivoque le front unique avec le Parti communiste ou les partis « dissidents », quelle que soit la situation, jusqu'au congrès du Parti en 1936. Un vote rendant la motion obligatoire eut lieu. C'est pourquoi Maynard-Krueger, dirigeant « Militant », proposa, d'accord avec Hoopes, un compromis pour sauver la face en affirmant la nécessité du front unique « en principe », mais en le repoussant d'accord avec les exigences de l'aile droite jusqu'au Congrès de 1936.

Les fronts uniques locaux sont autorisés dans les Etats avec la permission spécifique du Comité d'Etat et du C. N. Oneal de la droite et Hapgood et Daniel de l'aile gauche votèrent contre cette résolution. Du moment que Thomas et Krueger votèrent pour elle, les Militants excusèrent leur retrait en disant qu'elle permettrait de réaliser le front unique dans les Etats inorganisés, dans l'Illinois, parmi la jeunesse, etc... Mais Norman Thomas écarta cette prétention en écrivant clairement dans le *New Leader* du 8 décembre : « Bien que l'attitude du C. N. ne constitue nullement une victoire pour un groupe ou l'autre, je dois dire qu'elle est de toute évidence une victoire pour la tendance qui, j'en suis convaincu, a la majorité et désire qu'il n'y ait pas de négociations sur le front unique ».

Dans la même colonne Thomas admet que les seules divergences parmi la majorité de l'aile droite concernaient la formulation de sa position lorsque le groupe intransigeant de Waldman-Salomon continua après la réunion à critiquer comme insuffisante la répudiation des négociations de front unique par le C. N. Thomas, dans une lettre au *New-York Times* du 8 décembre, et le major Hoan dans une déclaration à la presse (*New-York Post* du 9 décembre) accusèrent le groupe de Waldmann d'être mal représenté au C. N., et rivalisèrent avec Waldmann dans les dénonciations du front unique avec les communistes. Etant donné que, dans le sens du pacte de non-agression conclu en France, les staliniste sont prêts actuellement à capituler devant l'idée social-démocrate d'un front unique considéré comme un pacte de « non-agression », la répudiation du front unique ne fait que souligner la lâcheté des Militants et l'ultra-réformisme de Thomas et Cie.

Les comités d'Etat de New-York et Pennsylvanie dirigés par les réactionnaires ont ouvertement refusé d'appliquer la décision du référendum sur la Déclaration de Principe. Cette rupture de la discipline non seulement fut tacitement approuvée par la majorité du C. N., mais les « vrais gauches » Krueger, Hapgood et Daniel *n'ont même pas déposé une motion pour blâmer cette violation de la démocratie du parti.* Ce rapprochement de la majorité du C. N. avec les réactionnaires s'accompagna d'une attaque contre les éléments révolutionnaires du parti socialiste. Une résolution fut adoptée rejetant brutalement du parti le *Comité pour une Politique Révolutionnaire.* Ce Comité n'est qu'une petite partie de l'aile gauche, peu populaire même parmi les révolutionnaires, à cause de sa carrière errante et de sa composition Lovestonienne (tendance de Lovestone, communiste de droite). Mais la résolution déposée par le réactionnaire Oneal marque avec évidence que l'attaque est dirigée contre tous les révolutionnaires, car après avoir mentionné le Comité, elle déclare : « L'acceptation par un groupe de membres du parti de doctrines qui enseignent la théorie selon laquelle l'insurrection armée est une méthode propre au socialisme d'atteindre ses buts socialistes, est considérée par le C. N. comme une déviation dangereuse des principes et de la tactique socialistes. Elle entraîne les ouvriers dans des dangers inutiles, expose le mouvement socialiste aux intrigues des agents provocateurs, distrait les ouvriers du travail d'éducation et d'organisation qui sont les moyens fondamentaux d'atteindre le pouvoir, et engage le P. S. dans l'usage de méthodes qui retarderaient, au lieu de le hâter, le triomphe de l'idéal socialiste. Nous déclarons que de telles doctrines sont non seulement en opposition avec la position du parti socialiste, mais qu'elles contredisent ses bases et intentions ».

On n'est pas surpris de constater que N. Thomas, non seulement vota pour cette résolution réactionnaire, mais ajouta oralement qu'il était « choqué au delà du possible » par la position du *Comité pour une Politique Révolutionnaire.* On constata avec surprise que l'aile gauche du C. N. opéra une rapide retraite. Elle sait pourtant quelle relation il y a entre l'insurrection armée et la dictature du prolétariat qu'elle a souvent défendu. Pour ceux qui ont pris au sérieux leur déclaration antérieure, Krueger, Hapgood et Daniel avaient le devoir d'affirmer ouvertement leur position révolutionnaire, s'ils en avaient une.

Pour la première fois dans une période de confusion interne du parti, le dilemme : *réforme ou révolution,* était posé. Il y avait la possibilité de tirer une ligne entre les réformistes et les révolutionnaires. Mais les soit-disant gauches se montraient incapables de le faire. Ils se contentèrent de défendre le Comité sur la base de la liberté d'opinion dans le parti. Cette position libérale, sans contenu, aurait pu être justifiée dans d'autres conditions, mais certainement pas au moment où la question brûlante dans le Parti socialiste est selon les gauches eux-mêmes : qui dirigera — les réformistes, ou les révolutionnaires?

Avec ce mandat du C. N. le Comité d'Etat de

New-York commença les exclusions. Avec un appel analogue du C. N. qui exige la dissolution des fractions organisées, le Comité de New-York commença d'abord à briser même le noyau Militant. Ainsi, le premier usage de la résolution fut fait en faveur de l'aile droite pour empêcher les militants de gagner de nouvelles voix aux élections au Comité Central de New-York. On commence déjà à refuser des membres élus sous prétexte que leur élection était illégale.

Tout cela ne suffit pas à l'aile droite.

Elle veut que le P. S. revienne directement et complètement au réformisme classique sur le modèle de la social-démocratie allemande, ou mieux, du Labour Party anglais. Après la réunion du C. N. à Boston, la droite pense arriver à ses fins. Elle a repoussé les Militants et le groupe Thomas suffisamment loin pour pouvoir s'unir aujourd'hui à Thomas et Cie contre les Militants et la gauche. Epurer le P. S. de tous les éléments révolutionnaires, briser le courant centriste, telles sont les étapes immédiates que propose l'aile droite. Et la réunion de Boston montre que la majorité du C. N. l'aidera à cette tâche réactionnaire tant que la direction du groupe Militant sera incapable de la repousser.

DOCUMENTS RÉVOLUTIONNAIRES

Lénine et la question nationale

L'article de Lénine que nous publions ci-dessous a été écrit au début de mars 1916. *Il fut imprimé en allemand dans la revue* Vorlste, *n° 2, le 6 avril* 1916, *au nom de la rédaction du* Social-démocrat *bolchevik.*

Dans son ensemble, il résume sur la question nationale les idées du bolchevisme développées longuement par Lénine et ses camarades de tendance pendant la guerre dans des articles dont le recueil a été publié plus tard sous le titre : Contre le Courant.

Ce n'est point par hasard que nous le publions aujourd'hui en français. En effet, le problème national, c'est-à-dire celui du droit des peuples à disposer d'eux mêmes, continue à jouer dans la réalité sociale contemporaine un rôle prédominant.

L'article de Lénine contient une argumentation serrée en faveur du droit d'autodétermination des peuples opprimés qui n'est pas en soi une mot d'ordre socialiste, mais qui doit rester une des revendications de la démocratie. Or, comme le dit Lénine, « ce serait une grosse erreur de croire que la lutte pour la démocratie puisse éloigner le prolétariat de la révolution socialiste, ou même seulement faire passer cette revendication au second plan... ». C'est pourquoi il réserve ses coups à deux sortes d'adversaires. Les premiers, les social-impérialistes, dont la race ne s'est pas éteinte avec la dernière guerre, lient leur sort (et prétendent aussi lier le sort du prolétariat) à celui de la bourgeoisie dirigeante des grandes nations impérialistes : Angleterre, France, Allemagne, Amérique, etc... Ceux-là se font les agents directs du capitalisme dans les rangs ouvriers. *Leur conception « nationale » consiste simplement à prêcher le séparatisme en faveur des minorités opprimées par la bourgeoisie* d'un pays adverse. *Les seconds, qui sont des révolutionnaires, nient la nécessité de la lutte nationale au nom des intérêts supérieurs de l'internationalisme prolétarien. (Ce fut le cas de Rosa Luxembourg). Lénine montre que leur erreur s'apparente à celle de Proudhon, qui niait le problème national (et beaucoup d'autres avec!) « au nom de la révolution sociale ».*

L'Europe de Versailles, qui reste encore debout grâce à l'échec des révolutions prolétariennes depuis 1920 *et la croissance du fascisme, est plus que jamais dominée par le problème des nationalités. Cela ne signifie pas que l'Europe, et le monde entier, ait soudain reculé à l'époque de la croissance progressive des nations. Mais cela veut dire que la révolution socialiste des masses prolétariennes passe encore par la lutte* révolutionnaire (*et non parlementaire*) *pour certains objectifs démocratiques, parmi lesquels ceux du droit imprescriptible pour les peuples opprimés, de choisir eux-mêmes leur destination,* et ceci, non sous la protection de baïonnettes françaises, anglaises, hollandaises ou suédoises, mais sous leur propre protection, grâce à l'usage illimité des libertés démocratiques de presse, d'assemblée, de vote étendu à tous, à la milice armée populaire, etc...

Le maintien du statu-quo *européen, comme disent les chancelleries, ce n'est pas seulement le maintien des fers aux poignets des prolétaires, c'est aussi le maintien du carcan au cou de dizaines de peuples, en Europe et aux colonies.*

Toutes les explosions révolutionnaires, les conflits de classe aigus surgis en Europe dans la dernière décade, prennent la forme de conflits nationaux, forme à laquelle ils ne peuvent pas s'arrêter lorsqu'ils sont déchaînés. « Ne déplaçons pas une borne frontière en Europe, sinon c'est la guerre! ». Tel est l'apostrophe angoissée des diplomates français, et soviétiques, qui sert de leit-motiv à toutes les manigances et marchandages de négriers, aux combinaisons secrètes, comme viennent d'en donner l'exemple les négociations capitalistes au sujet de la Sarre, de la Yougoslavie, etc...

Dans les Balkans et l'Europe centrale, c'est par millions que les hommes subissent les répressions en tant que minorités nationales. Il n'est pas un des pays créés à Versailles soi-disant au nom de la « libération nationale » qui ne soit lui-même l'image de l'ancienne Autriche-Hongrie, une prison de peuples. Car les nouvelles frontières de 1919 sont le fruit de marchandages capitalistes, dont les raisons d'être sont économiques, politiques ou militaires, mais n'ont jamais rien eu de commun avec l'intérêt des peuples, malgré la phraséologie hypocrite de la S.D.N.

Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, font vivre la moitié de leur territoire sous la terreur; les revendications prolétariennes, paysannes et ouvrières s'y combinent étroitement avec les revendications proprement nationales visant les langues, les coutumes. Partout la poigne policière des ces Etats essaye de réaliser artificiellement la centralisation du régime, condamnée par les contradictions même du capitalisme et l'impulsion révolutionnaire des masses. Un mois après que le roi « Unificateur » de Yougoslavie est tombé sous les balles d'un terroriste croate, son successeur fait appel aux chefs des partis petits bourgeois des minorités nationales pour constituer un ministère...

En Autriche, l'effroyable misère des masses a pris le chemin d'un mouvement exploité par Hitler en faveur de l'Anschluss. Le petit monstre économique autrichien devient en Europe un brandon de discorde. L'Allemagne fasciste négocie pour la Sarre, « renonce » à l'Alsace-Lorraine, intrigue avec la Pologne pour le couloir et... l'Ukraine.

En Espagne, le problème basque, catalan, se joignent automatiquement à celui de la révolution sociale.

Et chez nous continue à se poser le problème des populations alsaciennes-lorraines, dont les exigences croîtront avec la montée de la crise sociale française. *Et surtout les colonies! De l'Afrique à l'Asie...*

♣

Les tendances que Lénine analysait dans le mouvement ouvrier en 1916, se retrouvent aujourd'hui. Dans le mouvement néo-socialiste, Renaudel et les siens continuent la politique du social-chauvinisme. Dans le parti socialiste, les Frossard, les Weil et bien d'autres, nient d'une façon générale le problème national et colonial. On essaye toujours de masquer la réalité avec les phrases mensongères sur l'action pacificatrice de la S.D.N. Le Populaire *n'a-t-il pas été jusqu'à acclamer la « solution » donnée au plébiscite sarrois par le comité de Genève, solution dictée par De Wendel, Théodore Laurent et Roechling?*

*L'*Humanité *n'a du reste pas fait mieux. Dans les mots, les staliniste parlent encore du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », mais* dans la pratique, *ils sont partisans du « statu-quo européen », et luttent en sa faveur. Révolutionnaires en paroles, et chauvins en fait!*

On ne peut cependant admettre sur cette question cardinale la moindre équivoque. Avec la publication de l'article de Lénine, nous reprenons la question à sa source. Nous continuerons à l'examiner à la lumière des événements récents.

*Nous invitons nos camarades à consulter sur ce point le chapitre « La question nationale » dans le tome IV de l'*Histoire de la Révolution russe, *de L. Trotsky, ainsi que les* Thèses sur la question nationale *du IIe Congrès de l'I. C. (Dans le volume des Thèses des Quatre premiers Congrès de l'I. C.).*

La révolution socialiste et le droit d'auto-détermination des peuples

1. Impérialisme, socialisme et libération des nations opprimées

L'impérialisme est le stade le plus élevé du développement du capitalisme. Dans les pays les plus progressifs le capitalisme a dépassé dans son développement les frontières de l'Etat national : il a introduit des monopoles à la place de la concurrence et créé toutes les conditions objectives de la réalisation du socialisme. C'est pourquoi la lutte révolutionnaire du prolétariat par le renversement du régime capitaliste et par l'expropriation de la bourgeoisie est à l'ordre du jour de l'Europe occidentale et des Etats-Unis d'Amérique. L'impérialisme engendre cette lutte, car il aiguise d'une façon particulière les antagonismes de classe, et aggrave la situation des masses aussi bien du point de vue économique — trusts, enchérissement — que du point de vue politique : développement du militarisme, guerre, renforcement de la réaction, renforcement et extension de l'oppression nationale et de la rapine coloniale. Le socialisme victorieux doit réaliser la démocratie complète, par conséquent non seulement réaliser une pleine égalité des droits entre les nations, mais encore traduire dans les actes le droit d'auto-détermination des nations opprimées, c'est-à-dire reconnaître le droit à la liberté de séparation politique. Les partis socialistes qui ne sauront pas démontrer, par toute leur activité, aussi bien avant que pendant et après la révolution, qu'ils libéreront les nations opprimées et établiront leurs rapports avec celles-ci sur le terrain de l'union libre — mais une union semblable ne serait qu'une phrase mensongère sans la liberté de séparation, — ces partis auraient trahi le socialisme.

Naturellement, la démocratie est une forme d'Etat qui doit disparaître en même temps que l'Etat s'affaiblit, mais cela ne se réalisera complètement qu'avec le passage du socialisme victorieux et consolidé au communisme complet.

2. La révolution socialiste et la lutte pour la démocratie

La révolution socialiste n'est pas un acte simple, une bataille unique sur un seul front; c'est une époque entière d'âpres conflits de classe, une longue série de batailles sur tous les fronts, c'est-à-dire sur toutes les questions de l'économie comme de la politique, bataille qui ne peut prendre fin qu'avec l'expropriation de la bourgeoisie. Ce serait une grosse erreur de croire que la lutte pour la démocratie puisse éloigner le prolétariat de la révolution socialiste, ou même seulement faire passer cette révolution au second plan, la repousesr, etc... Au contraire, de même que le socialisme victorieux n'est pas possible s'il ne réalise pas la démocratie complète, de même le prolétariat qui ne mène pas une lutte conséquente et révolutionnaire pour la démocratie sur toutes les questions, ne peut se préparer à la victoire sur la bourgeoisie.

Il serait non moins faux d'abandonner un des points du programme démocratique, notamment celui du « droit d'auto-détermination des nations », et précisément sur la base de sa prétendue « non possibilité de réalisation », ou pour son caractère « illusoire » à l'époque impérialiste. L'affirmation que le droit de libre détermination des nations n'est pas réalisable dans le cadre du capitalisme peut être comprise ou dans un sens économique absolu, ou bien dans un sens politique relative.

Dans le premier cas cette affirmation est fondamentalement fausse du point de vue théorique. Car, de ce point de vue, la disparition de « la valeur-travail », ou des crises, est irréalisable dans le cadre du capitalisme. Mais il est faux que le droit d'auto-détermination des nations soit irréalisable *précisément de cette façon*. En second lieu un seul exemple suffirait, celui de la séparation de la Norvège d'avec la Suède en 1905, pour réfuter « l'impossibilité » de réalisation, en ce sens. En troisième lieu il serait ridicule de nier qu'en apportant une légère modification dans les rapports politiques et stratégiques réciproques, par exemple de l'Allemagne ou de l'Angleterre, la constitution de nouveaux Etats soit réalisable aujourd'hui ou demain : par exemple un Etat polonais, indien, ou autre. Quatrièmement : le capital financier dans sa course à l'expansion a corrompu et corrompra « librement » encore à l'avenir « le plus libre » gouvernement démocratique et républicain et les fonctionnaires élus d'un pays quelconque, même « indépendant ».

La domination du capital financier, comme celle du capital en général, ne peut être abattue par *aucun genre* de transformation sur le terrain de la démocratie politique. Et le droit d'auto-détermination des nations se place pleinement et exclusivement sur ce terrain. La domination du capital financier, cependant, ne supprime nullement l'importance de la démocratie politique comme forme plus libre, plus ouverte et plus claire de l'oppression de classe et des luttes de classes. C'est pourquoi tou-

tes les expressions sur « l'impossibilité de réaliser », dans le sens économique, l'une des revendications de la démocratie politique en régime capitaliste conduit à une définition théorique fausse des relations générales et fondamentales entre le capitalisme et la démocratie politique en général.

Dans le second cas, l'affirmation est incomplète et imprécise. En effet, non seulement le droit de libre détermination des nations, mais *toutes* les revendications fondamentales de la démocratie politique, ne sont « réalisables », dans la période de l'impérialisme, que d'une façon incomplète, estropiée, et comme de rares exceptions (par exemple la séparation de la Norvège d'avec la Suède en 1905). La revendication de la libération immédiate des colonies, qui est soutenue par tous les socialistes révolutionnaires, est cependant elle aussi « irréalisable » en régime capitaliste sans une série de révolutions. Mais il ne découle en aucune façon de là que la social-démocratie renonce à la lutte immédiate et résolue pour *toutes ses revendications*. Si nous agissions ainsi, c'est la bourgeoisie et la réaction qui en tireraient avantage. Tout au contraire, nous devons formuler ces revendications non à la manière réformiste, mais d'une façon hardiment révolutionnaire; il ne faut pas rester dans les limites de la légalité bourgeoise, mais il faut briser ces limites; on ne doit pas se contenter des interventions au Parlement et des protestations extérieures, mais nous devons entraîner les masses dans la lutte active. En élargissant et en stimulant la lutte pour chaque revendication démocratique, nous devons les conduire à l'attaque directe du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est-à-dire à la révolution socialiste, qui exproprie la bourgeoisie. La révolution socialiste peut surgir non seulement d'une grande grève ou d'une démonstration de rue, ou d'une révolte de la faim, d'une mutinerie militaire, ou d'une révolte dans les colonies, mais aussi d'une crise politique quelconque, comme l'affaire Dreyfus, ou l'incident de Saverne, ou bien en relation avec un referendum sur le problème de la séparation des nations opprimées, ou autre...

Le renforcement de l'oppression nationale dans la période de l'impérialisme pousse les socialistes non à la renonciation à la lutte « utopique », comme le clame la bourgeoisie, pour la liberté de séparation des nations, mais au contraire les oblige à une utilisation plus intense de tous les conflits qui surgissent sur ce terrain pour mener des actions de masses et lutter révolutionnairement contre la bourgeoisie.

3. L'importance du droit d'auto-détermination des nations et les relations de ce droit avec le principe fédératif

Le droit de libre détermination des nations signifie exclusivement le droit à l'indépendance au sens politique, à la liberté de la séparation politique d'avec la nation qui exerce l'oppression. Concrètement, cette revendication de la démocratie politique signifie la pleine liberté d'agitation en faveur de la séparation, et la solution du problème de la séparation à travers un référendum de la nation intéressée, c'est-à-dire de la nation opprimée. Elle n'équivaut donc pas à la revendication de la séparation, du partage, de la formation de petits Etats. Elle est seulement une expression conséquente de la lutte contre n'importe quelle sorte d'oppression nationale. Plus la structure démocratique de l'Etat est voisine de la liberté complète de séparation, plus s'affaiblit et se raréfie, dans la pratique, l'aspiration à la séparation, parce que les avantages qu'offre un grand Etat, du point de vue du progrès économique aussi bien que du point de vue de l'intérêt des masses, sont hors de doute, et augmentent avec le développement du capitalisme. La reconnaissance du droit d'auto-détermination ne signifie pas la même chose que la reconnaissance du principe fédératif. On peut être adversaire résolu de ce principe, un partisan du centralisme démocratique, mais préférer à l'inégalité des droits des nations la fédération comme seule voie pour atteindre un centralisme démocratique complet.

C'est en se plaçant à ce point de vue que le centraliste Marx préférait la fédération de l'Irlande et de l'Angleterre à l'oppression violente de l'Irlande par l'Angleterre.

Le but du socialisme n'est pas seulement la suppression des petits Etats et de toute division entre nations, pas seulement le rapprochement des nations, mais aussi leur fusion. Et précisément pour atteindre cet objectif nous devons, d'un côté expliquer aux masses le caractère réactionnaire des idées de Renner et de Bauer (soi-disant « autonomie de la culture nationale »), mais de l'autre nous devons revendiquer la libération des nations opprimées, non avec des phrases plates, avec des déclamations dépourvues de sens, sous forme du « renvoi » de la question au socialisme, mais comme un programme politique formulé d'une façon claire et précise, et cela en particulier en tenant compte de la lâcheté des nations qui exercent l'oppression. De même que l'humanité ne peut arriver à la suppression des classes qu'à travers la période transitoire de la dictature des classes opprimées, de même elle ne peut arriver à la fusion inévitable des nations qu'à travers la période transitoire de la libération complète, c'est-à-dire de la liberté de séparation de toutes les nations opprimées.

4. La position prolétarienne révolutionnaire, du problème du droit d'auto-détermination des nations

Non seulement la revendication du droit d'auto-détermination des nations, mais *tous* les points de vue de notre programme mini-

mum démocratique furent *aussi* posés par la petite bourgeoisie au 17e et 18e siècles. Et la petite bourgeoisie les pose encore *tous* maintenant d'une façon utopique. Elle ne tient pas compte de la lutte de classe et de son renforcement dans le régime démocratique. Elle croit au « capitalisme pacifique ». Du même genre est l'utopie, qui sert à tromper le peuple, de l'union pacifique des nations dotées de droits égaux, dans la période de l'impérialisme, utopie qui est répandue par les kautskystes.

Pour faire contrepoids à cette utopie opportuniste d'origine bourgeoisie, le programme de la social-démocratie doit faire apparaître comme le fait fondamental, essentiel et inévitable de la période de l'impérialisme la division des nations opprimées et nations qui exercent l'oppression.

Le prolétariat des nations qui exercent l'oppression ne peut pas se contenter de phrases générales, stéréotypées, que répète chaque pacifiste, contre les annexions et pour l'égalité des droits des nations en général. Le prolétariat ne peut pas passer sans rien dire sur la question, particulièrement « désagréable » pour la bourgeoisie impérialiste, des *frontières* de l'Etat, qui se fondent sur l'oppression nationale. Il ne peut pas s'abstenir dans la lutte contre le maintien par la violence des nations opprimées dans les limites de l'Etat, qui est en réalité la lutte pour le droit d'auto-détermination des nations. Le prolétariat doit revendiquer la liberté de séparation politique des colonies et des nations opprimées d'avec « sa » nation. Autrement l'internationalisme du prolétariat se réduit à des paroles vides, la confiance et la solidarité de classe entre les travailleurs des nations opprimées et des nations dominantes sont rendues impossibles, et l'on ne démasque pas l'hypocrisie du droit d'auto-détermination des représentants réformistes et kautskiens, qui font le silence sur les nations opprimées par leur « propre nation » et retenues de forces dans les frontières de « leur propre Etat ».

D'autre part les socialistes des nations opprimées doivent être les initiateurs en particulier, de l'unité complète, sans conditions, aussi organisative, des ouvriers de la nation opprimée avec ceux des nations dominantes, et doivent réaliser cette unité. Sans cela il est impossible de déterminer une politique indépendante du prolétariat, et sa solidarité de classe avec le prolétariat des autres pays, en tenant compte de toutes les ruses, de toutes les trahisons, de toutes les tromperies de la bourgeoisie. La bourgeoisie des nations opprimées se sert en fait continuellement de la revendication de la libération nationale pour tromper les ouvriers. Dans la politique intérieure elle se sert de cette revendication pour passer des accords avec la bourgeoisie de la nation dominante (ainsi, par exemple, les polonais en Autriche et en Russie se mettaient d'accord avec la réaction pour supprimer les juifs et les ukrainiens). Dans la politique extérieure elle s'efforce de se mettre d'accord avec un des gouvernements impérialistes qui lui font concurrence, pour atteindre ses propres buts de rapine (politique des petits Etats balkaniques, etc...).

Le fait que la lutte contre un gouvernement impérialiste pour la liberté nationale puisse, dans des circonstances déterminées, être exploitée par une autre « grande puissance » pour ses buts également impérialistes, ne peut contraindre la social-démocratie à renoncer à la reconnaissance du droit d'auto-détermination des nations, de même que les cas nombreux d'utilisation des revendications républicaines par la bourgeoisie pour aveugler politiquement les masses et mener à bien ses spoliations financières, par exemple, dans les pays latins, ne peuvent pousser la social-démocratie à renoncer à son propre républicanisme. (1)

5. Marxisme et proudhonisme dans la question nationale

En opposition avec les démocrates petits bourgeois, Marx voyait dans toutes les revendications démocratiques, sans exception, non quelque chose d'absolu, mais une expression historique de la lutte des masses populaires, dirigée par la bourgeoisie, contre le féodalisme. Il n'y a aucune revendication démocratique dont la bourgeoisie ne puisse se servir, ou ne se soit déjà servi, dans des circonstances déterminées, comme instrument de tromperie des ouvriers. C'est pourquoi il serait, théoriquement, profondément faux de considérer à part, de ce point de vue, une des revendications politiques de la démocratie, et précisément le droit d'auto-détermination des nations, en l'opposant aux autres revendications. Pratiquement, le prolétariat ne peut conserver son indépendance que s'il subordonne la lutte pour toutes les revendications démocratiques, y compris la république, à la lutte révolutionnaire pour le renversement de la bourgeoisie. D'autre part, contre les proudhoniens, qui niaient le problème national « au nom de la révolution sociale », Marx met au premier plan, en mettant essentiellement en avant les intérêts de la lutte de classe du prolétariat dans les pays avancés, le principe fondamental de l'internationalisme et du socialisme : un peuple qui opprime un autre peuple ne peut pas être libre.

En se plaçant au point de vue des intérêts du mouvement révolutionnaire des ouvriers allemands, Marx demandait en 1848 que la démocratie allemande victorieuse proclame et réalise la liberté des peuples opprimés par les allemands. En se plaçant au point de vue de

(1) Naturellement il est complètement ridicule de rejeter le droit d'auto-détermination sous le prétexte qu'il en dérive la reconnaissance de la « défense de la patrie ». C'est pour cette raison, c'est-à-dire le même tort, que les social-patriotes se réclament d'une revendication quelconque de la démocratie (par exemple, celle de la république), et dâune formulation quelconque de la lutte contre l'oppression nationale. Le marxisme repousse la défense de la patrie dans la guerre 1914-1916, sur la base d'une telle analyse, mais reconnaît la défense de la patrie en guerre, comme celle de la grande révolution française ou des garibaldiens.

la lutte révolutionnaire des ouvriers anglais, Marx revendiquait en 1869 la séparation de l'Irlande d'avec l'Angleterre, ajoutant : « Après que la séparation aura été accomplie une fédération pourra être réalisée ». En mettant en avant une telle revendication, Marx éduquait les ouvriers anglais dans un véritable esprit internationaliste. Ce n'est que de cette façon qu'il pouvait opposer aux opportunistes, et au réformisme bourgeois qui jusqu'à aujourd'hui, après avoir traversé un demi-siècle, n'a pas encore réalisé cette « réforme » irlandaise, une solution révolutionnaire au problème posé par l'histoire. C'est seulement de cette façon que Marx, contrairement aux défenseurs du capital qui considéraient comme utopique et irréalisable la liberté de séparation des petites nations, et indiquaient comme progressive non seulement la concentration économique, mais aussi la concentration politique, fut capable de représenter le caractère progressif de cette concentration d'une façon *non*-impérialiste. C'est seulement ainsi qu'il put défendre le rapprochement des nations non par la violence, mais par la voie de la libre union des prolétaires de tous les pays. C'est seulement ainsi qu'il fut possible à Marx d'opposer à la reconnaissance extérieure, souvent hypocrite, de l'égalité et du droit de libre disposition des nations, la lutte révolutionnaire des masses *aussi* sur le terrain de la défense nationale.

La guerre impérialiste des années 1914-1916 et les écuries d'Augias des opportunistes et kautskystes qu'elle a révélées, prouvent de la façon la plus évidente la justesse de cette politique de Marx. Cette politique doit servir de modèle pour tous les pays de civilisation avancée, car chacun de ces pays opprime actuellement des nations étrangères. (1)

6. Deux types d'Etat par rapport au droit d'auto-détermination des nations

De ce point de vue nous devons distinguer trois types d'Etats :

1. Les pays capitalistes de civilisation avancée, de l'Europe occidentale, et les Etats-Unis d'Amérique. Le mouvement national bourgeois progressif y est terminé depuis longtemps. Chacune des « grandes » puissances y opprime des nations étrangères, aussi bien dans les colonies que dans son propre pays. Les tâches du prolétariat des nations dominantes sont celles qu'il avait précisément en Angleterre, au 19e siècle, vis-à-vis de l'Irlande. (1)

2. Europe orientale : Autriche, Balkans, et en particulier Russie. Dans ces pays, le 20e siècle a développé d'une façon spéciale les mouvements nationaux démocratiques bourgeois et aiguisé la lutte nationale. Le prolétariat de ces pays ne peut accomplir les tâches de la réalisation conséquente de la révolution démocratique bourgeoise, et ne peut pas aider la révolution socialiste des autres pays, s'il ne défend pas le droit d'auto-détermination des nations. La tâche de fusionner la lutte de classe des nations opprimées et celle des nations dominantes lui est particulièrement difficile.

3. Les semi-colonies, comme la Chine, la Perse, la Turquie, et toutes les colonies, avec une population de près de 1 milliard d'hommes. Les mouvements démocratiques bourgeois sont d'une part à peine commencés, et d'autre part ne seront pas terminés avant longtemps. Les socialistes ne doivent pas seulement revendiquer la libération inconditionnée et immédiate des colonies, — cette revendication ne signifie pas autre chose, politiquement, que la reconnaissance du droit d'auto-détermination des nations, — mais doivent appuyer résolument les éléments révolutionnaires du mouvement national démocratique bourgeois pour la libération de ces pays, et aider leur révolte, et si c'est le cas, leur guerre révolutionnaire *contre* les Etats impérialistes qui les oppriment.

7. Le social-patriotisme et le droit d'auto-détermination

L'époque impérialiste et la guerre des années 1914 et 1915 ont donné un relief particulier aux tâches de la lutte contre le patriotisme et le nationalisme. En relation avec le problème du droit d'auto-détermination des nations deux tendences fondamentales existent chez les social-démocrates, c'est-à-dire les opportunistes et les kautskyens, qui cherchent à embellir la guerre impérialiste par l'idée de la « défense de la patrie ».

D'un côté nous voyons les serviteurs directs de la bourgeoisie, qui défendent les annexions parce que l'impérialisme et la concentration politique seraient des éléments

(1) On dit souvent, comme par exemple le patriote allemand Lenz dans le numéro 8-9 de *la Campagne*, que l'attitude négative de Marx envers le mouvement national de certains peuples, c'est-à-dire envers le mouvement des tchèques en 1848, prouve qu'il n'est pas nécessaire pour le marxisme de reconnaître le droit d'auto-détermination des nations. Mais cela est faux. Parce qu'en 1848 il y avait précisément des motifs politiques qui permettaient de distinguer entre les nations « réactionnaires » et les nations démocratiques révolutionnaires. Marx avait raison, lorsqu'il condamnait les premiers et soutenait les secondes. Le droit d'auto-détermination est une des revendications de la démocratie, qui est naturellement soumis au critère des intérêts *généraux* de la démocratie. Dans les années 1848 et suivantes, ces intérêts généraux exigeaient avant tout la lutte contre le tsarisme.

(1) Dans quelques petits Etats qui ne prennent pas part à la guerre 1914-1916, comme par exemple la Hollande, la Suisse, la bourgeoisie exploite énergiquement le mot d'ordre du droit d'auto-détermination des nations, pour justifier la participation à la guerre impérialiste actuelle. C'est l'un des motifs qui donnent à la social-démocratie de ces pays prétexte à repousser le droit d'auto-détermination des nations. La politique prolétarienne juste, c'est-à-dire le rejet de la « défense de la patrie » dans la guerre *impérialiste*, ils la justifient avec des arguments faux. Le résultat est dans la théorie une dénaturation du marxisme, et dans pratique une espèce de limitation des petits Etats, l'ignorance des populations de centaines de millions d'hommes, qui sont opprimés par les grandes nations. Le camarade Gorter a tort lorsque dans son brillant opuscule : « Impérialisme, guerre et social-démocratie », il repousse le principe du droit de libre détermination. Mais, pratiquement, il *applique* d'une façon tout à fait juste ce principe lorsqu'il revendique « l'indépendance politique *et nationale* » *immédiate* des Indes hollandaises, et démasque les opportunistes hollandais qui refusent de poser cette revendication et de lutter pour elle.

progressifs, et qui repoussent le droit d'autodétermination des nations, parce qu'il serait utopique, illusoire, petit bourgeois, etc... A cette catégorie appartiennent Cunow, Lentz, Parvus et les opportunistes extrêmes d'Allemagne, une partie des Fabiens, et des dirigeants des Trade-Unions en Angleterre, en Russie les opportunistes Siemkovski, Liebmann, Jurkevitch, etc... qui sont contre le droit d'autodétermination, et défendent par conséquent les anciennes annexions faites par le tsarisme (Finlande, etc...).

D'autre part nous voyons les kautskiens, dont font partie Vandervelde, Renaudel et de nombreux pacifistes en Angleterre et en France. Ils sont pour l'unité avec les premiers et en pratique ne se différencient pas d'eux, car ils ne défendent le droit d'auto-détermination des nations que d'une façon extérieure et hypocrite. Ils trouvent « qu'on demande trop » (Kautsky, *Neue Zeit*, 21 mai 1915) lorsqu'on demande la liberté de séparation politique; ils ne reconnaissent pas la nécessité de la tactique révolutionnaire des socialistes envers les nations dominantes, mais au contraire, ils esquivent leurs devoirs révolutionnaires, justifient leur opportunisme, facilitent leur tâche de tromper les peuples, évitent avec soin la question des *frontières* de l'Etat qui maintient par la force les nations opprimées sous sa propre domination, etc...

Les uns et les autres sont également opportunistes, et prostituent le marxisme, parce qu'ils ont perdu toute capacité de comprendre l'importance théorique et l'inévitabilité pratique de la tactique de Marx, éclairée par l'exemple de l'Irlande.

Pour ce qui concerne les annexions, le problème est devenu particulièrement actuel en rapport avec la guerre. Mais que signifie exactement annexion? Il est facile de se convaincre que toute protestation contre les annexions, ou bien signifie la reconnaissance du droit d'autodétermination des nations, ou bien n'est qu'une phrase pacifiste vide, qui défend le *statu quo*, et repousse toute violence, même si elle est de nature révolutionnaire. Les phrases de ce genre sont fondamentalement fausses, et ne peuvent pas être conciliées avec le marxisme.

8. Les taches concrètes du prolétariat dans le proche avenir

La révolution socialiste peut commencer dans un proche avenir. Dans ce cas la tâche immédiate du prolétariat sera : la lutte pour la conquête du pouvoir politique, l'expropriation des banques et l'instauration d'autres mesures dictatoriales. La bourgeoisie, — et en particulier les intellectuels du type fabien et des kautskiens, — s'efforceront, à ce moment, de démembrer et de freiner la révolution, en lui proposant des objectifs démocratiques limités. Puisque *toutes* les revendications purement démocratiques peuvent déjà au début de l'attaque des prolétaires contre les fondements du pouvoir bourgeois, être en un certain sens sur la voie de la révolution, la nécessité de proclamer et de réaliser la liberté de *tous* les peuples opprimés (c'est-à-dire le droit d'autodétermination), sera aussi actuel pendant la révolution socialiste qu'elle l'était pour la victoire de la révolution démocratique bourgeoise, par exemple en Allemagne en 1848 ou en Russie en 1905.

Cependant, il est possible que cinq, six ans ou plus encore, se passent avant que débute la révolution socialiste. Dans ce cas, une éducation révolutionnaire des masses sera nécessaire qui rende impossible aussi bien l'appartenance des social-patriotes et des opportunistes au parti de la classe ouvrière, que leur victoire — telle qu'elle eut lieu en 1914-1915.

Les socialistes devront déclarer aux masses que les socialistes d'Angleterre qui ne revendiquent pas le droit à la séparation des colonies et de l'Irlande, les socialistes allemands qui n'accordent pas la liberté de séparation des colonies, de l'Alsace-Lorraine, des polonais, des danois, qui ne mènent pas une propagande révolutionnaire immédiate et une action révolutionnaire de masses contre l'oppression nationale, qui n'utilisent pas des événements comme ceux de Saverne pour déployer la plus large propagande illégale de rues et des actions révolutionnaires de masses, les socialistes russe qui ne réclament pas la liberté de séparation de la Finlande, de la Pologne, de l'Ukraine, etc... de tels socialistes agissent comme des valets de la bourgeoisie impérialiste.

9. La position de la social-démocratie russe et polonaise de la IIe Internationale envers le droit de libre détermination des nations

Les différences d'opinion entre les social-démocrates révolutionnaires de Russie et de Pologne sur la question du droit de libre détermination des nations se présentèrent déjà au Congrès de 1908, au moment de l'approbation du programme du POSDR, qui, contre la protestation des délégués de la social-démocratie polonaise, approva le paragraphe 9 du programme, dans lequel est formulé le droit d'auto-détermination des nations. Ensuite les représentants de la social-démocratie polonaise ne demandèrent jamais plus à ce qu'on retire du programme le paragraphe 9, ou à ce qu'on le formule de quelqu'autre manière. En Russie, ou 57 % de la population totale (plus de 100 millions) appartiennent à des nations opprimées, ou ces nations habitent pricipalement les territoires-frontières de l'Etat, ou une partie des ces nations se trouve souvent à un niveau de culture plus élevé qu'en Grande Russie, ou les rapports politiques sont particulièrement barbares et rappelent très souvent le Moyen-Age (la révolution démocratique bourgeoise n'y est pas encore terminée) — en Russie la reconnaissance du droit à la liberté de séparation d'avec la Russie des nations opprimées par le tsarisme est une obligation

inconditionnelle de la social-démocratie, à cause de ses buts démocratiques et socialistes. Notre parti, qui fut constitué en 1912, approuva en 1913 une résolution dans laquelle le droit d'auto-détermination des nations est réaffirmé et expliqué dans le sens indiqué plus haut.

Le déchaînement du patriotisme des grands-russes dans les années 1914-1915 soit chez la bourgeoisie, soit chez les socialistes opportunistes (Roubanovitch, Plekhanov, *Nasché Diélo*, etc...) nous oblige à insister plus encore sur cette revendication, et à déclarer en même temps que ceux qui repoussent cette revendication soutiennent pratiquement le patriotisme des Grands Russes et du tsarisme. Notre parti déclare qu'ils repousse *de la façon la plus résolue*, toute responsabilité pour une telle opposition au droit d'auto-détermination.

Dans la plus récente formulation de la position de la socialdémocratie polonaise sur la question nationale (déclaration à la Conférence de Zimmerwald) on trouve les opinions suivantes.

La déclaration stigmatise le gouvernement allemand et les autres gouvernements parce que « les territoires polonais » sont considérés comme un gage pour le futur jeu de compensation « sans concéder au peuple polonais le droit de décider de son histoire ». La social-démocratie polonaise élève la protestation la plus ferme et la plus solennelle « *contre cette rupture et ce démembrement d'un pays entier* ». Elle stigmatise les socialistes qui « *confient aux Hohenzollern la libération des peuples opprimés* ». *Elle exprime la conviction* que seule la participation à la lutte imminente du prolétariat international pour le socialisme « *brisera les chaines de l'oppression nationale et supprimera toute domination étrangère*, garantira *au peuple polonais* la possibilité d'un développement libre, complet, comme membre à droits égaux de l'Internationale des peuples ». Elle reconnait que la guerre « *pour les polonais* » est « *doublement* fratricide ». (Bulletin de la Commission socialiste internationale, N° 2, 27 septembre 1915. Berne, page 15).

Les affirmations que nous avons soulignées ne se différencient pas en substance de la reconnaissance du droit de libre détermination des nations. Si l'on veut formuler ce droit avec d'autres expressions, nous ne nous disputerons pas sur les mots. Ces affirmations souffrent seulement d'une certaine indétermination des formules politiques, plus grande que celle de la majorité des programmes des résolutions de la 2e Internationale.

Toute tentative de formuler clairement ces idées et de déterminer leur application dans l'ordre capitaliste, ou encore seulement dans l'ordre socialiste, montrera plus clairement encore l'erreur que commet la social-démocratie polonaise en repoussant le droit d'auto-détermination des nations.

La résolution de la conférence socialiste internationale de Londres en 1896, qui reconnait le droit d'auto-détermination des nations, doit être complétée sur la base des thèses exposées ci-dessus, avec l'indication : 1°) de l'actualité particulière de cette revendication sous la domination de l'impérialisme; 2°) du fait que toutes les revendications de la démocratie politique, y compris celle dont nous nous occupons, sont historiquement conditionnées et ont un caractère de classe; 3°) de la nécessité de distinguer les tâches de la social-démocratie des nations dominantes de celles des nations opprimées; 4°) de la reconnaissance inconséquente, purement extérieure, et par conséquent politiquement hypocrite, du droit d'auto-décision, de la part des opportunistes et des kautskyiens; 5°) de la similitude avec les patriotes de ces socialistes, en particulier ceux des « grandes puissances » (Grand-Russes, anglo-américains, allemands, français, italiens, japonais, etc...) qui ne soutiennent pas la liberté de séparation des colonies et des peuples opprimés par « leurs » nations; 7°) de la nécessité de subordonner la lutte pour cette revendication fondamentale de la démocratie politique, comme les autres, à la lutte révolutionnaire pour le renversement du régime capitaliste et pour la réalisation du socialisme.

La lutte de la social-démocratie des petites nations, en particulier de la social-démocratie polonaise, contre les revendications nationalistes avec lesquelles la bourgeoisie aveugle les peuples, a poussé cette social-démocratie à repousser le droit d'auto-détermination des nations.

Transporter ce point de vue à toute l'Internationale serait théoriquement faux; il signifierait remplacer le marxisme par le proudhonisme et appuyer inconsciemment l'opportunisme et le patriotisme le plus dangereux des nations constituées en grands Etats.

LA RÉDACTION
DU « SOCIAL-DÉMOCRATE »
ORGANE CENTRAL
DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE
OUVRIER RUSSE.

POST-SCRIPTUM. — Dans le numéro de la *Neue Zeit* qui vient de sortir, le 3 mars 1916, Kautsky tend la main, pour une réconciliation chrétienne, au représentant du plus sordide patriotisme allemand, Austerlitz; il repousse la liberté de séparation des nations opprimées par l'Autriche des Habsbourgs, mais la reconnait à l'inverse aux polonais *russes*, rendant ainsi un service de laquais à Hindenbourg et à Guillaume II. On ne peut pas souhaiter une meilleure façon pour le kautskysme de se démasquer lui-même.

BELGIQUE

De Vandervelde à Spaak

Le mouvement ouvrier belge traverse une crise très profonde qui le situe avec le mouvement ouvrier français, mais pour d'autres raisons, au centre du regroupement du mouvement international.

Caractère et structure du P. O. B.

Pour comprendre la profonde différenciation qui se produit au sein du P. O. B. et la cristallisation révolutionnaire qui se crée autour du groupe d'*Action socialiste* et du mouvement des Jeunes Gardes Socialistes, un coup d'œil sur le développement du mouvement ouvrier belge depuis la guerre est nécessaire.

Le mouvement vers l'organisation que l'on peut constater dans tous les pays d'Europe dans l'immédiat après-guerre prend en Belgique des proportions inconnues dans les autres pays. De 150.000 membres en 1914, le P. O. B. se trouve en 1919-20 fort de 600.000 membres. Mais si, chez les alliés la « victoire » devait être un frein puissant à la montée révolutionnaire, ce facteur fut en Belgique encore plus grand qu'en France. L'occupation presque complète du territoire belge par les troupes allemandes pendant la guerre, pesa énormement sur le prolétariat de ce pays, et leur retrait fut accueilli avec enthousiasme. C'est ainsi que Vandervelde et les autres dirigeants du P. O. B. maintinrent sur les masses belges une emprise quasi-totale.

La création du Parti Communiste n'entraina hors du P. O. B. qu'un noyau de jeunes et une aile gauche très réduite autour de Jaquemotte, qui fusionna avec le groupe de Van Overstraeten.

De plus il est nécessaire de dire quelques mots sur la structure du P. O. B. Le parti est constitué sur la base politique, syndicale, coopérative et mutualiste. C'est ainsi par exemple que la Commission syndicale (C. S.) est considérée comme une *commission de travail du P. O. B.* En fait, les organisations politiques du P. O. B. sont relativement faibles et n'ont pas d'influence en tant que telles. En effet si là-bas, la fausse théorie de l'indépendance politique du syndicalisme n'a pas fait, comme en France, ses ravages, la solution qui a été donnée au problème des relations entre les syndicats et le parti n'en est pas moins fausse car le parti a un rôle différent de celui des syndicats à jouer. Et la liaison organique qui existe entre eux en Belgique l'empêchent de jouer ce rôle. Le problème est le même d'ailleurs au point de vue coopératif et mutualiste.

A l'origine, le P. O. B. fut un mouvement politique et la création des autres formes d'organisations ouvrières a été le fruit des efforts de militants nommés par le parti. C'est ce qui explique la structure à base pluri latérale du P. O. B. La commission syndicale eut la haute main sur l'ensemble du parti.

Un tel parti dans la période de montée du capitalisme, devait se développer et subsister sans crises ni heurts intérieurs. De temps à autre, se levait une opposition révolutionnaire, mais c'était pour rapidement capituler et en jouant le rôle de soupape de sûreté consolider encore la bureaucratie.

Les grèves du Borinage

En juillet 1932, il y eut dans le bassin minier du Borinage une violente grève spontanée, déclenchée sans les syndicats, pour résister à une attaque contre les salaires. Il se livrait là un combat de classe important, car l'offensive patronale dans le Borinage faisait partie d'un plan général de la bourgeoisie contre les salaires. La combativité ouvrière était admirable. Les bureaucrates légalisèrent la situation de fait et lancèrent l'ordre de grève. Le gouvernement envoya dans le bassin des troupes pour réduire les grévistes. De sanglantes escarmouches eurent lieu. La grève générale fut proclamée dans la région mais les bureaucrates la sabotèrent et traitèrent directement avec le patronat sans consulter les ouvriers.

Cette trahison eut une répercussion très grande dans l'ensemble du parti. On peut même dire qu'elle ouvre une phase nouvelle dans la vie du P. O. B., puisque quelques semaines après était édité le premier numéro de l'*Action socialiste*, le journal de la gauche.

La crise politique

De plus, le P. O. B. sentait son influence dans les masses diminuer. Cela fut particulièrement net aux élections de 1932 qui portèrent au pouvoir les catholiques. Ce fut la période des *pleins pouvoirs*. La chute du ministère amène son remplacement par un autre, identique. Ministères à politique anti-ouvrière qui combinent les décrets-lois avec l'élévation des tarifs douaniers. En un mot, la situation politique se tendait et se développait parallèlement à la situation française, vers le bonapartisme.

Les masses ouvrières étaient plongées dans une misère chaque jour plus grande, le chômage était croissant. Et les bureaucrates commençaient à comprendre que dorénavant les problèmes ne se résoudraient plus aussi facilement qu'autrefois. C'est alors qu'apparaît la politique du Plan.

Les mobiles de la bureaucratie dans la politique du plan

La politique du Plan avait pour les bureaucrates deux objectifs fondamentaux. Enrayer le développement de la situation politique, qui leur ouvrait la douce perspective non plus de la faillite politique, de cela ils ont pris l'habitude de s'accommoder, mais ce qui est plus grave, celle de la disparition totale soit du fait du triomphe du fascisme soit du fait de la victoire prolétarienne. Pour enrayer ce développement il fallait résorber la crise et de Man appela « socialiste » une politique de militarisation économique de la nation. Politique qui s'inscrit totalement dans l'évolution économique du capitalisme moderne comme le montre l'expérience Roosevelt à laquelle de Man se réfère très souvent. Cette politique permettrait d'entraîner avec le P. O. B. le prolétariat belge. Par ailleurs, réalisant, croyait-on, les objectifs de classe de la petite bourgeoisie, elle opérerait ainsi un large front démocratique et anti-capitaliste. La prise du pouvoir sur cette base, la crise résorbée, la route serait barrée au fascisme et au bolchevisme.

Nous analyserons plus loin les questions politiques posées par le plan. Bornons-nous pour l'instant à « l'exposé des motifs », pour employer un langage parlementaire de circonstance.

Disons cependant pour clarifier l'exposé qu'au nom de cette *haute stratégie* on s'interdit toute revendication immédiate; par ailleurs, comme le plan est une forme d'organisation politique, économique et sociale, sur le terrain belge, il faut absolument défendre les cadres du plan, c'est-à-dire la « *nation* ». Ces deux points : négation des luttes revendicatives immédiates, et défense de la nation, permettent de comprendre le second objectif fondamental des bureaucrates : la lutte ou plutôt, la neutralisation de la *gauche* activiste et aux tendances internationalistes qui devenait menaçante.

L'Action socialiste

Le premier objectif de la bureaucratie pose une question politique grave, nous y reviendrons; quant au second objectif : museler la gauche, les bonzes échouèrent dans une large mesure.

Le mouvement de gauche est formé d'une part par un groupe de militants adultes autour du député Spaak qui édite le journal hebdomadaire l'*Action socialiste* dont le tirage et la diffusion ne font qu'augmenter, et, d'autre part, par le noyau du mouvement des Jeunesses, les J. G. S.

L'*Action socialiste* naquit il y a maintenant deux ans, quelques semaines après les grèves du Borinage. A l'origine ce journal traduisait un mouvement extrêmement confus en réaction contre la politique générale du P. O. B. Sous la pression de la situation politique intérieure à la Belgique, et des événements extérieurs, en premier lieu de la défaite allemande et par la suite, de la situation française, l'*Action* fut amenée à préciser ses positions. Un exemple tout à fait typique : alors qu'au début, les « intellectuels » qui formaient le noyau de l'*Action* n'osaient parler des questions syndicales, devant le développement de l'attaque patronale contre les salaires, au moment de la grève du textile verviétois, l'*Action* reprit le mot d'ordre de grève générale lancé par le groupe trotskyste belge pour enrayer cette offensive et aida beaucoup à la propagation de cette idée. Autres exemples : l'*Action socialiste* prit nettement position en faveur des insurrections d'Autriche et d'Espagne et expliqua leur échec non pas du fait de l'erreur en soi que représente l'action violente et armée, mais du fait de la mauvaise politique antérieure de capitulation, de moindre mal et de reculs constants.

L'*Action* traduit ainsi des grandes expériences internationales de ces derniers mois l'essentiel des leçons pour une politique révolutionnaire. Elle défend le front unique d'organisations entre l'immense P.O.B. et le squelettique P. C. Et Spaak explique tout à fait judicieusement dans un des derniers numéros de l'*Action* : « *Je sais fort bien que la question du front unique n'est pas seulement une question d'effectifs, que c'est avant tout une question de dynamisme, de confiance, d'espérance.*

« *Mais je sais aussi avec une conviction plus forte qu'il ne suffit pas pour triompher aujourd'hui de se mettre d'accord sur des mots d'ordre de négation ou de défense. Il faut absolument élaborer un programme politique* ». Mais son opposition à la Deuxième Internationale pousse-t-elle l'*Action* vers le stalinisme? Pas le moins du monde. L'*Action* a montré la liaison étroite entre la politique intérieure et internationale de l'URSS et de l'I. C. Les staliniste belges le savent bien et il n'est pas rare de lire dans le *Drapeau Rouge* (organe du P. C. B.) des appréciations de ce genre : « *La gauche du P. O. B. est le principal ennemi, c'est une répétition des « tendances gauches » qui permettent aux bonzes d'endiguer le mécontentement prolétarien et rien de plus* ».

Cependant une question se pose : dans quelle mesure et de quelle manière la gauche entend-elle lutter contre les bonzes? Se borne-t-elle à une lutte idéologique? Ce fut le cas dans une première période, la gauche s'interdisant une action autonome. L'*Action* se contentait par exemple de dire : « *Nous sommes de tout cœur avec les grévistes* » au cours de la grève de Jemmapes. Cela était évidemment insuffisant. Mais en réalité elle pouvait difficilement faire plus, car si l'*Action* avait une influence diffuse considérable, elle ne s'appuyait pas sur une organisation, ou tout au moins un embryon d'organisation. La seule concrétisation d'organisation de cette influence était le réseau de vendeurs de l'*Action*. Les camarades comprirent cette carence et ils commencèrent par monter une organisation dont le seul but était l'organisation de la défense ouvrière. Ce fut l'*Union socialiste antifasciste* (U.S.A.F.). (Il faut croire qu'ils se trouvèrent bien inspirés, car, après l'interdiction par le gouvernement des milices en général, la milice de défense ouvrière du P. O. B. fut dissoute par les bonzes, mais l'USAF subsista). Et maintenant les militants de l'*Action* interviennent directement dans les grèves. Indiquons le bon travail fait par l'U.S.A.F. au cours de la grève des taxis. Dans un des derniers numéros de l'*Action* on lit sous la plume de Spaak à propos de la réalisation du front unique : « *N'y a-t-il rien à faire? Certes non. Il existe déjà aujourd'hui de nombreuses possibilités d'action à la base.*

Les chômeurs, les J. G. S., certaines Fédérations

même ne sont pas du tout hostiles à cette tactique. Il faut s'en servir. »

On voit donc que la gauche interviendra dorénavant dans la lutte de classe autrement que par des conseils ou de simples prises de position. Et cela est progressif.

Les J. G. S.

Les J. G. S. se sont trouvées avoir une montée numérique débordante. De 6.000 en 1931 elle sont passées à 13.900 en 1932 et à 25.000 en 1933. Formées à l'origine par le noyau restant de la scission pour la Troisième Internationale, les J. G. S. végétèrent comme organisation ne s'occupant strictement que sports, des loisirs et de l'éducation de la Jeunesse. En 1926-27 elles devinrent autonomes, ce qui permit le passage à la direction de militants de gauche. Les J. G. S. eurent une évolution politique parallèle à celle de l'*Action* (à laquelle collaborent d'ailleurs les principaux dirigeants des J. G. S.). Il suffit de dire qu'au congrès de Frameries (décembre 1933) les J. G. S. décidèrent d'entreprendre un travail de désagrégation de l'armée bourgeoise, prirent sur la question de la guerre les positions internationalistes du défaitisme révolutionnaire.

Mais ces décisions ne restèrent pas lettre morte et le travail anti-militariste commença immédiatement et fut bien mené, car depuis quelque temps l'Etat-Major a mis à l'ordre du jour la création de corps spéciaux, triés sur le volet. C'est là évidemment le meilleur critère pour nous de juger la confiance de l'Etat-Major dans son armée.

D'autre part, les militants qui ont pu assister aux fêtes de Liége d'août 1934, ont été frappés par la cohésion, la vigueur et l'enthousiasme de ce mouvement. Cependant, au congrès de Namur, *Godefroid*, secrétaire national des J. G. S., montra la carence des militants au point de vue de l'éducation révolutionnaire. De mesures ont été prises pour y remédier. Ce manque d'éducation provient essentiellement de la carence d'un parti révolutionnaire adulte, carence qui fait de l'organisation de la jeunesse une organisation qui doit élaborer par elle-même une politique, et la porte souvent dans la période présente à prendre des responsabilités de parti.

Les J. G. S. se sont trouvées être la forme organisationnelle la plus précieuse dans la lutte systématique contre les bonzes et ont ainsi concrétisé aux yeux mêmes de larges masses d'ouvriers adultes l'organisation qui mène la politique de l'*Action socialiste*. En effet, du point de vue adulte, se développe depuis quelques mois un mouvement qui s'intitule *Amis des J. G. S.* et qui est formé par des éléments qui ont été amenés à quitter l'organisation pour limite d'âge (notons que la limite d'âge dans les J. G. S. est de 35 ans). Ce mouvement suit la discipline des J. G. S. et lui est lié organiquement. Nous ne possédons pas de chiffres mais il semble que son développement soit rapide.

D'autre part, les J. G. S. sont avant tout J. G. S. et comprennent qu'ils ont en tant que tel, un rôle à jouer. Et un vaste travail de pénétration est engagé par eux dans les syndicats et les coopératives (l'importance de ces dernières en Belgique est capitale, car, les Maisons du Peuple qui sont fort nombreuses, leur sont soumises et sont gérées par des comités coopérateurs locaux). On peut lire dans la résolution adoptée au congrès de Namur (11 novembre 1934) :

« *Dans cet esprit la F. N. J. G. S. précisant ses objectifs immédiats, décide :*

4) *De participer à l'action syndicale dans un esprit J. G. S.* »

Ainsi donc on voit que les J. G. S. ont entamé un travail destiné à influencer directement le mouvement syndical. L'action concertée et cohérente de la J. G. S. et de sa filiale adulte donnera, nous n'en doutons pas, du fil à retordre aux bureaucrates.

Pour montrer combien l'influence néfaste du stalinisme est inexistante dans les J. G. S., rappelons les quelques faits suivants : En commun avec les J. C. et les Jeunes Trotskystes, les J. G. S. signèrent, le 8 août 1934, un pacte d'unité d'action. Les J. G. S. exigèrent, malgré la résistance des J. C., qu'il fut inscrit dans le pacte un pasage sur la défense de *Trotsky*. Les J. C. cédèrent. Mais l'I. C. ne pouvait admettre cela. Elle fit « donner » les bureaucrates français pour entamer l'action de dénonciation du pacte. L'*Humanité* publia sous la signature de *Duclos* fin août un article, type de la mauvaise foi et des méthodes d'affirmations mensongères du stalinisme. Les J. C. proposèrent la modification du pacte et l'écart des Jeunes Trotskystes. Les J. G. S. répondirent comme suit dans un congrès extraordinaire réuni le 14 octobre 1934 à Bruxelles :

Le Congrès des J. G. S., réuni à la Maison du Peuple de Bruxelles, le 14 octobre 1934,

renouvelle l'affirmation de son attachement au P. O. B.,

approuve l'initiative du Comité National en ce qui concerne le pacte d'action commune entre les J. G. S., J. C. et J. T.

Toutefois, en présence des manquements signalés au Congrès à charge des cosignataires staliniens,

estime que l'expérience n'est pas suffisamment concluante,

décide qu'elle sera poursuivie sur les bases intégrales et exclusives du dit pacte.

Le congrès de Noel 1933

Après ces quelques appréciations sur la gauche et les J. G. S. revenons au P. O. B. lui-même. Devant les attaques et l'offensive de la gauche, la bureaucratie commença à perdre sa cohésion et le mécanisme interne et traditionnel de dictature de la Commission syndicale dut être remplacé par un jeu de balance et d'équilibre semblable à celui que nous connaissons dans le parti S. F. I. O. Les centristes à la Vandervelde s'appuyant sur de Man, le protagoniste du Plan, jouèrent ce jeu. Et c'est ainsi que le Plan « conquit » (?) le parti. Les gauches y virent une base d'action critiquable, mais préférable au néant (nous y reviendrons d'ailleurs). La Commission syndicale fut contrainte d'accepter, malgré elle, pour ne pas se couper et se discréditer dans le parti. L'aile politicienne du « centre » voyait dans le plan le moyen d'assurer l'unité qui permettrait à la première occasion de briser les reins à la gauche pour instaurer à nouveau la dictature de la C. S.

C'est ainsi que l'on arriva au congrès de Noël du P. O. B. Au milieu des contradictions les plus pro-

fondes on devait réaliser l'unité. Tour de force bureaucratique qui prépare des explosions combien plus violentes.

Le congrès vota par 563.451 contre 8.500 abstentions la motion suivante. La gauche vota avec réserve.

Considérant que, en raison de la crise économique qui persiste, la lutte du mouvement ouvrier pour développer les réformes et les libertés conquises précédemment, et même pour maintenir un niveau de vie supportable, ne peut aboutir qu'en poursuivant une transformation profonde de la structure économique du pays;

Considérant que cette transformation, pour être efficace, doit permettre la résorption du chômage, en orientant la production et la circulation des biens vers un accroissement de la puissance d'achat de la population correspondant au développement de la capacité de production;

Considérant que le principal obstacle *à cette orientation est le* monopole privé du crédit, *qui subordonne l'activité économique à la recherche du profit particulier, au lieu de poursuivre la satisfaction de la collectivité;*

Considérant qu'en outre la dépendance à laquelle cette puissance monopoliste réduit l'Etat paralyse tout effort pour transformer la démocratie politique en une véritable démocratie sociale et économique;

Décide d'assigner comme but à l'action du P.O.B. la réalisation d'un plan de transformation économique basé sur la nationalisation du crédit, moyen principal d'une économie dirigée vers le développement du pouvoir d'achat des masses de la population, de façon à assurer à tous un travail utile et rémunérateur et à augmenter le bien-être général;

Fait siennes les directives de ce plan, telles qu'elles sont fixées dans le document ci-annexé, intitulé Plan du Travail.

Le Congrès charge le Bureau d'Etudes Sociales de poursuivre l'élaboration détaillée de toutes les mesures que comporte sa réalisation, de concert avec les organismes directeurs du P. O. B., de la Commission Syndicale, de l'Office Coopératif et de l'Union Mutualiste;

Fait appel non seulement à la classe ouvrière, mais à toutes les classes de la population qui souffrent de la détresse économique actuelle, et à tous les hommes de bonne volonté, sans distinction de parti ou de croyance, pour une action commune dans ce sens;

Décide que le P. O. B. entame, dès à présent, la lutte pour la conquête du pouvoir, par tous les moyens constitutionnels, en vue de la réalisation de ce plan;

Et déclare qu'il ne prendra en considération aucune participation à un gouvernement *qui n'adhérerait pas au* Plan du Travail *comme programme d'exécution immédiate, mais qu'il est prêt à accepter, pour la conquête et l'exercice du pouvoir, l'appui de tous les groupements qui s'y rallieront.*

Le plan

Les problèmes politiques posés par les théories planistes demanderaient de longs développements. Ce que nous avons appelé plus haut « *l'exposé des motifs* » éclaire le problème. Pour ce qui est du premier objectif du plan, à savoir, créer une solide démocratie qui écartera aussi bien la réaction fasciste que la révolution prolétarienne, de Man cherche chez Bernstein une justification politique et théorique. Il reprend la distinction entre classes moyennes *anciennes* et classes moyennes *nouvelles*. Les premières étant le produit de périodes historiques passées (paysannerie, artisanat, etc...), et les secondes le produit du développement capitaliste dans ce qu'il appelle la phase « automatiste ». Après avoir remarqué l'importance croissante de ces dernières il croit devoir conclure que la recherche d'objectifs communs à ces classes moyennes nouvelles et au prolétariat doit être notre principe stratégique fondamental; le plan est le produit de cette mixture.

Quand bien même les prémisses objectives seraient justes, à savoir la croissance des classes moyennes nouvelles (disons en passant que cette classification nous rappelle beaucoup plus la méthode de classification des anciens qui classaient les crustacés dans les poissons parce qu'ils vivaient dans l'eau que la méthode dialectique marxiste), cela ne changerait en rien le mécanisme fondamental de la lutte de classes qui dicte que dans la société bourgeoise il y a deux classes fondamentales : le prolétariat et la bourgeoisie, qui sont seules à avoir des objectifs historiques propres, et qui par conséquent sont seules sujettes à une politique autonome de classe. On constate chez de Man la négation complète de cette loi lorsqu'il parle aussi du *cinquième état*, qu'est le chômage. Pour lui une société de classes ne signifie pas une société où se combattent des antagonismes irréductibles, mais une classification hiérarchique et, dans la mesure où ces différentes catégories peuvent s'additionner sur le même objectif, le problème des classes est résolu. En un mot, le planisme de *de Man* fait de la dialectique une formule arithmétique. Cela procède probablement de la déformation bien connue des réformistes dont la seule passion s'allume quand il s'agit d'additionner les bulletins de vote.

Pour ce qui est des « mesures » économiques adoptées, elles ne tendent à rien moins qu'à la réalisation d'un secteur socialisé. Car une telle réalisation pose une question de classe, qui est escamotée chez de Man, les assimilations avec la Russie soviétique sont des constructions de l'esprit qui ne s'appuient en rien sur la réalité vivante.

On comprend dans ces conditions le contenu de l'unanimité du congrès de Noël. Alors que la bureaucratie répète que le plan sera porté au pouvoir par *tous les moyens... constitutionnels*, la gauche, après une première période de confusion idéologique, supprime ce dernier mot et entend faire du *Plan* un programme d'action sur une base révolutionnaire. Certes, la confusion est encore extrême. Cette gauche doit se tourner vers les leçons des révolutions prolétariennes de l'après-guerre, les expériences russe, allemande, autrichienne et hongroise. Elle doit assimiler l'expérience des soviets comme organismes du pouvoir prolétarien se formant au sein même de la société bourgeoise. Dans tout cela la connaissance du problème de l'*Etat* est capitale, car de ce problème découle la compréhension du mécanisme révolutionnaire au travers d'une phase de *dualité des pouvoirs*.

On voit les contradictions naissantes qui existent dans le *Front du Plan*, entre réformistes et révolutionnaires. Ces contradictions s'affirment depuis plusieurs mois déjà, et elles amèneront dans les mois qui viennent des explosions violentes.

L'affaire de la Banque Belge du Travail

La coopération procura au prolétariat belge de grosses ressources non seulement sur le terrain strictement économique, mais aussi sur le terrain politique, car c'est de là que le P. O. B. tira le plus clair de ses ressources qui ont été considérables. Nous avons cité l'exemple de la *Coopérative de tissage de Gand* qui fut transformée en 1912 en société anonyme. Ce cas n'est pas isolé, mais au contraire multiplié. Il fallait régir ces affaires de type spécifiquement capitaliste par des méthodes capitalistes et l'on créa au-dessus de l'organisme de la gestion coopérative un organisme bancaire : la Banque Belge du Travail. Les bavards sans perspectives qui étaient à la direction appelaient cela l'*intégration* dans le capitalisme. Ces affaires allèrent leur train et prospéraient même considérablement, la méthode semblait idéale durant le capitalisme de prospérité, mais avec la crise les choses allèrent moins bien. Le tissage de Gand périclita et avec lui la construction dont il était la clef de voûte. C'est là la cause fondamentale de la faillite de la B. B. T. On expliquera, que le grand coupable est le *capital financier* qui voulut ainsi, en abattant la B. B. T., frapper le P. O. B., et l'on aura raison, mais en partie seulement. A la base de cette faillite il y a des méthodes de gestion coopératives fausses. L'exemple de la Banque des coopératives en France qui a été presque simultané à celui de la B.B.T. gérée sur les mêmes bases, en est une nouvelle preuve.

On imagine, l'indignation, sans parler de l'accroissement de misère, que cela amena dans les couches profondes des affiliés au P. O. B. C'était pour les ouvriers une coûteuse mais riche expérience, et pour les bureaucrates le sentiment qu'avec les œuvres économiques c'était leur système d'emprise lui-même qui sombrait. L'*Action socialiste*, dès la première heure, avait dénoncé le mal et préconisait la « désintégration » du capitalisme. Les bureaucrates cherchèrent à tergiverser et à escamoter l'affaire, mais vraiment le morceau était trop gros. On alla trouver le gouvernement, celui-ci promit son appui à un certain nombre de conditions, entre autres et la plus importante, museler la gauche, interdire l'*Action socialiste*, et en exclure les militants principaux. Ce fut là l'origine de l'offensive bureaucratique qui se développa aux environs de mars-avril 1934 et qui se termina par un blâme infligé par le Conseil Général du P. O. B. le 16 mai.

Verviers

En octobre 1933 se terminait une première grève qui avait entraîné 5.000 travailleurs du Peigné Verviétois. De part et d'autre on ne se considérait pas comme battu; cela n'avait été qu'une escarmouche, si l'on peut dire. Le véritable combat commença le 26 février. A cette date en effet 16.000 travailleurs se mettaient en grève contre les prétentions que le patronat avait concrétisé en 22 conditions. Sur Verviers étaient concentrés non seulement les efforts du patronat textile mais de l'ensemble du patronat belge. Car Verviers était la forteresse du syndicalisme belge. Sa chute serait un coup direct à l'organisation et diminuerait la combativité ouvrière. Les problèmes qui se posaient pour les ouvriers étaient de deux ordres. Remédier à la scission syndicale, étendre la grève. Au lieu de cela les bonzes, aidés par les staliniens, profitèrent de la scission syndicale comme d'une base de manœuvre. En fait d'extension, notons ce fait. A l'usine Raemakers, malgré la volonté ouvrière les dirigeants syndicaux s'opposèrent à la grève parce que là le patronat n'affichait pas les mêmes prétentions que le reste du patronat. Devant la résistance farouche des grévistes, au commencement de juillet, les bureaucrates décidèrent la réunion d'une commission composée d'un délégué du gouvernement, d'un délégué patronal et d'un délégué ouvrier (?) qui enquêterait officiellement. Un référendum eut lieu sur les conclusions de cette commission qui acceptait 90 % des exigences patronales. Préalablement à ce référendum les bonzes firent savoir que quel qu'en serait le résultat les allocations (40 frs par semaine) seraient réduites. Malgré ces manœuvres, malgré la pression des dirigeants le référendum donna : pour l'acceptation des conclusions de la commission : 4.971; contre : 6.190; blancs : 303; nuls : 184.

Malgré cela, le 30 juillet l'ordre de rentrer fut donné par le conseil général. Ce fut la débandade. Les ouvriers rentraient tête basse et vaincus. Les conséquences de cette trahison ne tardèrent pas à se faire jour. Les chefs démocrates-chrétiens en profitèrent pour manœuvrer en vue de détruire l'organisation syndicale. Nombre d'ouvriers quittèrent l'organisation. Le patronat frappa sans aucune résistance, renvoyant les ouvriers les plus conscients, en un mot, le patronat sut tirer toutes les conséquences de sa victoire au détriment des courageux textiles.

L'*Action socialiste* ne pouvait laisser passer une telle trahison sans la dénoncer avec vigueur. Dans le numéro du 4 août on peut lire :

« *Et comment la colère ne s'emparait-elle pas de nous quand nous voyons ces hommes et ces femmes qui ne demanderaient pas mieux de continuer la grève (et les dirigeants l'ont si bien vu, qu'ils ne les ont pas consultés), qui sont obligés d'abandonner la lutte parce que les responsables n'ont pas fait leur devoir et ont fait preuve d'une incapacité politique totale.* »

Et plus loin :

« *Quant aux responsables de cette grave défaite, nous leur demanderons des comptes. Ils refuseront peut-être de s'expliquer, mais cela ne nous empêchera pas de dénoncer devant tous les travailleurs la faillite de leur politique et leur criminelle inconscience.*

« *Nous agirons ainsi dans l'intérêt de la classe ouvrière et du socialisme. Le temps presse. Nous redoublerons notre action.*

« *A tous les travailleurs nous disons : Vous serez battus, vous serez brisés si vous ne vous décidez pas bientôt à rejeter brutalement le cadavre réformiste et si vous ne vous décidez pas à briser les fossoyeurs du socialisme et à vous engager résolument vers le socialisme révolutionnaire.* »

La Commission syndicale lança un ultimatum au P. O. B. pour protester contre cette attitude courageuse.

Le congrès de la C. S. de juillet et le Conseil Général de septembre

Comme il se doit à des incapables politiques, la C. S. posa le problème de l'*Action* uniquement sous

l'angle de discipline, se gardant bien, et pour cause, de prendre position politiquement. Fin juillet la Commission syndicale réunissait son congrès. Et ces bureaucrates qui osent parler de discipline n'envoyèrent leur rapport aux centrales que 15 jours avant la tenue du congrès, ce qui fait qu'aucune discussion préalable n'eut lieu et que ce congrès se trouvait être une assemblée de permanents. Dix jours avant la tenue du congrès, la C. S. (il faut croire qu'elle était édifiée quant à l'issue de ce dernier et qu'en tout cas elle se moquait de ses décisions au cas où elle aurait été mise en minorité), avait décidé :

« 1.) *de retirer sa délégation au Conseil Général du P. O. B. aussi longtemps que les résolutions antérieures sur la discipline ne seraient appliquées;*

« 2.) *de donner le cas échéant aux organisations syndicales le mot d'ordre du refus de paiement des cotisations au Parti.* »

Est-ce utile d'ajouter que cela était dirigé contre l'*Action?*

Le 6 septembre se réunit le Conseil Général qui devait trancher la question. Il y eut un rapport de Jauniaud qui roula sur deux chefs d'accusation : d'une part, comme de bien entendu, cette sacro-sainte discipline, qui est entre les mains des bonzes ce qu'est la légalité pour la bourgeoisie et, d'autre part, tenez-vous bien... le manque de camaraderie. Ainsi ceux-là même qui aiguisent leur couteau pour trancher la tête aux autres reprochent à leurs éventuelles victimes un manque de camaraderie inadmissible. Cette assemblée régna par le vide et l'impuissance. Les bonzes comprirent qu'ils ne pourraient encore frapper et décidèrent de renvoyer la question à un congrès et votèrent, par 49 voix contre 7 et 4 abstentions, l'ordre du jour suivant :

« *Le Conseil Général décide de déclarer au Congrès du 28 octobre que la qualité de rédacteur à l'Action Socialiste est aujourd'hui incompatible avec la qualité de membre du P. O. B.*

De publier sous le contrôle du parti un organe de discussion des tendances dirigé par un rédacteur impartial, un rédacteur représentant la tendance du groupe actuel de l'Action Socialiste et d'un rédacteur des autres tendances. »

La préparation du congrès du 28 octobre

La situation politique se tendait en Belgique. Mais qu'importait aux bureaucrates ces questions. Il fallait se débarrasser des gêneurs, de ceux qui seraient un frein à une participation éventuelle. L'*Action socialiste* comprit qu'il s'agissait de jouer une carte décisive. Elle fit une mobilisation de ses militants. Et partout où elle put obtenir une libre discussion (ce qui était quelque chose de nouveau), elle l'emporta; les exemples de Bruxelles, de Louvain, du Borinage, etc., sont là pour le montrer. L'*Action* diffusa un long tract dont la première partie comprenait un exposé historique de l'*Action* et du conflit, qui se termine ainsi : « *Il y a dans le parti un conflit de tendances. Voilà la vérité.* » Le reste du tract pose un ensemble de positions politiques dont nous citerons les principales conclusions.

Sur la questions syndicale : « *La formule « le syndicat aux syndiqués » qu'on nous oppose, nous y croyons plus que nos contradicteurs, pour qui la formule est « les syndicats aux dirigeants syndicaux ».*

Sur la combativité ouvrière : « *Nous prétendons que si la majorité des dirigeants syndicaux mettaient autant d'ardeur à entretenir le courage des ouvriers qu'ils mettent aujourd'hui de persévérance à l'endormir, la situation serait complètement différente.* »

La question du plan y est insuffisamment traitée. Notons cette observation : « *Leur (les droitiers) adhésion au Plan du Travail, n'a d'ailleurs été souvent qu'un geste dont ils étaient décidés à éviter toutes les conséquences.* »

... « *La politique des compromis, des demi-mesures, du bon sens étroit et sans horizon, empêche tout cela. Nous la combattons. Quand nous transportons tous ces principes du domaine abstrait dans le domaine de la réalité politique, toutes nos positions deviennent applicables et notre opposition à la tactique de la majorité devient parfaitement claire.* »

Après avoir exposé comment se posait le problème de la discipline, et répondu aux arguments hypocrites quant au ton de la critique dans l'*Action*, le trac affirme vigoureusement la nécessité d'un journal de la gauche. « *Quelques camarades essaient déjà de trouver en vue du congrès des compromis. Nous les remercions de leur bonne volonté mais nous tenons à le déclarer très franchement, il faut que* l'Action socialiste *vive.* »

Plus loin : « *Collaborer à une revue nous paraît tout à fait inutile. Le public auquel nous nous adressons, qui nous fait confiance, ne lira pas une revue. Il est certainement très intéressant d'être en contact d'idées avec les militants mais nous trouvons plus intéressant encore d'être en contact d'idées avec les ouvriers.* »

Après avoir répondu à l'argument : *vous êtes des diviseurs*, le tract conclut en 6 points :

1) *L'Action socialiste est utile;*

2) *l'A. S. traduit un profond courant d'idées;*

3) *l'A. S. lutte contre le réformisme; contre la politique passive en face de la crise; pour la démocratie ouvrière; pour le droit de libre discussion au sein du P. O. B.; pour une politique d'unité, de solidarité ouvrière; pour une politique de résistance en face des manœuvres de la réaction;*

4) *l'A. S. est indispensable au développement de notre tendance;*

5) *l'A. S. ne peut être remplacée, ni par une collaboration de ses rédacteurs au* Peuple, *ni par une revue. L'A. S. doit vivre dans sa forme actuelle; l'A. S. vivra;*

6) *Notre mot d'ordre est : Pour l'unité du P.O.B.; pour son redressement.*

L'Action Socialiste.

Le congrès

Le congrès avait à son ordre du jour deux questions : la question de la Banque du Travail et la question de la discipline.

Sur la première question, il y eut un rapport de *Wauters*, qui conclut au retour à un coopératisme intégral. « *Cela veut dire, déclara Wauters, que la coopération doit créer des institutions de production qui répondent à une consommation ouvrière correspondante.* » On comprend assez mal ce que vaut cette affirmation après les multiples requêtes au gouvernement pour le renflouement de la B. B. T. Enfin toujours est-il

que *Wauters* posa le problème de la désintégration du capitalisme. Mais comme le fit remarquer Spaak « il *est bon que nous introduisions dans nos œuvres le contrôle ouvrier* », seul gage de cette désintégration. La question du cumul et des incompatibilités, qui avait été escamotée, fut également posée par Spaak, de même que la responsabilité du P. O. B. dans la faillite de la B. B. T. Le congrès adopta l'ordre du jour suivant :

« Le Congrès du P. O. B., réuni à Bruxelles les 27 et 28 octobre 1934,

Après avoir entendu la discussion sur la situation et l'orientation des œuvres économiques ouvrières se réclamant du socialisme;

Approuve l'ordre du jour voté par le Conseil général du Parti Ouvrier Belge le 6 octobre 1934;

Décide que les entreprises économiques du Parti Ouvrier Belge ou qui invoquent son patronage devont désormais s'inspirer des directives et des principes développés dans l'exposé du rapporteur. »

Indiquons qu'il n'est fait aucune allusion aux questions elle-mêmes. Par exemple au blâme qui fut signifié aux dirigeants coopérateurs et à la solution du problème du cumul.

Pour ce qui est de la question de discipline, *Isi Delvigne* rapporta sur les conclusions du Conseil général. Pour la forme il nota en passant les cas d'indiscipline de la part de la droite (Huysmans et Piérard) mais passa immédiatement, avec combien plus de vigueur, à l'*Action*.

Deux orateurs parlèrent pour la gauche, Zoete et Spaak.

Spaak, après avoir répondu aux arguments (?) de la droite, éleva le problème politiquement et posa le problème de la grève générale et conclut à la nécessité de laisser subsister l'*Action*. En réalité le débat fut dominé par les centristes à la Buset, De Man et Vandervelde, qui sont les auteurs de la *résolution* finale qui fut votée à l'unanimité :

« Le Congrès extraordinaire du P. O. B., réuni à Bruxelles, les 27 et 28 octobre 1934,

Affirmant la nécessité impérieuse de défendre contre toutes atteintes l'unité du Parti et la liaison indissoluble de l'action du Parti, des syndicats et autres organisations économiques;

Décide de faire un dernier et définitif appel à l'esprit d'unité des dirigeants de l' « Action socialiste » comme à tous les membres du Parti Ouvrier;

Confirme les décisions prises par le Conseil Général sur les règles de discipline qui s'imposent à tous et spécialement :

1° reconnaît le droit de discuter à l'intérieur des organisations du Parti les décisions prises par la majorité, sans permettre cependant la constitution, au sein des organisations, de groupes de tendance;

2° rappelle l'interdiction absolue, sauf en cas de faits nouveaux, de critiquer en dehors du Parti les résolutions admises par les Congrès — les questions de doctrines exceptées;

3° sans exclure une confrontation loyale des idées, interdit les attaques personnelles, nominatives ou non,

DECLARE :

a) Toute action en cours ne peut être discutée qu'au sein des assemblées régulières qui ont la responsabilité de sa direction;

b) Les questions propres à une organisation particulière ne peuvent être discutées en dehors de cette organisation que lorsqu'elles intéressent la conduite du mouvement socialiste dans son ensemble;

c) Chaque membre du Parti Ouvrier a la faculté d'unir ses efforts, à titre strictement individuel, à des organismes en dehors du Parti, pour faire triompher des points de vue admis par le P. O. B.

Déclare qu'en cas d'infractions nouvelles à ces règles, les mesures les plus rigoureuses s'imposeraient pour y mettre fin.

LE CONGRES,

Donne formellement mandat au Conseil Général de prendre, sans devoir en référer de nouveau au Congrès et sans autres recours que ceux prévus par les statuts du Parti, des sanctions individuelles ou collectives contre ceux qui commettraient de nouvelles infractions. »

La gauche a donc évité l'exclusion, qui aurait eu pour effet d'arrêter sa croissance. Les barrières qui semblent être mises pour empêcher sa critique sont assez illusoires et enfin, l'*Action socialiste* n'est pas supprimée. Par ailleurs, une résolution fut votée pour poursuivre l'action en faveur du plan.

⁂

Nous examinerons dans une prochaine chronique les perspectives d'action de la gauche du P. O. B., ainsi que les positions de la Ligue Communiste internationaliste en Belgique.

Dès à présent, soulignons l'entrée d'une partie (Jeunesses) de la L. C. I. belge dans les rangs des J. G. S. C'est la *Voix Communiste* du 16 décembre qui en publia la nouvelle: « *...l'assemblée pleinière nationale de nos groupements jeunes et adultes, après une discussion pour et contre, se prononça pour l'entrée des Jeunesses Léninistes aux J. G. S., adoptant à une faible majorité* (55%), *la proposition de Charleroi.*»

Le *Peuple* de Bruxelles a donné de cette décision le commentaire suivant :

Cette décision sera certainement saluée par l'ensemble des travailleurs.

Ainsi donc, une fraction communiste dont l'influence est loin d'être négligeable, rentre dans le mouvement J. G. S.

Evidemment, il ne s'agit pas ici de se livrer à des opérations arithmétiques, mais de comprendre les répercussions qu'un tel geste aura certainement chez tous les travailleurs.

Réuni le samedi 15 décembre, le Comité national des J. G. S. a admis la rentrée des jeunes trotskistes et a décidé de publier la déclaration suivante :

« Le mouvement J. G. S. entend lutter sans compromission contre la bourgeoisie. Le Comité national J. G. S. n'entend point imposer des points de vue tout faits à ses membres qui ont le droit de défendre leurs propres conceptions selon les règles de la démocratie prolétarienne et dans les cadres de la discipline J. G. S., la liberté de discussion étant d'ailleurs la meilleure garantie pour une unité réelle dans l'action.

« Le Comité national invite tous les jeunes travailleurs acceptant ces principes à entrer dans le mouvement J. G. S. qui groupe 25.000 *membres.*

« Il salue la décision prise par les jeunesses trotskistes de rentrer dans les rangs du mouvement J.G.S. et les invite fraternellement à rentrer dans la grande famille. »

ELIE.

ANGLETERRE

Le Labour Party devant la décision

Nous publions ci-dessous une correspondance d'Angleterre, émanant d'un membre de l'I. L. P. Elle aborde quelques-uns des problèmes capitaux à l'heure actuelle de l'autre côté de la Manche. Nous y reviendrons d'une façon plus systématique dans nos prochains numéros.

Londres, décembre 1934.

La situation de l'Independant Labour Party est malheureusement marquée par le découragement. Le malheur est que les idées staliniennes y ont fait leur chemin avec facilité. Ainsi l'impuissance du stalinisme a déteint sur l'I. L. P.

La cause fondamentale de l'indifférence des camarades est qu'ils ne réalisent pas l'importance de la nouvelle situation créée par les victoires écrasantes du Labour Party aux élections municipales. Ils continuent à répéter les mots d'ordre d'hier, comme si rien n'était arrivé. Ce n'est pas une attitude marxiste. Pour comprendre l'importance réelle de la victoire du Labour Party nous ne devons pas nous laisser impressionner par l'étiquette « Labour Party », Lansbury ou Morrison, mais considérer les résultats de l'élection dans le cadre du mouvement ouvrier.

D'abord les ouvriers n'ont pas seulement reconquis les positions qu'ils avaient perdues dans la panique de 1931, mais ils ont fait un gigantesque pas en avant; ils ont atteint une étape supérieure. Dans la province, le Labour Party avait perdu 210 sièges en 1931; il en regagne 253 en 1934. Dans le Grand Londres, le Labour a perdu 210 sièges en 1931 et en gagne 457 en 1934, c'est-à-dire plus du double.

Le Conseil municipal de Londres avait été conquis par les ouvriers avec des gains analogues; les journaux ont aussi rapporté le triomphe du Labour (et de l'I. L. P.) dans les élections municipales d'Ecosse. Face aux progrès fascistes dans l'Europe entière, même la reconquête par le Labour de son ancienne position aurait eu les plus grandes répercussions. Mais les ouvriers anglais ont fait mieux en augmentant la représentation ouvrière dans de nombreux districts, et en gagnant le contrôle de nouvelles régions.

Si le gouvernement travailliste était possible avec la représentation antérieure du Labour dans le Conseil municipal de Londres (conquis il y a six mois) il n'y a aucun doute sur les chances de l'élection d'un nouveau gouvernement du Labour après les élections de 1934.

Quoique des sceptiques philistins puissent penser, il est clair que les ouvriers savent qu'ils peuvent arracher aux classes dirigeants au moins le pouvoir parlementaire. Les élections ont donné une expression arithmétique de la force des ouvriers; ils ne sont pas disposés à écouter des arguments qui ne soient pas basés sur ces chiffres.

Grâce à leur expérience amère plutôt qu'à l'agitation contre le gouvernement, les ouvriers ont appris que le gouvernement national est l'instrument grâce auquel les classes dirigeantes poursuivent leurs attaques contre leurs conditions de vie et les libertés civiles. Ils savent que le gouvernement prépare une seconde guerre mondiale et que cette guerre approche. Ils savent que les éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie appuient les fascistes armés, tolérés par le gouvernement. Ils voient tous les jours avec plus d'inquiétude le gouvernement accorder la protection de sa police aux démonstrations fascistes, et comprennent que sans cette protection les fascistes ne subsisteraient pas un seul instant.

Les leaders officiels des différents partis ont appelé les ouvriers à répondre à ces attaques, et les ouvriers ont répondu pour la défense de leurs positions, prouvant leur force et leur détermination réelle. Mais maintenant *les ouvriers se tournent vers leurs chefs, y compris l'I. L. P. et le P. C., attendant une directive.*

Si on sous-estime la signification de la victoire et si on ne donne pas *à temps* de directive, le résultat sera une sérieuse démoralisation des ouvriers. Leur enthousiasme se transformera en découragement.

En même temps la victoire ouvrière crée une grande inquiétude dans les classes dirigeantes. Elles auront maintenant recours à toutes les formes de mesures réactionnaires et particulièrement au fascisme armé. Elles savent que tôt ou tard les ouvriers exigeront la dissolution immédiate du Parlement, que la conséquence nécessaire de la conquête du pouvoir municipal par les ouvriers est la conquête par eux du Pouvoir d'Etat. Ils devront compléter l'armement du fascisme et discréditer par tous les moyens les conseils municipaux travaillistes, avant que les ouvriers comprennent ce qui arrive.

A la surface, tout est tranquille, mais en réalité les classes dirigeantes combattent désespérément pour maintenir leur pouvoir à tout prix. Le temps est devenu un facteur décisif pour les deux camps. L'avance de la classe ouvrière culminant dans les élections victorieuses place les ouvriers face à face avec le problème du pouvoir d'Etat, d'abord sur le terrain parlementaire. Mais la quantité se change en qualité. Tous les problèmes prendront maintenant la forme du pouvoir d'Etat *en dehors du Parlement*. Tel est le caractère fondamental de la nouvelle situation produite par les élections municipales. Une nouvelle étape est atteinte, distincte de la précédente.

A certains ces idées apparaissent comme fantastiques. Mais supposez que nous allions trouver les ouvriers avec des formules générales comme celles dont usent les staliniens : « Combattez contre la guerre impérialiste! », tout en critiquant la politique stalinienne réformiste et centriste. Cette attitude pouvait paraître suffisante hier, mais aujourd'hui les ouvriers, ou tout au moins les militants, répondront : « nous savons que la guerre menace et nous voulons lui résister, mais

nous savons aussi que le gouvernement national travaille ouvertement pour la guerre : voyez la session actuelle du parlement, les diatribes de Baldwin, les compétitions navales, le *sedition act*. Le Parlement tory, fait passer toutes les mesures nécessaires à la préparation de la guerre, et il le fera tant qu'il sera au pouvoir. Donc, pour lutter contre la guerre *il est absolument nécessaire d'en finir avec le gouvernement et le Parlement*, et nous avons montré que nous avons la force de les jeter dehors. Mais vous ne nous dites rien sur cette question fatale et ressassez toujours les mêmes vieux arguments. Dites-nous clairement : devons-nous laisser l'ennemi au pouvoir pour continuer ses préparations à la guerre et nous confiner à la propagande parmi nous-mêmes, ou bien devons nous les chasser du pouvoir et installer notre propre gouvernement avant qu'ils aient complété leurs préparatifs? »

Ce sont des questions très concrètes. En effet, quelle que soit notre politique et notre programme, même s'il est tout à fait correct en principe et dans sa forme, il deviendrait tout à fait futile s'il ne comportait pas comme question centrale : *Pour le pouvoir d'Etat!*

En même temps que la poussée travailliste va obliger une fois de plus le Labour Party à assumer les charges du pouvoir, l'économie britannique approche d'un nouveau point de crise. La renaissance économique due à l'abandon de l'étalon-or ne pouvait être que superficielle, et la menace du dollar reste toujours active. Tout laisse prévoir qu'on va au devant d'une nouvelle dévaluation du dollar, et d'un intérêt de plus en plus grand des Etats-Unis pour le marché mondial, et européen en particulier. L'économie britannique, rafistolée plutôt que revigorée dans son principe, est-elle en état de résister à ce nouvel assaut?

C'est dans cette situation, prise dans l'étau d'un nouveau soubresaut de la crise, et les contradictions sociales croissantes, que fait sa réapparition le vieux Lloyd George. Le jeu qu'il s'apprête à jouer est d'une importance capitale.

Lloyd George a déclaré, au grand scandale de la presse libérale et conservatrice classique, qu'il fallait établir un « New deal » britannique, à l'imitation de M. Roosevelt; cela seul mettrait l'Angleterre à même d'échapper à la lutte de classes, et de sauver ses positions mondiales. *La nationalisation de la Banque d'Angleterre est le point central du programme établi par Lloyd George.* Dans une interview, il déclara :

« *Le contrôle national de la Banque d'Angleterre, clef de la reprise économique et de la reconstruction, est le point principal de mon programme. La Banque doit devenir réellement la Banque de l'Etat et non celle d'une corporation limitée* ».

Dans un discours prononcé à Bolton, Sir John Simon a répondu à Lloyd George :

« *Rien n'est plus facile que de parler de la nationalisation des banques, mais une légère analyse suffit à montrer que ce programme, tel que Sir Stafford Cripps le préconise, mène à un effondrement de la confiance et du crédit. La fonction la plus importante des banques est de distribuer le crédit, et c'est là la source principale de l'adaptabilité et de l'élasticité de l'industrie. Si cette fonction est bien remplie, il se produit un rapide ajustement de la technique aux possibilités du marché, grâce à l'usage des ressources de la communauté tout entière. La concurrence entre les banques leur permet de prêter des crédits dans les différents cas nécessaires, tandis que la nationalisation entraînerait le danger du monopole du crédit, et du mauvais usage ou de l'incompréhension de certaines possibilités.* »

John Simon ajouta à l'usage des démocrates : « *Un système de banque nationalisé ne pourrait fonctionner que sous une dictature; mais il recèle de graves dangers dans un système parlementaire* ».

Le danger que constituent pour la classe ouvrière les propositions de Lloyd George apparaît clairement dans une interview donnée par Lansbury, leader du Labour Party. « *Pour autant*, déclara-t-il aux journaux, *que la proposition de L. George signifie la propriété nationale, l'organisation et la planification de l'agriculture et des grandes industries de base au service de la nation, le Labour Party se félicitera de son soutien.*

« *En ce qui concerne les finances, le Parti, au moins depuis les dernières élections générales, a constamment posé devant le public la question importante de la propriété et du contrôle du crédit national et des finances nationales. C'est la pierre angulaire de notre programme.*

« *Nous serons heureux de l'aide de M. Lloyd George à cette partie fondamentale de notre politique. Cependant, nous discuterons de cette propagande, afin qu'elle ne distraye pas l'esprit public de cette condition que nous, Labour Party, considérons comme vitale et essentielle, c'est-à-dire que la réorganisation et la planification de l'industrie anglaise, depuis l'agriculture jusqu'aux mines, doit être réalisée non dans le but de revigorer un système déclinant, mais afin de le transformer d'un système de concurrence en un système de coopération.* »

C'est de cette façon que les dirigeants du Labour prêtent l'oreille aux chants de sirène du vieux gallois, alors qu'il n'y a de salut pour la classe ouvrière que dans *une lutte implacable pour un programme socialiste que seule la possession révolutionnaire du pouvoir pourra permettre de réaliser.*

LES LIVRES

AU SEUIL D'UNE REVOLUTION, PAR PAUL FAURE

Paul Faure veut qu'on range cet ouvrage parmi les œuvres de propagande. Il est modeste et sage, — à raison — car bien qu'écrit par le secrétaire général du P. S., on voit mal son livre à côté des écrits de Marx et de Lénine.

En gros deux parties : l'une économique, l'autre politique. Paul Faure constate que la crise existe et il le montre à l'aide de quelques chiffres, et il cons-

tate d'autre part que le socialisme réformiste et parlementaire a fait faillite partout où il a été appelé au pouvoir.

Il montre que la crise existe en citant des rapports d'experts de la S. D. N., des paroles de personnalités telles que M. Cordell Hull et « l'ex-camarade » Mac Donald. « *Quand une classe, détenant la souveraineté économique et politique d'un régime, a perdu à ce point toute foi en elle-même et que ses chefs s'abandonnent, d'autres forces sociales ne sauraient tarder à entrer en scène* » (p. 13).

Il cherche les causes de la crise. Elle est due au progrès de la mécanique dans l'industrie, l'agriculture et le commerce. Cette crise est pernicieuse parce qu'elle ne donne pas de travail aux intellectuels (chap. III) et parce qu'elle tue « *la jeunesse et l'idéal* » (pp. 66 à 75). Il se moque ensuite de ceux qui veulent sauver le régime en arrêtant la production et en éteignant la flamme du génie scientifique, et à cette occasion le propagandiste se fait poète (cela doit venir du voisinage d'Antiparos et d'Aristote cités à la page précédente) : « *Avec le capitalisme, la science devient un élément de servitude, de misère, d'anarchie et de guerre. Avec le socialisme, ce sont les portes de la civilisation s'ouvrant à l'infini sur le bien-être, les loisirs, la joie de vivre et la grande paix humaine* » (p. 83). Vrai et bien senti!

Un grand bonheur pour nous : l'Eglise se met à propager les thèses marxistes. Le Pape a dénoncé le « *rôle infâme des financiers* » et le « *gaspillage insensé des ressources humaines* ». « *Où allons-nous, Seigneur, si désormais sur l'ordre du « serviteur des serviteurs » le prêtre poursuit son sacerdoce en ajoutant à son bréviaire le* Capital *de Karl Marx?* » (p. 108). Pour être juste il faut dire que Paul Faure a quand même des doutes parce qu'au Creusot (couplet sur les marchands de canons) les curés n'ont pas marché pour son élection; et il insiste : « *Ce n'est pas là un cas isolé, et nos militants pourraient en citer d'autres du même ordre dans tous les coins de France* ». Qu'attend-on Seigneur, pour dénoncer ces hérétiques au Saint Père?

La partie politique n'est qu'un plaidoyer en faveur de la II[e] Internationale. Même façon de procéder : références à des personnalités : Roosevelt, Madariaga, Flandin, qui, toutes, constatent que ça va mal, et cette affirmation péremptoire : « *Le parti socialiste pose dans tout l'univers capitaliste sa candidature aux gouvernements et à la direction des Etats* » (p. 133).

Malheureusement le socialisme qui prétend « *pénétrer graduellement dans les rouages de l'Etat, dans les textes législatifs et arriver ainsi peu à peu à passer d'un régime à l'autre* » n'a rien donné. En Belgique, après trois expériences, Vandervelde en a assez : « *quoi qu'il arrive je suis inflexiblement hostile à toute participation des socialistes au gouvernement* ». Heureusement que nos camarades belges ont adopté le plan de Man : « *le congrès de Bruxelles* (où fut adopté le plan) *a rompu avec le réformisme tel qu'il était conçu, défini et pratiqué souvent par des socialistes dans les Parlements* » (p. 140).

En Espagne (le livre a été écrit avant les derniers événements) on peut être également tranquille. Rien à faire pour participer.N'y a-t-il pas les déclarations de Largo Caballero? : « *Dès avant la République je pensais que les possibilités socialistes étaient faibles dans une démocratie bourgeoise... Je suis plus convaincu encore que les possibilités socialistes dans une démocratie bourgeoise sont inexistantes* ». Et, ajoute Paul Faure : « *déclarations d'autant plus significatives qu'il était encore ministre* »!!! Non pas que le groupe parlementaire socialiste espagnol n'ait rien fait. « *Il jugea bon de maintenir ses membres dans les conseils du gouvernement afin de mener à bien des lois considérées par lui comme fondamentales. Soit dit en passant c'est lui qui décida du vote des femmes auxquels étaient opposés M. Lerroux et son groupe!* » (p. 144).

En Angleterre le Parti Travailliste n'a pu rien faire parce qu'il n'avait pas la majorité absolue, pas plus en 1924 qu'en 1929, et qu'il ne pouvait rien faire sans l'appui des libéraux. D'ailleurs « *prétendre qu'il n'a rien fait, que son œuvre a été nulle serait injuste. La question doit être posée autrement* » (p. 157). Mais maintenant on peut être tranquille, les Travaillistes sont bien décidés à « *défendre la majorité du peuple non seulement en formant un gouvernement, mais en s'emparant du pouvoir par l'utilisation si cela devenait nécessaire de tous les moyens légitimes, même s'ils n'étaient pas constitutionnels* » (p. 170).

En Allemagne? D'abord il faut dissiper des légendes. Preuves en mains les social-démocrates « *n'ont jamais disposé une seule fois d'une majorité leur permettant de gouverner sans dépendre de personne, et ils n'ont jamais eu tout le pouvoir. Une seule fois ils ont eu la majorité des portefeuilles ministériels dans un gouvernement* » (p. 180), mais voyez la guigne, le cabinet Bauer ne devait durer que trois mois et demi. Alors dites-moi, mon bon monsieur, que vouliez-vous qu'ils fissent? Ils pouvaient tout au plus laisser assassiner Liebknecht et Rosa. Tout de même Paul Faure reconnaît que les social-démocrates allemands n'ont pas fait tout ce qu'ils auraient dû faire. La faute en incombe évidemment aux communistes qui ont brisé l'unité, mais, ajoute Paul Faure « *il y a eu des responsabilités individuelles* » et pour contenter tout le monde : « *Il y a eu naturellement aussi des responsabilités collectives* ».

En France les socialistes n'ont jamais eu le pouvoir. Et pourtant ils l'ont réclamé. A preuve le Manifeste : « Nous réclamons le pouvoir ». « *Je le reproduis en entier à cause de son importance et parce que je crois qu'il aura une influence certaine sur l'évolution du socialisme français* » (p. 210). Après une condamnation du néo-socialisme (on en parlait encore à ce moment-là) Paul Faure en arrive au chapitre fondamental et original : La conquête du pouvoir.

Vous croyez sans doute que dans ce chapitre si important le secrétaire général du Parti socialiste va étudier comment les Communards de 1871 ont pris le pouvoir ou comment ont fait les bolchéviks en octobre 1917? Erreur. Paul Faure ignore la Commune et ne veut rien savoir de gens à la Lénine et à la Trotsky.

D'abord il faut distinguer et ne pas faire l'ignorant. « *Au sens scientifique du mot, révolution veut dire* changement complet *et, par suite une révolution se produit quand un principe complètement nouveau a remplacé l'Etat existant.* »

Armés de cette définition vous allez tout de suite comprendre.

D'abord, « *la victoire du socialisme peut s'accom-*

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS — DE LA COMMUNE A LA GUERRE MONDIALE, par J. VIDAL (Bureau d'Editions, 10 fr.).

Cette étude, présentée par André Marty, aurait pu sans cette présentation être cataloguée dès le premier coup d'œil. Elle est stalinienne, avec intelligence parfois, ce qui nous change un peu, mais spécifiquement stalinienne. Ecrite avant le pacte d'unité avec les socialistes, on y trouve même la phraséologie qui faisait fureur à ce moment-là et c'est tout juste si ne s'y étale pas le qualificatif de « social-fasciste » ou « social-traître. »

Stalinienne par le schématisme. Du moment que les guesdistes n'étaient pas des staliniens, ils trahissaient le mouvement ouvrier. On trouve même une caractéristique stalinienne de la situation contemporaine reportée telle quelle à une situation ancienne : la formation d'une gauche dans le Parti socialiste français (jauressistes) réclamant l'exclusion de Millerand et l'unité socialiste (Renaudel, Jean Longuet) n'avait pour but que de contrecarrer le passage des masses au parti socialiste de France (guesdistes). L'auteur n'a pu s'empêcher de faire lui-même la comparaison : ... « *le rôle de l'opposition de « gauche » pourrait être comparé à celui de l'opposition de gauche actuelle dans la IIe Internationale d'après-guerre* »... (p. 108).

Stalinienne par le dogmatisme. Rien de plus précieux que les remarques et études de Lénine sur le mouvement ouvrier français, et Dieu sait si nous avons repris ses enseignements! Mais poser à la façon de l'auteur un jugement de Lénine sur une situation, un homme ou un parti donnés, pour en déduire ce qu'étaient cette situation, cet homme ou ce parti, nous paraît aller à l'encontre du but même de l'historien.

Stalinienne enfin par une sorte de finalisme puéril et d'autant plus facile qu'il vient après coup. Pour l'auteur, la situation économique, l'idéologie et la pratique des partis ouvriers et de la C.G.T. devaient aboutir à la formationdu parti communiste et à ses « épurations » successives.

Pourtant tout n'est pas mauvais dans ce livre. Une étude économique de la France d'avant-guerre explique assez bien le destin des différentes fractions qui devaient se former après la Commune dans la classe ouvrière. L'auteur souligne avec raison qu'à partir de 1870 nous assistons à un développement lent de l'industrie et de la concentration capitaliste, alors que le capital bancaire se développe extrêmement et que la France devient « l'usurier du monde ».

L'auteur en tire argument, avec raison, pour montrer qu'une partie de ces intérêts pouvait être prélevée « *au profit des leaders ouvriers, de l'aristocratie ouvrière, pour des formes variées de corruption* » (p. 104) ce qui est une des causes de l'opportunisme

Nous ne voulons pas entrer dans le détail de l'histoire même du mouvement ouvrier. Le lecteur rectifiera de lui-même les jugements sommaires portés sur les doctrines et les individus, et il ne manquera pas de rire aux colères du stalinien 1934 contre l'œuvre ou l'idéologie des initiateurs du mouvement révolutionnaire de classe qui, quoique s'étant souvent trompé, et ayant parfois trahi, n'en ont pas moins été nécessaires dans l'histoire de la prise de conscience de plus en plus nette par le prolétariat de ses stricts intérêts de classe.

M. N.

plir sans violence. Cela pourra se produire si au moment où la crise sociale atteindra son maximum d'intensité et où le régime capitaliste sera devenu insupportable, les forces socialistes sont assez puissantes pour décourager (sic) *le capitalisme de leur déclarer la guerre* » (p. 258).

Ensuite, le socialisme peut conquérir le pouvoir par une victoire électorale. Mais il peut se produire des désagréments : les capitalistes ne veulent pas se laisser faire. Que feront les socialistes? C'est là que la définition scientifique donnée plus haut de la « révolution » va nous servir : « *il est capital de ne pas confondre la notion de révolution sociale avec l'émeute ou l'insurrection de genre romantique* » (p. 260). L'émeute c'est la populace (1) s'emparant de la Bastille, la révolution c'est quelque chose de plus noble et de plus abstrait (se reporter à la définition). « *La politique de conspirations et d'émeutes n'est qu'un bouillon de culture pour agents provocateurs et héros de roman* » (p. 266). Conclusion : il faut laisser les pavés aux cantonniers.

Principe : « *De nos jours, l'idée d'une insurrection armée contre le pouvoir central et l'Etat capitaliste devient difficile à concevoir. Les gouvernements disposent des soldats, de la police. Les chemins de fer, les transports automobiles, l'aviation, le téléphone, la TSF leur permettent de nuit et de jour d'exercer partout le contrôle de leur souveraineté toute puissante. Quant aux armes qu'ils peuvent utiliser on les connaît : deux cent mitrailleuses et quelques tanks tiendraient en échec la population de toute une cité* » (pp. 270-271).

Paul Faure donne le principe, et nous l'application : la Commune de Vienne où la Schutzbund résiste pendant des jours et des nuits aux forces gouvernementales, et surtout les derniers événements d'Espagne où la Commune des Asturies a tenu en échec toutes les forces de l'Espagne monarchique et réactionnaire augmentées des Légions marocaines et des assassins bénévoles. Dans son désir d'endormir la vigilance des ouvriers, Paul Faure ne voit même pas des faits qui crèvent les yeux.

Mais toutes ces théories capitulardes à double sens vont nous expliquer l'état d'esprit des dirigeants actuels du P. S.

En face des provocations de plus en plus audacieuses des bandes armées du fascisme savez-vous ce que préconise Paul Faure, ce qu'il appelle « la mobilisation socialiste »? C'est la propagande et *exclusivement* la propagande. Il faut conquérir l'opinion, dit-il, et il pense que si les capitalistes voulaient se laisser

« Quand nous aurons deux millions d'électeurs nous aurons le pouvoir », c'est-à-dire que nous recommencerons l'expérience de nos camarades anglais, allemands (malgré la légende), espagnols, cette expérience que nous avons vitupérée en phrases si gauches et qui sonnaient si bien.

En somme le livre de Paul Faure est bien un livre de propagande (pas tout à fait celle qu'en attendait son auteur).

MAURICE NADEAU.

---

(1) « En présence de ces faits monstrueux (causés par la crise), de cette faillite inouïe d'un régime, faillite économique et morale, *tout le monde devrait être d'accord* pour rechercher et appliquer des solutions sociales » (p. 89).

A tous nos lecteurs

AIDEZ-NOUS A DIFFUSER LA REVUE! ABONNEZ-VOUS!

En reprenant sa parution, la LUTTE DE CLASSES n'a d'autre ambition que de continuer la tâche qu'elle s'était assignée dans les précédentes années de sa parution. Organe théorique, elle luttera pour le marxisme-léninisme, selon les principes élaborés antérieurement par l'Opposition communiste de gauche, puis par la Ligue Communiste Internationaliste.

Le fait qu'elle s'adressera plus particulièrement maintenant à nos camarades du Parti socialiste n'entraînera aucune modification dans sa ligne de conduite. Ce fait souligne simplement qu'aujourd'hui notre sort organisationnel est lié au développement des courants révolutionnaires non seulement dans l'ensemble du mouvement ouvrier, mais en premier lieu dans le Parti socialiste.

Nous avons pensé qu'en dehors des organes qui, comme *la Vérité*, défendent les idées du marxisme révolutionnaire, un organe théorique comme la LUTTE DE CLASSES devait trouver sa voie, et conserver la confiance des militants prolétariens.

La théorie révolutionnaire n'est pas la répétition pédante, la cuisterie, des « professeurs » du prolétariat, qui ne manquent pas dans nos organisations, ni l'abstraction destinée aux exercices de cercles isolés d'intellectuels et de réformateurs de la société en chambre; elle est l'arme tranchante, l'instrument suprême de la classe ouvrière révolutionnaire organisée. Elle résume et élabore l'expérience concrète de la lutte prolétarienne. Sous le drapeau de Marx et de Lénine, elle ne peut être que militante, scientifique, ouverte à toutes les formes de l'éducation dans la lutte ouvrière.

Aucune des revues pseudo-marxistes qui sont publiées ici et là ne répond à cette préoccupation. C'est qu'il leur manque l'essentiel : d'être l'expression d'un mouvement réel fondamental de la classe ouvrière. Pour nous, ce mouvement existe : c'est celui dont les communistes internationalistes sont dans le monde entier les champions.

Notre « groupe des communistes internationalistes dans la SFIO » a pris la responsabilité de la reparution de la LUTTE DE CLASSES. Cependant tous les collaborateurs n'appartiennent pas à ce groupe. Plusieurs appartiennent au groupe de nos camarades bolcheviks-léninistes. Nous souhaitons d'élargir encore la rédaction. Néanmoins, l'essentiel était, malgré les nombreuses difficultés accumulées sur notre chemin, d'agir. Avec l'aide des lecteurs, de groupes d'amis, de collaborateurs toujours plus nombreux, la revue se perfectionnera de mois en mois.

La meilleure façon d'étendre son influence sera de faire de la LUTTE DE CLASSES l'instrument d'un groupe dépassant le cadre du nôtre. Le premier pas dans cette voie devra être réalisé par la réunification des bolcheviks-léninistes. Dès cette unification réalisée, la LUTTE DE CLASSES sera rédigée et conduite par nos organismes dirigeants.

⁂

La composition de ce numéro reste défectueuse. Nous n'avons pu y caser plusieurs articles prévus. Plusieurs rubriques ne sont pas tenues — questions économiques, questions militaires — comme il convient. Le prochain numéro perfectionnera nos intentions.

Et maintenant, il nous faut l'aide assidue de tous les lecteurs. Notre pauvreté matérielle doit être surmontée. Mais la LUTTE DE CLASSES peut vivre facilement si tous ses lecteurs songent à s'abonner, à envoyer leur souscription, si les dépositaires règlent régulièrement le montant de leurs ventes. Qu'un mouvement de confiance, qu'un effort personnel de tous nos amis assure le développement continu de cette arme irremplaçable que sera LA LUTTE DE CLASSES.

Les camarades qui veulent nous aider dans la diffusion de la revue sont priés de nous donner leur adresse, en nous indiquant le nombre d'exemplaires qu'ils désirent recevoir chaque mois (minimum 3 exempl.). Une commission de 10 % est réservée à ces camarades.

Dès le prochain numéro nous publierons la liste des kiosques, librairies et camarades auprès desquels on peut se procurer la LUTTE DE CLASSES.

Les anciens abonnés de la « Lutte de Classes » sont priés de nous renvoyer leur adresse.

Camarades, abonnez-vous, et donnez-nous les noms de vos amis susceptibles de s'abonner.

L'ADMINISTRATION.

Le gérant : P. NAVILLE. Imp. S.N.I.E., 32, rue Ménilmontant, Paris (20e).

Tous les Jeunes lisent

RÉVOLUTION

Edition parisienne du Cri des Jeunes

ORGANE
DES JEUNESSES SOCIALISTES DE LA SEINE

ABONNEMENTS : 12 Numéros 5 fr. - 6 Numéros 3 fr.

Adresser les fonds à Georges BRUN
12, rue Feydeau — PARIS (2e)
Compte Chèque Postal 1305-59

Militants Socialistes et Communistes ! Jeunes !

ETUDIEZ LES

THÈSES, MANIFESTES et RÉSOLUTIONS
DES
4 PREMIERS CONGRÈS MONDIAUX
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE
1919 - 1923

1 volume grand in-8 de 217 pages, sur 2 col. 25 frs
Le prix de 20 fr. est consenti aux membres des organisations ouvrières

Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse
PARIS (10e)